

Ce jour passé,
la fraternité et l'égalité
s'en vont en fumée
les bourgeois redeviennent
des bourgeois
et le prolétariat,
le peuple souverain
reste esclave.

Michel Bakounine

CASDAL

Le Centre d'Animation Sociale et de Documentation Alternatif et Libertaire (CASDAL) vient de s'ouvrir à Périgueux : Bibliothèque de prêt, atelier de sérigraphie, matériel de duplication, affiches, brochures, tout cela se retrouve au CASDAL. En plus, une fois par mois, des soirées de libres expressions sont organisées.

**CASDAL, 10 Bd Stalingrad
24 000 Périgueux** (permanences le samedi à partir de 16 heures)

SEMAINE LIBERTAIRE A MARSEILLE

Du 21 au 26 février 1983, le CIRA de Marseille organise une semaine libertaire, à la FNAC (centre Bourse) de 17h30 à 20 heures.

- lundi 21 : Poésie et chanson libertaires.
 - mardi 22 : Forum débat avec Alexandre Skirda, Ronald Greagh, E. Temime, D. Armagatha, René Bianco.
 - mercredi 23 : Théâtre et anarchie, autour de la pièce d'Anne Roche et de Françoise Chatot, mettant en scène un dialogue entre Louise Michel et Emma Goldman.
 - vendredi 25 : projection d'un film sur Malatesta suivi d'un débat.
 - samedi 26 : Daniel Cohn Bendit (sous réserves).
- Parallèlement, le mardi 22 à partir de 21 heures, A. Skirda viendra parler de son livre « N. Makno, le cosaque de l'anarchie » au local du CIRA de Marseille, 5 rue des convalescents, 13 001 Marseille, 2ème étage.

RADIO-LIBERTAIRE « LA VOIX SANS MAITRE »

Radio Libertaire a encore des ennuis avec la « Haute Autorité » : on veut l'accoupler avec Fréquence Gaie, Radio Arc en Ciel et Radio-verte.

La « Haute Autorité » distribue des fréquences à des radios n'existant que sur le papier mais refuse d'en refiler à R.L. et à F.G. qui sont deux anciennes radios, ayant un impact incontesté et émettant tous les jours.

Mais pourquoi le gouvernement socialiste n'avoue-t-il pas que ces radios le gênent, carrément ! De toute façon, RL est prête à tout pour garder la possibilité d'émettre. Elle vous invite à la soutenir. Pour tout contact, soutien, etc...

Radio Libertaire, 145 rue Amelot 75 011 Paris.

HERNU-SAVARY EDUCATION KAKIE

« On ne réformera pas le service national, il n'y a pas une préparation civique et physique des enfants et des jeunes (...) Il faut arriver à l'armée préparés et préparés par l'école, le lycée et l'université. Il faut une symbiose avec l'Education Nationale ».

Cette sinistre déclaration est due à Charles Hernu et a abouti le 23/9/82 à la signature d'un protocole d'accord entre Hernu et Savary. Pour s'opposer à ces projets, un collectif s'est constitué à Lyon, regroupant antimilitaristes, profs, parents et lycéens. Pour ceux qui désirent obtenir plus d'informations sur ce protocole, le Collectif vient de publier un dossier de 8 pages, intitulé « l'Ecole au garde-à-vous ». Vous y trouverez le texte du protocole, des commentaires, le bilan des actions déjà entreprises, etc... L'exemplaire coûte 3 F. Vous pouvez le commander à : Collectif d'opposition au protocole Hernu-Savary, c/o CEP, 44 rue St Georges, BP 5006 St Jean 69245 LYON cédex 01. Vous pouvez aussi venir aux réunions (demandez les dates au CEP, tél. (7) 837 42 77 après 18 h).

Des projets aussi dangereux ne peuvent être pris à la légère. Nous pensons qu'il faut réagir et ce immédiatement !

SOIREE THEATRE POUR OBJECTIONS EN MONDE RURAL

Le samedi 5 mars, à partir de 19 heures à la salle des fêtes de Chessy-les-Mines (Rhône), Objéctions en Monde rural organise une soirée théâtre. Au programme :

- 19 h : accueil, buffet, table de presse, infos...
 - 20 h 30 : film de présentation du groupe OMR.
 - 21 h 30 : ATOME, at home. Pièce en 3 actes, abordant le problème du surarmement et l'éventualité d'un conflit nucléaire.
- OMR, BP 18, 69620 LE BOIS D'OINGT.**

TGV

Nous avons lu TGV, l'organe de l'Association pour le Transport Gratuit des Voyageurs. On y apprend que la gratuité des transports en commun réduirait de 15% le trafic automobile, soit un allègement de la circulation routière de 40 milliards de kilomètres. Cela représenterait avec la suppression des charges de billetterie, un économie monétaire de 70 milliards de Francs. L'économie de temps serait quant à elle de 2,8 milliards d'heures.

L'association TGV nous invite à voyager gratuitement en ne considérant pas cet acte comme une fraude mais comme l'exercice d'un droit de grève. A celui qui se ferait piquer, il est conseillé de remettre au contrôle un imprimé intitulé : « les transports en commun doivent être gratuits », qui motive l'application du tarif zéro. Pour de plus amples informations, écrire ou passer le mercredi dès 18 heures 30 : 33 rue des Vignoles 75020 PARIS.

APPEL AUX OBJECTEURS INSOUMIS

OBJECTIONS (BP 117 07101 ANNONAY CE-DEX) vient de lancer un appel à tous les objecteurs insoumis afin :

- de proposer un texte servant de base à leur accord et un questionnaire pour élaborer un premier bilan de la situation.
- de ne pas répondre individuellement à aucun courrier de ministère.

Pour de plus amples informations sur cette campagne : **Coordination nationale des Objecteurs Insoumis, CLO-GALA, BP 3063 31025 TOULOUSE Cédex.**

RECTIFICATIF

Dans le dernier numéro d'IRL, nous avons parlé du livre d'Alexandre Skirda : « Makno, le cosaque de l'anarchie ». Une lamentable erreur s'est glissée dans le prix de ce livre : il fallait lire 110 F au lieu de 170F. Nous signalons que ce livre (ainsi que tous les autres livres et journaux dont nous parlons dans IRL) est en vente, sur Lyon, à la Librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

APPRENDRE L'ALLEMAND

Le « Centre pour la langue et la culture allemande fontionne depuis un an. C'est un centre alternatif et autogéré ne s'adressant pas à des fonctionnaires établis mais à des gens ouverts d'esprit, intéressés par la politique et par la culture et qui n'ont souvent ni l'argent ni l'envie d'apprendre des langues étrangères dans une école de langue traditionnelle ». Organisme à but non lucratif, il organise des stages d'allemand à des prix avantageux et dans des lieux intéressants. Pour tout contact :

**Zentrum für deutsche Sprache und Kulture,
Basalstrasse 42, 6000 Frankfurt /M, RFA.**

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE EN POLOGNE

Il nous semble important de citer les articles sur le mouvement libertaire en Pologne qui sont parus dans Agora, Le Monde Libertaire, Le BIL (Belgique) et A rivista Anarchica (Italie).

Nous ne reprenons pas ces articles mais nous vous invitons à les lire attentivement dans ces journaux.

SOMMAIRE

AFFAIRE DU CORAL :

Les désarrois du juge Salzman
Soutiens et manifestations

pages 4 à 6

L'exportation des armes vers le
Tiers-Monde

pages 7 à 9

Anarchisme et Tiers-Monde

page 10

Réflexion anti-économique

pages 11 à 14

Missions locales, la pagaille!

pages 15 à 16

Poèmes

page 17

INTERVIEW NOIR ET ROUGE

pages 18 à 19

L'Anarchisme dans les années 80

pages 20 à 21

CHOOZ : Le salaire de la peur

page 22

EST-INFO : Encore une bavure

page 23

L'autogestion, les enfants
et J. Korzack

pages 24 à 25

DOSSIER ESPAGNE :

Le VIème Congrès de la CNT

pages 26 à 35

I.R.L.

journal d'expressions libertaires

Directeur de publication :

Alain Thévenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par :

Les Ateliers d'Impression Presse
Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau
69001 LYON

Rédaction et administration :

IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL- Rédaction Parisienne :

c/o Max Nettleau
15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation :
Atelier de Création Libertaire

Abonnement :

5 numéros (1 an) : 50 F

10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien :

10 numéros (2 ans) : 130 F et plus

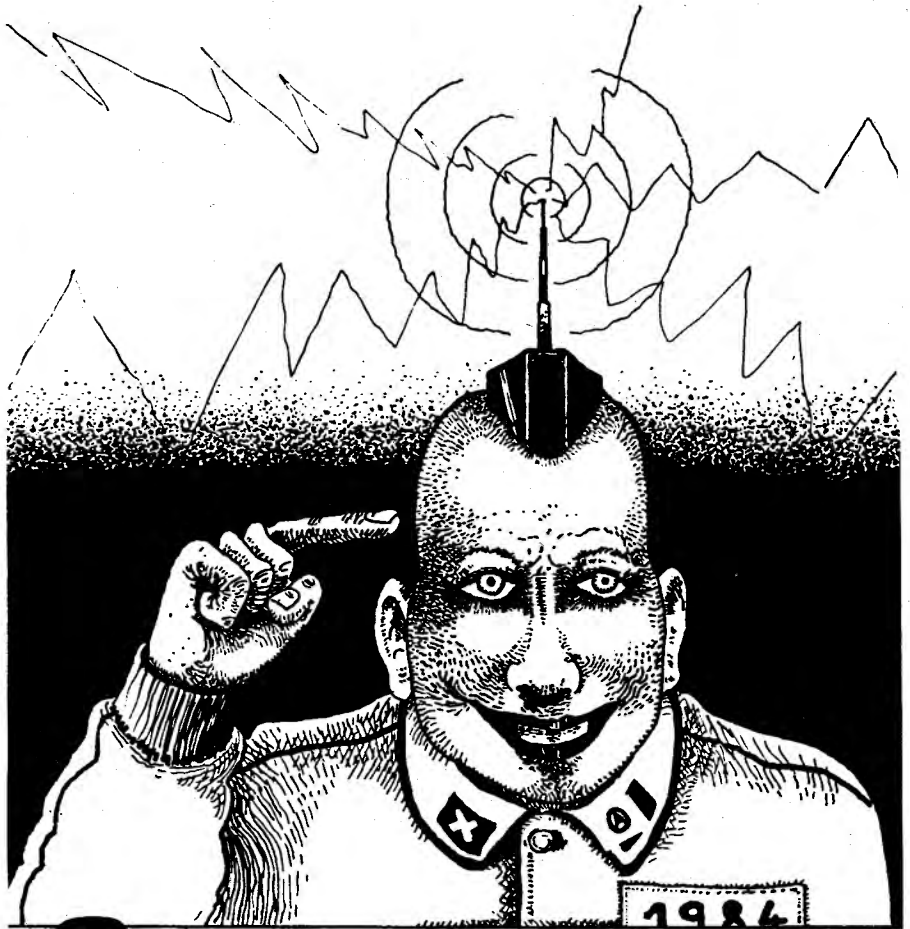
Diffusion militante :

5 exemplaires pendant 5 numéros :
200 F

Pour vos versements :

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ : Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.



Ce numéro d'IRL, vous le lirez fin février; nous aurions pu, nous aurions du, peut-être, parler des élections. Mais voilà, comme le mauvais élève devant sa feuille blanche, nous n'avons pas su quoi dire. Pourtant, on a mis de la musique, on a tamponné des enveloppes pour les envois d'IRL...

RIEN! Le trou complot! A vrai dire, le sujet ne nous passionne pas vraiment. Peut-être d'ailleurs ne sommes nous pas les seuls. Michel Noir l'emportera-t'il sur Francisque Collomb, Chirac sur Quilès, Deferre sur Gaudin.... Boff! Autant se taper un bon policier.

Heureusement, comme tout le monde, nous avons nos maîtres à penser. Ce cher Bakounine, par exemple, qui disait sur d'autres sujets des choses fort intéressantes (et d'autres fort discutables), avait abordé incidemment ce problème. Ce n'était pas non plus sa préoccupation principale, il dénonçait le leurre que tentait de développer les « démocrates » et les marxistes, celui du suffrage universel comme arme possible d'une lutte. Finalement, on pense comme lui, alors pourquoi ne pas le mettre en couverture, d'autant que la phrase nous a paru jolie.

Bon, c'est pas tout ça, mais pendant qu'on essaie de nous faire croire que les élections municipales c'est important, voire vraiment vital, il se passe des choses qui, finalement, nous semblent nettement plus intéressantes. En Espagne, par exemple, où la seule centrale syndicale qui se réclame spécifiquement de l'anarcho-syndicalisme et qui ait un certain poids, vient de réunir son congrès, un congrès pas tout à fait comme les autres. Un peu partout dans le monde où, pour maintenir leur économie, les pays industrialisés vendent des armes aux pays pauvres pour leur permettre de s'entretuer. En France où des gens sont en prison pour avoir osé vivre une alternative et en parler.

Cette actualité-là, comparée à celle que mettent en évidence les médias (élections, Klaus Barbie, insécurité) nous paraît nettement plus intéressante. Elle parle de la vie et de l'espoir. C'est de ce côté-là que nous voulons parler et échanger avec vous.

Et puis si vous voulez vraiment tout savoir, voici l'état financier d'IRL. Le numéro 49 est payé, mais il nous reste encore des dettes, environ 6 300 Francs (contre 7 500 Francs au numéro précédent). De plus, à ce jour, nous avons en caisse 2 000 Francs, ce qui nous permettra de payer une partie du numéro que vous avez entre les mains. Les abonnements, ça a l'air de marcher, mais ça pourrait être mieux (on compte sur vous) : 30 nouveaux abonnés et 16 réabonnements depuis le numéro précédents.

Voilà, on espère vous voir, vous rencontrer, discuter avec vous...

Les Désarrois du Juge Zalzmann

«L'AFFAIRE DU CORAL»

Peut-être le juge Zalzmann est-il réellement fou. L'inculpation de Marie Sigala tendrait à le prouver ; cette inculpation est basée, on le sait, sur le témoignage d'un enfant de six ans, provoqué lors de l'enquête policière, et qui se rapporterait à des événements anciens de deux ans. Un enfant, donc, particulièrement précoce puisque à quatre ans, il aurait déjà intégré toutes les notions d'interdits sexuels, et serait capable de faire une relation des faits prétendument délictueux dans un langage transcritible en termes judiciaires. Ou des policiers particulièrement perspicaces.

Mais le fait que l'inculpation sur de telles bases, totalement invraisemblables (compte-tenu des différences de signification du langage entre les adultes et des enfants très jeunes), n'ait soulevé aucun étonnement montre bien que la folie du juge Zalzmann n'est pas un phénomène isolé. Elle rencontre la folie de ses supérieurs qui ne l'ont pas désavoué. Celle des médias (Paris-Match) qui ont fait de lui le portrait d'un homme équilibré, sportif, père de famille et travailleur acharné. Et celle d'une opinion publique, ou générale, qui s'indigne de ce qu'on puisse reconnaître qu'il existe entre les gens des rapports autres que fonctionnels. Le modèle auquel nous renvoie cette indignation est celui d'institutions sans histoire, dans lesquelles la vie soit calfeutrée, et que l'on puisse tranquillement ignorer. Il est aussi celui d'enfants désincarnés, corps et esprits vides aspirant à la bonne manne de la société adulte, qui n'ont d'existence qu'en tant qu'adultes potentiels.

Mais ces modèles commencent à être reconnus comme inadaptés par tous ceux qui les fréquentent d'un peu près, clients, ou praticiens. Ceux-ci se scindent alors en deux groupes. Ceux qui cherchent des réponses de plus en plus sophistiquées et abstraites à des questions mal posées, et ceux qui se demandent s'il n'y aurait pas, au fond, quelque chose d'autre qui serait en question ; quelque chose qui aurait à voir avec la vie, avec le désir (et pas seulement celui

d'un groupe social, mais aussi celui des individus de chairs, d'émotions et de paroles).

Les premiers ne dérangent personne. Pendant qu'ils cherchent, ça les occupe et ça contient leur client pendant quelque temps. En plus, ça conforte dans l'idée qu'il y a quelque chose à chercher. Les seconds, par contre, sont des emmerdeurs ; leurs interrogations ou leur naïveté introduisent des ruptures dans l'équilibre théorique qui veut que chacun ait une place à remplir, assignée à l'avance, et des failles dans un fonctionnement social, qui ne marche plus très bien, certes, mais dont on peut conserver l'illusion du bien fondé. En plus, ces failles s'ajoutent à d'autres, qui viennent d'ailleurs.

Bien sûr, ces oppositions ne sont pas si nettes, et elles se retrouvent parfois au sein d'une même personne. Mais, en gros, ça fonctionne un peu comme ça. Alors, si on pouvait faire admettre l'opinion que ceux qui ont été le plus loin dans cette direction, ceux qui ont vécu le plus à découvert, ne sont, en définitive, que des tarés, que tout ça, c'est des cochonneries, ça éviterait à bien des gens de se poser des questions.

MIEUX VAUT, POUR UN ENFANT, ETRE MORT PLUTOT QU'AIMÉ

Les statistiques officielles estiment à quelques trois cents le nombre d'enfants qui meurent chaque année, en France, des suites de mauvais traitements. Dans ce chiffre, le nombre d'enfants qui étaient placés en institution n'est pas précisé ; il n'est, paraît-il, pas précisable, mais les mêmes statistiques estiment qu'il n'est pas nul.

Il ne s'agit pas là d'un scandale, mais de faits qui doivent être considérés comme faisant partie des profits et pertes d'un ordre social qui se satisfait aussi de toutes les autres formes de misère et d'exploitation. La banalité d'un fait le protège de toute révolte.

Si d'innombrables enfants sont broyés par les systèmes éducatif, scolaire ou familial ce n'est pas non plus un scandale. La plupart en réchappent, comme nous un peu résignés et tassés. Ceux qui ne parviennent pas à trouver une voie vers la vie, ou pour qui le besoin de vie n'est pas conciliable avec les structures

qui l'enserrent, trouvent une place dans des institutions dites spécialisées. Parfois, ils n'y sont pas malheureux, du moins par rapport à ce qu'ils vivaient dans leur lieu habituel. Parfois, ils y trouvent de l'affection malgré tout, et des possibilités de liberté.

Mais ces lieux, qui pourraient être, après tout, des lieux de vie, c'est-à-dire des lieux où l'on vit, ont besoin d'alibis. Il n'est pas concevable que chacun n'ait pas une place assignée. Celle des enfants « inadaptés » est officiellement, d'être réadaptés. Certains des adultes qui se trouvent là prennent cette mission très au sérieux, et il n'est pas toujours possible de les tromper. Ils posent les conditions à l'accès à la reconnaissance dans ce monde à la fois marginal et indispensable. Ils émettent un certain nombre de règles qui ne font que reproduire, en les affinant, celles de la société. Ils parlent de structures, de symbolisme, ils proscrivent les « passages à l'acte ». Ce qui fait vivre dans un monde étrange, quasi irréel, dans lequel les pensées et les pa-

roles n'ont pas de prise sur le monde qui les entoure, un monde où on peut tout se permettre, dans l'exacte mesure où cela est strictement sans conséquences. Les constructions théoriques les plus osées sont alors très prisées ; on recherche simplement leur cohérence interne, de quoi en faire un bel édifice, et pour cela, il est nécessaire d'éliminer le plus possible la vie, source, comme on sait, de contradictions. Les émotions, dans ce monde, sont évidemment tenues à l'écart ; elles sont le grain de sable qui risque d'empêcher la stabilité du bel équilibre intellectuellement conçu. De même, pour accéder à ce monde, faut-il vouloir ne pas reconnaître le corps et son langage, où, en tous cas, exiger de lui une certaine discrétion qui permette d'y accoler un sens verbalisable. Ces réserves sont indispensables. Imaginez le juge Salzman sans ces garde-fous. Qui pourrait répondre de ses réactions !

Il y a donc ceux qui se protègent ainsi par la distance et qui vivent dans la crainte constante d'être manipulés. En

conséquence, ils manipulent les autres, les obligeant à renoncer à toute une partie d'eux-mêmes ou à accepter de l'enfoncer au plus profond. Ce sont, nous sommes, les plus nombreux.

D'autres prennent des risques. Ils prennent le risque notamment de permettre à ceux qui n'ont pas eu de place pour vivre ailleurs, de vivre le plus librement possible ici. Ils prennent aussi le risque de commettre des erreurs. Erreurs d'appréciation de la situation dans son ensemble, ou erreurs dans la perception de la demande d'autrui.

SOUTIEN ET INTERROGATIONS

A mon sens, lorsque nous parlons de soutien inconditionnel, cela veut dire que nous soutenons une orientation, que nous reconnaissons une recherche comme positive, quelques soient les erreurs éventuelles dont cette recherche puisse s'émailler. Entre le soutien à ceux qui vont dans cette direction et ceux

→



qui les condamnent, il n'y a évidemment pas à hésiter.

Ceci étant posé, il me semble possible d'émettre quelques interrogations.

Malgré les affirmations de leurs permanents, il me semble que les lieux de vie ont une place sociologique qu'il n'est pas possible de nier par le seul fait qu'il s'y vit quelque chose de fondamentalement différent de ce qui se vit ailleurs. La plus part des accueillis sont d'abord envoyés par des gens qui ont une fonction d'aiguilleurs dans le système social, psys ou juges. Et ils sont envoyés là parce qu'ils n'ont pas trouvé de place viable dans les autres institutions. Leur perception a priori des lieux de vie n'est sans doute pas différente de celle des institutions. L'habitude de celles-ci les a amenés à adopter un certain nombre de défenses qui ne sont pas forcément négatives et qui sont peut-être le garant de leur liberté. Il n'est pas toujours souhaitable de vivre dans la transparence. D'un point de vue économique, il me semble indéniable que les lieux de vie ont une place dans une construction sociale et y remplissent une fonction. Cette fonction les rend, peut-être moins différents qu'il est parfois affirmé des institutions « thérapeutiques ».

Si les lieux de vie ont une fonction analogue à celle des « lieux thérapeutiques », les relations qui peuvent s'y nouer entre accueillis et permanents peuvent être, au moins dans un premier temps, assimilées aux relations thérapeutiques habituelles, même si leur sens intrinsèque est autre. Or, il ne me paraît pas souhaitable qu'une relation amoureuse soit confondue avec une relation thérapeutique, même si l'une et l'autre présentent des analogies frappantes. Dans une relation thérapeutiques, il est important à mon avis, qu'il n'y ait pas complète réalisation. Il ne s'agit pas de condamner le passage à l'acte. Même en institution, on nourrit aussi les enfants ; il s'agit de permettre de reconnaître la faim et les moyens de la satisfaire. Une relation de tendresse ne trouve pas alors sa fin en soi, mais elle est d'abord le moyen de reconnaître l'amour et la vie qui est en soi pour tenter de les satisfaire ailleurs aussi.

Le langage utilisé par Sigala et ses amis me paraît parfois un peu dangereux, dans l'utilisation qui risque d'en être faite. « Vivre avec » par exemple, c'est vaste et cela indique la direction d'une vie plus heureuse et plus harmonieuse. Mais ce peut-être aussi flou si certains s'en servent comme pivot d'une élaboration théorique, et derrière ce flou risque de se cacher quelque chose d'un peu totalitaire. « Les lieux de vie », ça risque aussi d'être un peu dictatorial, si on en fait un concept. Cela risque de laisser entendre qu'il n'y a que là qu'on vive. Or, sauf les cimetières, et encore, tous les lieux où il y a des gens sont des lieux de vie. Et ce n'est pas en disant à ce gens qu'ils sont morts qu'on pourra faciliter la reconnaissance de ce qu'ils ont de vivant en eux. Il y a, dans la rue, plein de gens qui vivent, et peut-être

TOUCHEZ PAS AU ZIZI

L'appareil judiciaire et les médias ont rattaché arbitrairement aux problèmes du Coral (ou du moins à ce qu'on a décidé d'ériger en problèmes) ceux que posent la pédophilie. Le but de cet amalgame est évident : il s'agit de détruire une tentative alternative en lui donnant un aspect infamant, et quelle image pourrait être plus infamante que celle du vilain monsieur qui va tripoter surnoisement les petites filles et, surtout, les petits garçons. Cet amalgame me paraît aussi éviter de poser le problème de la pédophilie, puisqu'il assimile toute relation amoureuse entre enfant et adulte à une relation éducative perversifiée.

En tant qu'anarchistes, nous ne pouvons admettre l'idée qu'une loi, ou qu'un réseau de lois, puisse régenter des relations amoureuses, non plus, du reste, que d'autres relations. Si nous luttons contre la violence que peut exercer un individu ou un groupe d'individus sur une personne, que cette violence s'exprime par le biais de l'exploitation économique ou amoureuse, si l'utilisation marchande qui peut être faite de rapports amoureux nous répugne, cette condamnation n'a aucune raison de s'adresser de façon spécifique à la pédophilie.

Celle-ci pose cependant des problèmes particuliers qui ne se résument pas à un simple aménagement des lois, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas possible de l'évoquer sans soulever des passions. Est-ce à cause du désir amoureux à l'égard des enfants contre lequel chaque adulte lutte peut-être, ou à cause des désirs enfouis que conserve l'enfant qui subsiste en nous ?

En attendant qu'un jour peut-être, un débat plus serein puisse s'engager, qui ne pourrait, par ailleurs, que remettre en cause l'idée que chacun d'entre nous s'est construite de l'enfant (y compris celle de certains pédophiles qui décrivent un enfant idéal paré de toutes les vertus de spontanéité et d'innocence perverse), nous ne pouvons que rappeler des évidences. Notamment, réaffirmer l'idée que les relations amoureuses entre enfant et adulte obéissent, comme toutes les autres relations amoureuses, aux seules lois que nous reconnaissons, celles du respect de l'autre et de la recherche du plus grand plaisir possible, pour soi et pour le partenaire.

Compte-tenu du statut social des uns et des autres, des projections et des manipulations réciproques qu'il permet, le respect de ces évidences pose peut-être plus de problèmes que dans les relations amoureuses « habituelles ». Mais la difficulté d'une recherche, d'une démarche intellectuelle ou sensuelle, ne peut entraîner leur condamnation. Elle est peut-être, le gage de l'intérêt qu'elles peuvent représenter aussi pour ceux qui ne suivent pas ces voies.

A.

aussi bien qu'au Coral, du moins le pensent-ils.

Ces objections visent plus l'utilisation conceptuelle qui peut être faite de alternative que la vie qui s'y mène. Et cette utilisation et souvent le fait de gens qui, paradoxalement, vivent de l'institution.

REGLES ET LIBERTE

Pour ce qui se vit, je pense qu'il y a deux types d'erreurs. Il y a celles qui viennent d'un trop. Trop de tendresse, trop d'engagement. Celles-ci, on ne les rate pas. Leur dénonciation conforte chacun dans l'idée qu'il ne faut pas trop chercher, et se contenter de son sort. Cependant, d'après mon expérience, ces erreurs sont toujours rattrapables. Si ce trop vient de quelque chose de vrai en soi, il est toujours possible d'apercevoir le point où il attentait à la liberté de l'autre et de rectifier son attitude en conséquence, non par respect d'une loi rigide, mais par respect de la vie de l'autre.

Par contre, les erreurs qui sont dues à la prudence, à la peur, à la lâcheté, elles, ne se rattrapent jamais. Des enfants innombrables sont brisés par elles, par le rejet qu'elles entraînent, la solitude qu'elles induisent. Cependant ces erreurs passent inaperçues, elles sont le lot commun et leurs conséquences, dramatiques, sont mises sur le compte de la fatalité et de l'impuissance qui, pourtant, en aucun cas ne peuvent être une excuse.

Et puis, sommes toutes, je ne sais pas... Lorsque je parle des dangers que je perçois à mêler relations amoureuses et thérapeutiques, je ne fais peut-être qu'exprimer mes propres peurs en les parant d'arguments utilisant un langage pseudo-scientifique. Aucune réflexion sérieuse n'a été menée sur ce point, et tout ce qu'on en dit est basé sur des a-prioris moraux. Jamais cela n'a été discuté avec, par exemple, les analysés « victimes » de séductions de la part de leur analyste, comme le cas en est, paraît-il, relativement fréquent ; ni d'ailleurs avec les analystes en question. Puisque cela est mauvais, il est inutile d'en parler... C'est le fondement de tout raisonnement totalitaire.

Il nous faudra peut-être apprendre à n'écouter pas seulement les règles qu'on nous impose et auxquelles nous avons plus ou moins adhéré, par peur ou par prudence, mais à reconnaître aussi ce qui vient de nous, et de l'autre, ou des autres avec qui nous sommes, en un instant réel. Il ne s'agit pas de faire de l'amour ou de la liberté de nouvelles règles auxquelles nous serions obligés de nous plier. Elles seraient alors aussi nocives que celles qu'elles prétendraient supplanter. Mais plutôt d'aller au-delà et de ne reconnaître comme règle que celle de la nécessité de la vie profonde.

Alain



Soutien / Manifestations

« L'affaire du Coral » ne fait plus les gros titres de la presse. Le temps passe... Comme à toutes les autres injustices, on s'habitue à celle-ci. C'est tous les jours, et tout le jour, qu'il faudrait protester et s'indigner. Et il n'est pas possible de vivre seulement d'indignation...

Dans cette affaire, en outre, l'indignation s'émousse qu sentiment d'impuissance que l'on peut rencontrer. Procédures légales, coups d'éclats, se heurtent au même mur. Doublant ou complétant les problèmes humain et social que soulèvent cette affaire, il y a à l'évidence, deux éléments qui nous dépassent et qui sont déterminants : une manœuvre politique destinée à mettre en difficulté le pouvoir socialiste, et l'hypocrisie et la lâcheté de ce pouvoir. Comment faire du désir de vie et de la tendresse des armes efficaces contre le machiavelisme politique et le désir de pouvoir ? Il faudra bien un jour que cette question soit posée.

Cependant, aujourd'hui 3 février, trois personnes sont encore en prison à cause de ces jeux politiques (qui se servent habilement de la paranoïa d'un juge) : Claude Sigala, Roger Cortes et Roger Auffrand. Sigala, pour sa part, aura bientôt fait quatre mois de prison. A ce point, « coupable » ou innocent, cela n'a plus grande importance. Quatre mois de prison pour être coupable, peut-être, d'avoir aimé... L'enfermement n'est jamais tolérable ; il est encore plus intolérable lorsqu'il est la réponse bête à la vie, même pour ceux qui estiment qu'il a pu y avoir des erreurs dans cette vie. La bêtise est insupportable, et elle n'a d'autres moyens de se faire supporter que la brutalité et le musellement.

En outre chaque semaine nous apprend une nouvelle inculpation : Marie Sigala, Lapeyrie...

Le Comité centralisateur d'Aymargues écrivait le 28 décembre :

Nous changeons de défense. Nos avocats sont :

- Thierry Malville - 30 avenue de la Résistance - 93100 Montreuil.

- Elisabeth Auerbacher - 15 allé Anne de Beaujeux - 75019 Paris.

Deux mois et demi d'enfermement, de délires, d'accusations mensongères, de calomnies, et ça continue.

Comment pouvons-nous imaginer une justice sereine dans un tel climat ?

Comment pouvons-nous expliquer notre pratique alors que la police exerce des pressions flagrantes sur tous les parents ?

Une plainte sera déposée en ce sens ces jours-ci.

Comment pouvons-nous croire un seul instant en la justice, alors que Salzmann, après des fautes très graves (que nous avons dénoncées), continue d'instruire à charge, et visiblement souhaite la fermeture des lieux de vie.

Il appelait en outre à occuper la place du palais de justice à Nîmes du mercredi 5 au samedi 8 janvier, occupation qui voulait symboliser « notre révolte et notre indignation face à cette hypocrisie générale ».

Titirailleur participait à cette occupation. Dans un long texte, elle parle de l'émotion des manifestants, de la sympathie de ceux qui passaient par là, de la mauvaise conscience de certains flics, de la brutalité et du désir de revanche de certains autres.

Malgré la non-violence de la manifestation, un de ces participants a été blessé. Tous se sont retrouvés au commissariat, étant montés volontairement dans les fourgons des flics, pour montrer leur opposition au désir de ceux-ci d'isoler des meneurs. Après avoir refusé de dé-

cliner leur identité, déclarant s'appeler Claude Sigala, tous ont été libérés au bout de quelques heures.

Titirailleur termine ainsi son texte :

Nous sommes libres, c'est vrai, nous sortons tous les 25 en chantant « Debout, debout, révolutionnaires, l'anarchie enfin va triompher », nous arrivons sur la place en chantant... la télé n'était pas là, ni la presse, seuls des copains gelés, et qui n'avaient vu que l'envers de la médaille.

Non ! Nous n'avons pas gagné, même si un vent d'anarchie a soufflé ; non, car nous n'avons même pas vu que le « vous êtes libres » ne concernait que nous, et non pas ceux pour lesquels nous étions là, et que nous ne pourrions pas être « libres » tant qu'il y aura des « prisons ».

Et puis, libres ? Il y a toujours ce « flic » au revolver qui passa plusieurs fois devant la porte du couloir, avec des « hommes », celui qui repérait certains d'entre nous, qui peut-être en ce moment sont menacés (.....).

.....Il y a toujours aussi, ces flics à la matraque rapide, qui se croient défenseurs de l'ordre et de la morale, et provoquent constamment l'agressivité. Il y a toujours l'opinion, la presse, les médias, qui écrasent de leur silence, ou de leurs diffamations.

Pourtant, je me demande si le jour n'est pas proche, où, si nous savons garder la tête froide et le cœur chaud, si nous savons toujours nous émouvoir sans nous passionner, si nous savons nous coordonner sans nous mépriser, car nous avons besoin des actions de chacun, ce vent d'utopie qui passa le 7 janvier 1983, dans le commissariat de Nîmes, avec beaucoup d'humour et de sérénité, ne balayera pas les « habits » du vieux monde, et n'emportera pas les képis de tous les « flics », ceux qui disent nous défendre, et tous les « flics » intérieurs de nos tabous et nos refoulements : Les flics de l'Interdit.

RENSEIGNEMENTS
PRATIQUES

POUR NOUS AIDER

COMITÉ DE SOUTIEN / INFORMATION
COMITÉ DE DÉFENSE CENTRALISATEUR
LE CORAL 30470 AIMARGUES (66) 88.00.12
LETTRES DE SOUTIEN / TÉMOIGNAGES
M. ROUX et AUTAN
14, rue Chevalier de la Barre 34400 LUNEL
SOUTIEN FINANCIER
Vanda et Claude ANTROPIUS
34160 BOISSERON
(établir les chèques à l'ordre du C.R.A.)



BIBLIOGRAPHIE

«CORALERIES» épuisé
«IMAGES CORALINES» épuisé
«LA PESTE GAGNE LE GRAND PSY» C.R.A. épuisé
«ENFANCE / ENFERMEMENT» B. Causse
«VISIBLEMENT JE VOUS AIME» C. Sigala 50f
«HÉ MOUVANCFS» C.R.A. 80 f
«TRANSITIONS / LES LIEUX DE VIE» 60 f

Commandes :
C.R.A. c/o LE CORAL 30470 AIMARGUES

APPEL AUX LIBERTAIRES DE LA REGION RHONE - ALPES

A la suite d'une réunion informelle qui s'est tenue à Lyon le 22 janvier 1983 entre des libertaires de Lyon, Grenoble et Bourgoin-Jallieu, il a été jugé utile de proposer la tenue d'une réunion-débat qui rassemblerait tous les groupes et sympathisants libertaires de la région (Savoie, Haute-Savoie, Rhône, Isère, Loire...).

Cette réunion se tiendrait le 12 mars 1983 à Grenoble, autour des thèmes suivants :

- Prise de contact au niveau régional, présentation des activités existantes et des projets.
- Inventaire des ressources matérielles et humaines des groupes et individus de la région.
- Possibilité de mise en commun de ces ressources et possibilités d'intervention en commun.

Si vous êtes intéressés, dites-le nous, faites-le savoir autour de vous et écrivez-nous pour nous donner vos idées, suggestions et propositions.

Pour tout contact : IRL, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON, téléphone 839-57-79 (heures de repas)

EXPORTATION DES ARMES VERS LE TIERS MONDE

1) QUELQUES CHIFFRES

Les deux super-puissances et l'Europe établissent un rapport privilégié avec le Tiers Monde en matière d'armement. Selon l'Institut international de recherches pour la paix, de Stockholm, les deux tiers des armes vendues sont destinés à l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Le Proche-Orient absorbe 48 % de ce marché, entre 1970 et 1979. L'Est et le Sud-Est asiatique reçoivent 17 % de cet arsenal, et l'Afrique, environ 19 %. Les principaux fournisseurs en 1981 sont les Etats Unis, qui détiennent 45 % du marché, l'URSS 27,5 %, et la France 10 %. (1)

Cette politique n'est pas sans entraîner des conséquences de premier ordre sur l'économie de chaque pays, sur les orientations politiques et sociales, et surtout sur l'avenir de l'humanité toute entière. Mais avant d'aborder les effets de cette course folle à la mort, par un système de plus en plus incontrôlable, il est peut-être nécessaire d'interroger l'Histoire pour rappeler les étapes par lesquelles sont passés les transferts d'armement.

2) L'HISTOIRE DES TRANSFERTS D'ARMES

a) Dans une première phase - qui historiquement correspond à la domination coloniale - le système capitaliste ascendant garde le monopole de la violence en refusant tout transfert d'armement vers les trois continents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Afin de faciliter la domination coloniale et d'éviter toute résistance, des accords sont établis entre les puissances de l'époque, pour laisser désarmé le reste du monde. On peut citer à titre d'exemple l'Acte de Bruxelles adopté par la Conférence internationale en 1890, et qui dans son article 8, régleme les exportations d'armes vers l'Afrique. On peut mentionner aussi la Convention de Saint-Germain en 1920, qui interdit le transfert d'armement vers l'Afrique, sauf évidemment pour armer l'occupant. (2)

b) L'actuel Tiers Monde ne commence à se militariser effectivement que pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans un souci de défense des intérêts des belligérants. Les armes deviennent capitales, non seulement pour réprimer le mouvement de libération nationale, mais aussi pour constituer des systèmes d'alliances militaires et utiliser les ressources humaines de l'Afrique et de l'Asie dans la guerre. Dans ce cadre, des milliers d'Africains perdent la vie dans un conflit qui se veut un partage de leur propre terre par les occupants. Les systèmes d'alliances prennent plusieurs formes. Mis à part les pactes et les traités, des « zones de défense avancée » recevant les trois quarts des exportations d'armement des USA, sont mises en place pour encercler la Chine et l'URSS. Cette dernière ne perd pas de

POURQUOI LES PAYS INDUSTRIALISES EXPORTENT-ILS LEUR INDUSTRIE DE LA MORT PARTOUT ? SOUCI DE SECURITE POUR LEUR TERRITOIRE, LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET L'INFLATION, EQUILIBRE DES FORCES MONDIALES, TELS SONT LES PRETEXTES QU'ILS UTILISENT POUR AFFAMER LE TIERS MONDE ET DETRUIRE LA PLANE-TRUI-TE.



temps pour militariser le Vietnam, la Corée, le Moyen-Orient et - bien avant - la Chine.

Cette période de guerre froide entraîne la prolifération des armements dans les coins les plus reculés du monde. Les deux super-puissances et l'Europe voient des ennemis potentiels partout. Elle assiste militairement les « amis » et « dissuadent les ennemis ». Des programmes d'assistance militaire (MAP) concernent plusieurs pays du monde comme la Corée du Sud, Taiwan, le Vietnam et le Pakistan.

c) Avec la décolonisation, l'aspect directement politique et stratégique de la militarisation du Tiers Monde, s'estompe au profit d'un nouvel ordre militaire, qui s'exprime dans un langage économique plus approprié à cette phase néo-coloniale et à la nouvelle division internationale du travail. Mais les buts ne sont pas moins politiques et barbares qu'auparavant : dominer les plus faibles, les affamer davantage et détruire le monde.

Par leur politique d'armement, les pays prétendent sortir de la crise dans laquelle ils s'enfoncent de jour en jour, en équilibrant leur balance des paiements et en résorbant le chômage et l'inflation. Ils prétendent aussi défendre la sécurité et la paix en se donnant la possibilité de se défendre. Quelles sont les conséquences de cette politique ?

3) CONSEQUENCES DE LA VENTE DES ARMES

a) Des économies basées sur l'industrie d'armement :

En poursuivant une politique keynésienne (3) - qui considère que les dépenses militaires limitent le sous-emploi chronique - le système capitaliste a bâti son économie sur l'industrie de guerre. Selon la « Théorie générale » de Keynes, « le bien peut venir du mal, si les Etats-Unis décident de canaliser leurs ressources dans la production d'armes ». Ce qui signifie que le gaspillage militaire peut être un moyen de mettre un terme à la crise en jugulant l'inflation et en créant des emplois. Cette stratégie économique assure des emplois aux USA, en France et en URSS, mais elle crée des foyers de guerre et fait des millions de morts au Vietnam, au Proche-Orient et ailleurs. L'inflation n'est pas pour autant jugulée. Aux USA, elle était de 1,7 % en 1964 ; elle passe à 5,9 % en 1970 (4), et ne fait qu'augmenter exponentiellement depuis.

Certains pays du Tiers Monde se lancent dans la fabrication des armes, en prenant pour modèle les puissances occidentales. Le Brésil se trouve actuellement au 6ème rang mondial des pays exportateurs d'armes. Ses ventes sont, selon l'estimation de SIPRI de l'ordre d'un milliard et demi de dollars en 1981. Israël est le second nouveau producteur et exportateur d'armes des pays du Tiers Monde avec 29 % des exportations. L'accès de ces pays à une nouvelle spécialisation ne bouleverse pas les relations

d'échange, inégales entre les détenteurs du monopole des technologies de pointe, et le reste du monde.

b) Une main-d'œuvre asservie à un secteur improductif :

En 1976, 75 000 personnes sur 270 000 travaillant dans l'armement en France, exécutent des commandes pour l'étranger. Afin d'équilibrer la balance des paiements, le gouvernement de gauche, comme celui de droite auparavant, n'a aucun scrupule à vendre des armes au régime d'apartheid et de discrimination d'Afrique du Sud et d'Israël. Rares sont, dans les pays industrialisés, les syndicats qui prennent des positions courageuses, permettant de freiner le commerce de la mort. L'AFL - CIO apporte un soutien inconditionnel à la politique étrangère américaine. La CGT en France ne condamne la vente des armes qu'aux « pays réactionnaires et anti-progressistes », et la CFDT, même si elle n'adhère pas à la politique militaire française, considère que « la reconversion (...) sera longue et coûteuse » (5). En un mot, les syndicats officiels ne souhaitent pas voir se tarir « l'exportation des armes garante du plein-emploi ». Pourtant, cette affirmation n'est pas scientifiquement confirmée : les emplois créés dans l'industrie d'armement, sont surtout destinés aux techniciens et aux ouvriers qualifiés. Ce personnel d'une compétence supérieure à la moyenne, aurait pu être employé pour satisfaire des besoins urgents de santé, de nourriture et d'éducation. L'ONU estime que le désarmement nucléaire complet, libérerait au moins 20 000 scientifiques, qui pourraient utiliser leurs compétences dans un but autre que celui de détruire. La reconversion des industries d'armement est une opération techniquement possible. Elle est créatrice d'emplois socialement utiles.

c) La sécurité du monde est plus que jamais menacée :

A ce gaspillage de la main d'œuvre qualifiée, vient s'ajouter la menace de destruction nucléaire. La course folle aux armements pour améliorer la compétitivité des produits de guerre et pour écraser psychologiquement les désarmés fait dépendre l'avenir de l'humanité du bon vouloir de quelques dirigeants. Sous prétexte de défendre le territoire, on militarise les sociétés et on augmente l'arsenal de la guerre. Depuis la création des systèmes de défense, la sécurité du monde est plus que jamais menacée. Depuis dix ans, les USA ont la capacité de détruire 36 fois la population et l'industrie soviétiques, et depuis dix ans aussi, l'URSS a quant à elle la capacité de détruire 15 fois les USA. Pourquoi alors ces pays continuent-ils de s'armer ?

d) Les exportations des armes servent à réprimer les aspirations des peuples et à multiplier les guerres : 32 sur 38 pays les plus pauvres ont souffert de conflits graves ces dernières années (4). Les Etats tentent souvent au moment des révoltes populaires de dresser l'opinion contre un ennemi extérieur.

La montée des régimes militaires est la conséquence directe de la proliféra-

tion des armements dans les pays du Tiers Monde. Les deux super-puissances et les pays occidentaux ne jouent pas seulement le rôle de gendarme mondial à distance ; ils fomentent des coups d'Etat et imposent des dirigeants fantoches pour reprendre le contrôle de certains pays. Aujourd'hui sur 135 pays du Tiers Monde, 48 sont de fait administrés par des militaires. Dans plusieurs autres pays, les militaires occupent des positions clés dans la vie politique. Les droits de l'homme sont par là même bafoués. Les disparitions, les tortures, les emprisonnement arbitraires et sans jugement sont monnaie courante. Les libertés d'expression et d'association ne sont pas reconnues. Le rapport d'Amnesty 1982 n'est qu'un reflet timide de ces sociétés livrées à la barbarie des armes des pays industrialisés.

c) Le Tiers Monde importe des armes et exporte des produits de première nécessité :

Pour entretenir et renforcer l'appareil militaire et policier, les Etats du Tiers Monde sont obligés d'exporter des produits qui auraient pu être consommés par leur population, ceci afin d'équilibrer leur balance commerciale. Et ces produits sont parfois utilisés pour nourrir le bétail et les animaux des pays industrialisés. Des milliers d'enfants d'Afrique et d'Asie meurent de sous-alimentation et de malnutrition et l'arsenal militaire de ces mêmes continents ne fait qu'augmenter. La militarisation de ces sociétés et l'extension du sous-développement sont deux maillons d'une même chaîne.

Les moyens d'agir contre une telle politique existent. Ce sont l'objection et l'insoumission au service militaire, mais aussi la réorganisation de l'économie sur la base des besoins socialement nécessaires aux individus. La reconversion des industries d'armement est une tâche urgente et possible à court terme.

Abdel

Notes

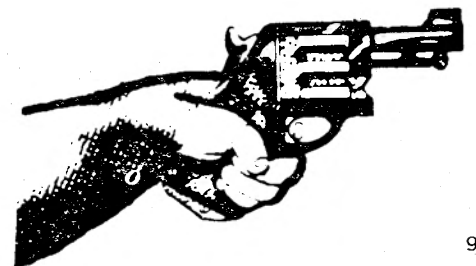
1) Collectif Tiers Monde de Poitiers : « armement et sous-développement », 30 p, 1982.

2) Eide (Asbjorn) : « Le Transfert d'armements et leur Utilisation domestique dans les pays du Tiers Monde ».

3) J.M. Keynes, économiste et financier britannique mort en 1946. Selon lui, les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour assurer le plein emploi de la main-d'œuvre grâce à une redistribution des revenus telle que le pouvoir d'achat des consommateurs croisse proportionnellement au développement des moyens de production.

4) Grapin (Jacqueline) : « Des armements pour quoi faire ? », 1978.

5) Klein (Jean) : « Commerce des armes et politique : le cas français », 1976.



Tiers Monde et Anarchisme

Quelques maigres articles sur la faim dans le Tiers-Monde, c'est toute la considération dont témoigne le milieu libertaire pour les plus opprimés. Nous avons la sensation amère d'un déni d'anarchisme.

Trente millions de morts par an payés d'un silence. Pendant ce temps et comparativement, la presse libertaire s'empile de comérages indécents. Cette si désarmante liberté d'expression ne serait donc que ce crachat sur un charnier. Aurions-nous atteint cette heureuse disposition d'esprit qui mesure l'épanouissement humain à la taille de notre auge toujours plus pleine ?

L'absence de réaction et de pratique contre l'aliénation par la consommation montre la puissance du mythe de l'abondance qui a préparé les individus à accepter la domination pourvu qu'elle soit payée d'un certain bien-être matériel. L'anarchisme perclus d'ouvriérisme désuet — ou penser tient du vice élitiste — participe aussi à l'abrutissement collectif par la consommation.

Alors pourquoi ce silence ? S'il est dû en partie à la somnolence d'après manger, il répond davantage de l'état actuel du milieu libertaire qui a cessé de penser avant que naisse ce qu'on nomme aujourd'hui le tiers-monde. Les grimoires anarchistes étant muets ou incohérents, les récitants bafouillent. Se comprend mieux l'usage immodéré de la polémique qui réduit l'idée anarchiste à n'être que sous-entendus, jouissant ainsi de toutes les perfections. Ne reste plus qu'à dire aux gueux du tiers-monde : « qu'il est fort inconvenant de vous employer à périr de faim présentement puisque l'avenir vous pourvoira ; qu'on ne peut faire selon son goût et mourir quand il plaît, en privant l'histoire de causes et d'effets. »

Les rares articles sur le tiers-monde, comme d'autres d'ailleurs, ne sont que prétextes à formuler un anticapitalisme élémentaire et réducteur, alors que la ploutocratie cède le pas à une intellocratie — terme plus approprié, à notre sens

que technocratie. Ce qui permet, sans vergogne, de revendiquer pour l'élévation du niveau de vie en France, ce qui aliène, sans se soucier des répercussions sur le tiers-monde. Du bon usage de l'internationalisme... L'espèce humaine doit « gérer » un monde « fini ». Dans le partage du monde nous sommes placés, sans en saisir toute l'ambiguïté, du côté des nantis. Si l'on n'y prend garde c'est la crédibilité, et pire, la validité de l'idée anarchiste qui sont en cause. Sommes-nous si sûrs que l'idée d'abondance se

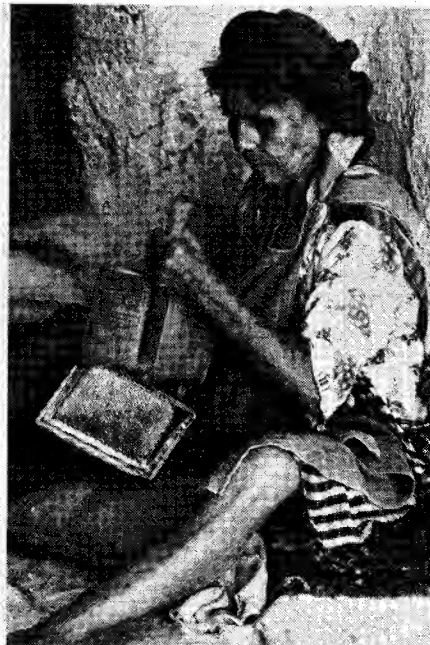


Photo Yves Guélaud

conjugue avec l'idée de liberté ?

Nous subissons la tyrannie des idées ambiantes et les phantasmes du socialisme du 19^{ème} siècle dont les digressions sur la liberté dissimulent son enfer productiviste. Le matérialisme à dégénéré en partie et comme il fallait s'y attendre, en un matérialisme vulgaire : la réduction de toute conception sociale en un économisme déshumanisant. Plus ces conceptions soumettent la société et l'individu au primat de l'économie, plus elles produisent de l'humanisme,

cet Exutoire de la déshumanisation. La fracture des idées révolutionnaires passe, semble-t-il, par la négation du primat de l'économie et traverse le milieu libertaire.

L'économisme comme le scientisme et le technicisme pèsent d'un poids intolérable sur la plupart des esprits et masquent par des abstractions le phénomène domination—servitude. Le développement de l'ensemble scientifico-technico-économique ne nous enferme-t-il pas dans la domination ?

En termes marxistes nous ne voyons entre les forces productives et les rapports de production que deux moments de la domination et non une contradiction induisant un processus libérateur. Ainsi peut s'expliquer la réalité présente d'un développement de l'économie se conjuguant avec l'accroissement de la domination. Des mythes sont apparus pour perpétuer l'illusion ; mythe de l'autogestion et mythe du temps de libre. Pour répondre brièvement au premier : l'appareil de production est trop complexe pour être autogéré ; de l'autorité de la compétence on passera fatalement à l'autorité des « compétants ». C'est le même glissement que l'on retrouve dans la si funeste « dictature du prolétariat ». L'autorité de la compétence est la légitimation du pouvoir de l'intelligentsia. Allons-nous lui offrir le pouvoir sur un plateau ? Pour le second : le primat de l'économie partage le temps humain en un temps de la production et un autre de la consommation. Si certains perçoivent un temps libre ce ne peut être que grâce à leurs lorgnons révolutionnaires.

Groupe Benevento — Angers —

La rédaction parisienne d'IRL prépare un dossier sur le thème « Tiers-Monde et Anarchisme » pour un prochain numéro d'IRL. Vous pouvez envoyer toute contribution sur ce sujet à :

IRL, Rédaction parisienne, c/o Max Nettlau, 15 rue Gracieuse, 75005 PARIS.

Camarades, je vous envoie, au nom du groupe Benevento, ces quelques feuillets écrits il y a déjà plusieurs mois.

Le groupe est constitué de quatre individus, anciens adhérents de la FA, qui ont décidé de mettre fin à une carrière, pourtant prometteuse, de colle-affiches et de gueule-slogans.

Pour tenter de se guérir d'une mélancolie tenace ils font maintenant l'anarchisme buissonnier. Si le plaisir, seul, vaut, n'y en a-t-il pas plus à être un garnement iconoclaste qu'un bonze momifié? Le sérieux avec lequel les idées dites révolutionnaires sont énoncées ne leur ajoute aucune vertu. Si l'on convient de parler sans détour il m'apparaît que globalement le socialisme n'est pas essentiellement l'antagoniste du capitalisme. Si le primat accordé à l'économie, le développement de la science et de la technologie pouvaient sembler révolutionnaire, ils ne l'étaient que circonstanciellement. Ils ne faisaient que précéder leur réalisation qui s'inscrit comme on peut le constater dans le système de domination. Le socialisme absolutise les éléments essentiels du capitalisme; il n'est pas sur le fond rupture mais continuité malgré sa phraséologie dénonçant la propriété privée comme vice majeure.

L'anarchisme qui, sous le mythe de l'abondance, reprend à son compte le primat de l'économie et ce qui lui est concomitant le développement de la science et de la technologie se trouve enfermé, immobilisé, neutralisé par un non sens. La domination, manifestement, se renforce par le développement de ces trois éléments et la réalisation de l'individu et la liberté sont repoussées.

Si la réalisation de l'individu compris comme une totalité — ou tout ce qui le constitue à valeur — vivant et composant une société ayant un semblable destin (et dessein) s'éloigne quand l'économie, la science, la technologie se développent, il convient de se demander s'il n'y a pas incompatibilité. Se demander si on n'a pas accordé, malencontreusement et ingénument, un caractère révolutionnaire à des éléments qui en sont naturellement démunis. La croyance dans le caractère révolutionnaire de ces éléments et compte tenu de la domination accentuée, produit un anticapitalisme élémentaire et l'espoir naïf d'une rupture de la domination dans un avenir magique. Cette croyance annihile toute conscience critique et bien entendu conforte, renforce la domination qui se nourrit de l'inconséquence de ceux qui prétendent la combattre.

L'anarchisme est actuellement dans l'incapacité théorique de proposer une rupture radicale et véritable dans le processus de domination, débouchant sur une société autre. Sauf à demeurer dans une quasi non existence l'anarchisme devra se débarrasser des éléments qui n'ont de révolutionnaires que l'illusion qu'ils provoquent. Sa richesse n'est trop souvent que de l'incohérence et la liberté ne doit pas servir de prétexte à l'inconséquence et à l'inconstance.

On ne peut pas douter que le combat contre la domination soit terriblement ardu, aujourd'hui moins qu'hier, et lutter contre un certain «amateurisme» théorique est le premier pas à faire.

Bien entendu il convient de n'accorder qu'une valeur relative à tout ce qui précède. Je souhaiterais que transparaisse surtout la volonté de briser des entendus.

Mais puisqu'user du sérieux trop longuement devient étouffant, je vous invite, si cela vous chante et vous enchante, à faire de ces quelques feuillets des cocottes en papier ou des confettis selon vos goûts et vos capacités.

Amical salut

A.P., Pour le groupe BENEVENTO

REFLEXION ECONOMIQUE **ANTI**

Faut-il être entendu du petit monde des révolutionnaires et en recevoir le sceau du sérieux, sacrifier au rituel en vociférant « A bas le Capitalisme » ? Si ce n'est l'absence de latin qui lui ôte bien du prestige ça vous a l'allure d'incantation dont « vade retro Satanas » serait le prototype. Alors, au risque d'encourir l'anathème, je ne me livrerai pas à cette pratique vieillotte, de l'exorcisme.

Lorsqu'ils ne servent pas à invoquer le Dieu sourd des révolutions ces mots en usage courent après une réalité qui leur échappe participant ainsi à l'aliénation qu'ils prétendent dénoncer. Nous usons encore des mots qui désignaient, du moins le suppose-t-on la réalité du siècle passé. Est-il si étonnant que les esprits restent attachés à cette époque où ces mots avaient un sens ?

Qué reste-t-il à dire puisqu'il semble que tout soit entendu ? Les méchants sont à leur place et les petits Lénine

ont rangé, pour de futures batailles, en un ordre de fer leurs prolétaires de plomb.

Le temps grignote les vérités : le présent était à la servitude, l'avenir serait à la liberté ; la fin de la tyrannie n'est pas inscrite sur ces tablettes. L'oppression s'épaissit et bouche petit à petit tous les pores de la vie.

C'est le constat du développement de l'économie qui servit à émettre ce postulat selon lequel la société, est... déterminée par le processus économique. Le socialisme pouvait ainsi proclamer l'économie fondement ou préalable à toutes œuvre émancipatrice. Constatant les formidables possibilités du machinisme naissant, quelques esprits pensèrent que la révolution industrielle se transmueraient en révolution par l'industrie. Ainsi l'industrialisation, imposée de force à la société, n'était pas mise en cause malgré son caractère monstrueux mais au contraire proposée à la résolution du pillage séculaire des dominants. Mais sur la voie de l'égalité dans l'abondance, de l'émancipation universelle se dressait un adver-



saire de taille : le capitalisme sous les traits d'une bourgeoisie détentrice des moyens de production. Opposer, aux exploités unis par l'intérêt, le vaste groupe désuni et inconscient des exploités : vaste programme. Mais vision manichéenne, déformante ; prix de la force qu'on oppose à la force.

Que reste-t-il, un siècle passé, de toutes les constructions qui furent échauffées afin que « le progrès » que constituaient l'industrie et le machinisme, comble de ses bienfaits l'humanité en la délivrant de la servitude ?

Le prolétariat chargé par quelques maîtres penseurs de mettre un terme à l'histoire, flâne, musarde, fait en quelque sorte la révolution buissonnière. On dit même que le gros de la troupe, conscience de classe et mission historique jetées aux orties, s'adonnerait au coupable plaisir de consommation. Cette dernière est servie aux opprimés comme succédané de la liberté mais faisant suite au conditionnement de l'individu par le mode de production industrielle elle représente certainement la forme la plus subtile d'asservissement. Car au-delà des besoins physiques élémentaires ce conditionnement devient possible mais plus encore il est nécessaire. Un appareil de production de masse pour fonctionner rationnellement, qu'il s'appelle capitaliste ou socialiste ou autrement, a et aura nécessairement recours au conditionnement de la demande donc à la manipulation de l'individu. L'individu devient d'autant plus sensible à ce conditionnement qu'il est immergé dans une masse elle imprégnée. En ce sens la consommation tend à la massification de l'individu, mélange de grégairisme et d'individualisme, et repousse l'individuation et la socialité, clefs de voûte d'une société égalitaire et libertaire. Demandons-nous si l'action revendicative, dans la perspective d'une lutte de classes dont on peut douter que le terme soit la fin de l'oppression, n'enferme pas l'individu dans le cercle infernal de la consommation en l'éloignant ainsi de sa libération ?

Demandons-nous ce que valent les digressions sur la liberté si la pratique dont on ne discute pas le bien fondé aboutit à un terme contraire ? Ce n'est pas la moindre des incohérences qu'il convient de dénoncer. Et l'humanité ? La réalité rend son verdict. On ne peut plus croire que tous les humains accéderont au niveau de vie qui fait l'orgueil des nations riches (niveau de vie : est-ce dire la vie !). La réalité, qui n'accuse pas seulement le capitalisme, met à mal les théories : accepter deux humanités ou procéder à une révision. Ce constat de huit cent millions d'êtres humains en état de pauvreté absolue, des famines, de la pollution, du pillage des ressources interroge les conceptions qui acceptent le bien fondé de l'industrialisation et de l'économie la base de l'économie. Leur seule défense réside en la mise en accusation du capitalisme - moyen efficace d'évacuer l'interrogation - Cette réalité tragique de la misère d'une partie de l'humanité remet en cause les conceptions économiques et sociales du

XIXème siècle.

THEORIE-ALIBI, THEORIE-DORTOIR, THEORIE-TYRANNIE

Cette dimension de la misère condamne l'idée d'abondance telle que nous la percevons car elle met à nus le moyen dont elle se sert : la domination qui lui est nécessaire aujourd'hui, comme elle l'était hier, comme elle le serait demain. Peut-on villipender le capitalisme alors que l'on en attend l'héritage ? L'héritage c'est le tout et comment faire le tri ? Séparer le bon du mauvais, ce qui est domination de ce qui ne l'est pas ? Ceux qui voient le mal dans la propriété privée des moyens de production sont aveugles pour ce qui concerne la propriété privée du savoir.

L'industrialisation implique la formation d'une bureaucratie et d'une technocratie et l'on ne peut prétendre garder un terme en rejetant les deux autres malgré les illusions qui continuent à fleurir à ce sujet - La domination se nourrit des illusions des dominés - D'autre part, l'industrie entraîne comme nous pouvons le constater une destruction de la vie sociétariaire par la concentration des populations en modelant l'espace géographique selon sa logique. Elle a toujours été le lieu de la déshumanisation et ce peut-il qu'une réforme de ce lieu du mépris et de la négation de l'être soit possible ? A moins de posséder la formule magique qui transforme la servitude en liberté, il est plus que douteux qu'une société sans domination puisse s'établir sur cette base.

Et cependant le mouvement anarchiste s'est nourri et se nourrit encore de ces conceptions et jusque dans ses rangs les propos sur la liberté dissimulent trop souvent le choix fait de la servitude la plus valorisante, de l'esclavage de luxe. Alors que la misère d'une partie de l'humanité détruit les illusions de l'âge d'or comme la croyance en un développement illimité de la production, la « médiocrité servile et dorée » continue de faire des adeptes. Libère-t-on en inoculant le virus de l'abondance, ce répugnant bonheur larvaire ?

C'est donc le phénomène économique qu'il convient d'interroger ainsi que les rapports qui lient l'économie de la société. Les travaux des ethnologues Salhins et Clastres notamment nous ont révélé que le rapport de l'économie à la société pouvait être entendu d'une autre manière que celle que nous connaissons ou que nous enseigne la conception socialiste. Ainsi « la société primitive assigne à sa production une limite stricte qu'elle s'interdit de franchir, sous peine de voir l'économie échapper au social et se retourner contre la société en y ouvrant la brèche de l'hétérogénéité, de la division entre riches et pauvres, de l'aliénation des uns par les autres ». Ces sociétés sont « certes sans économie mais mieux encore, sociétés contre l'économie ».

En reconnaissant la tendance naturelle de l'homme à limiter sa production,

l'économiste américain J.K. Galbraith nous éclaire sur le caractère contraignant et aliénant du développement économique. « Ce que l'on appelle le développement économique consiste, et très largement, à imaginer une stratégie qui permettra de vaincre la tendance des hommes à imposer des limites à leurs objectifs en ce qui touche leurs revenus, donc des limites à leurs efforts ».

Si cette tendance naturelle existe bien, et il paraît difficile d'en douter puisque des sociétés ont vécu pendant des millénaires sur ce principe, il convient donc de douter du caractère libérateur du développement économique. La conception socialiste ne nous rassure guère sur le respect de cette tendance naturelle de l'homme, puisque le courant dit « scientifique » dans cette phrase de Marx, n'en laisse rien subsister : « Le capitalisme est un mode de production relatif, le socialisme un mode de production absolu ». Curieuse libération de l'homme qui consiste à détruire ce vers quoi il tend et la pensée anarchiste n'est pas à l'abri de cette mégalomanie économique.

Ne s'est-on pas trop facilement réjouit de l'avènement de la forme capitaliste de l'économie qui brisait les rapports sociaux antérieurs ? Ce en quoi elle paraissait « révolutionnaire », n'est-ce pas ce qui précisément condamne la société à la dépendance au-delà même de cette forme particulière qu'est le capitalisme ? Car sous les caractéristiques de cette forme capitaliste de l'économie se révèle un phénomène plus durable et plus fondamental que cette forme recouvre en partie : l'automatisation de la fonction économique qui s'affranchit de la tutelle sociétariaire. C'est bien dans les termes d'une fonction économique et de son rapport au corps social, que s'appréhende ce phénomène et non sous la forme restrictive du travailleur « libre » face au capital, de la classe ouvrière, face au capitaliste. La pensée socialiste qui voyait dans le développement de l'économie un processus libérateur devait fatalement restreindre le débat à la lutte contre le capitalisme en admirant ouvertement ou non son « œuvre émancipatrice ». En condamnant le capitalisme et en laissant dans l'ombre cette automatisation de la fonction économique dont le capitalisme était le maître d'œuvre, elle ne touchait pas l'essentiel. Elle se concevait ainsi comme l'héritière du capitalisme, sans remettre en cause le développement économique qui signifie profondément l'automatisation de la fonction économique, la dépendance de la société et la maîtrise de cette fonction économique par une minorité capitaliste ou savante. En somme la pensée socialiste ne pouvait aboutir qu'au socialisme, c'est-à-dire comme le pensait J.W. Makhaïski XIXème siècle, n'est pas, comme l'affirment ses croyants, une attaque contre les fondements du régime despotique qui existe depuis des siècles sous l'aspect de toute société civilisée, de l'Etat. Ce n'est que l'attaque d'une seule forme de

ce régime : la domination capitaliste ». Il n'est pas étonnant de voir s'atténuer certains traits de la forme capitaliste sans que la société ne retrouve l'usage de sa fonction économique ; le capitalisme individuel est en partie remplacé par une technocratie (technostructure) rendue nécessaire par la complexification de la sphère de production et l'usage d'une technologie développée. On peut remarquer que cette transformation s'effectue sans « révolution », sans mouvement social contestant ce processus ; le changement de groupe pour la maîtrise de l'économie ne provoque pas de réaction, il est même ignoré. Cela devrait faire réfléchir sur le sens du développement de l'économie et sa complexification, ainsi que sur la signification de l'autogestion qui ne peut être qu'une nouvelle mystification. Cette économie par son gigantisme, sa complexité, n'est pas autogérable et on s'étonne d'avoir à le dire tellement cela paraît évident. C'est qu'on s'interroge peu ou pas sur les capacités autogestionnaires d'une société, et le caractère intelligible qu'elle doit posséder pour chaque individu qui la constitue.

Une fonction sociale, comme l'économie ne possède en elle-même aucun frein, c'est-à-dire que théoriquement, son développement est illimité. Avec cette conséquence que cette fonction retourne contre la société sa rationalité, ses règles propres, sa finalité. Cette dernière devient le faire-valoir de l'économie, et la minorité qui maîtrise en partie ce processus économique, peut changer, alors même que ce phénomène continue. Les seuls freins au développement d'une activité sociale, sont hors d'elle-même dans l'imbrication de toutes les activités sociales au sein de la société, sans qu'aucune ne prévale absolument.

Et l'on voit que l'idée socialiste consistant à socialiser l'économie, conduit en fait à « économiser » la société en la soumettant plus profondément encore à des normes économiques. Toute organisation sociale apparaît artificielle et on pourrait l'imaginer malléable à l'infini, pourtant, il y a un « mais » qui introduit le pouvoir et les possibles dans lesquels peut s'inscrire une société non-divisée, sont certainement limités. La marge de manœuvre pour éviter le pouvoir, semble moins large qu'on l'imagine.

Les procédés d'organisation peuvent-ils annuler l'incohérence qu'on introduit en soumettant toutes les activités sociales au diktat de l'économie ? Considérer l'économie comme fondement de la société et lui accorder la primauté en l'organisant à part, c'est diviser la société selon les fonctions, ce qui permer l'émergence des compétents. On chasse le pouvoir par la porte, pour lui permettre d'entrer par la fenêtre. D'autre part, on privilégie, de cette façon, chez l'individu, l'activité rationnelle au détriment de sa totalité. Ainsi, pour une cause étrangère à son maître, il se voit coupé en deux parties : producteur, consommateur ; puis par un nouvel artifice, les parties sont recollées. Et, fédéraliser



la fonction économique des divers groupes humains, permet-il l'usage de cet élément essentiel du fédéralisme : le droit de sécession ? La liberté n'est-elle concevable que dans un « en-dehors » ou dans un « au-delà » de l'économie ?

Primitivement, la fonction pouvoir et la fonction économique incluses au sein de la société y jouent chacune le rôle qui leur est imparti, et dont les limites sont fixées par la volonté sociétaire. Communément, l'avènement du pouvoir, dans l'acception coercitive que nous lui connaissons, s'explique par des raisons économiques ; et cette explication a pour elle l'apparence de la logique. L'anarchiste M.Bookchin reprend ce poncif qui veut que la survie de l'homme l'ait opposé à son semblable, marquant ainsi la naissance du pouvoir. Selon lui, le pouvoir serait le résultat de la rareté, et l'on peut en déduire que l'abondance en marquerait la fin possible. Non seulement les ethnologues Salhins et Lizot affirment cette notion de rareté qui engendrerait le pouvoir, mais plus encore, l'abondance liée à la liberté est l'idée la plus absurde, la plus pernicieuse que la gauche ait propagé et à laquelle reste attaché le mouvement libertaire.

Si la tendance naturelle de l'homme consiste à limiter sa production, com-

ment donc l'abondance est-elle produite ? Est-ce que l'abondance ne résulte pas de la contrainte ?

ABONDANCE ET LIBERTÉ ; ABONDANCE OU LIBERTÉ

S'est-on seulement demandé si l'abondance n'était pas antagoniste de la liberté ?

Et pourtant chacun peut se rendre compte que l'idée d'abondance et les fantasmes qu'elle véhicule, représente un pourrissoir pour la conscience, pour l'individu. Face aux centaines de millions d'humains réduits à la misère, et dont quelques dizaines de millions meurent de faim chaque année, le mouvement anarchiste se donne bonne conscience en accusant le capitalisme. Remet-il en cause cette conception de l'abondance ; abondance que tous les individus ne pourront pas connaître ?

Remet-il en cause sa conception de l'économie ? Cela suffit-il pour montrer que l'abondance corrompt au moins autant que le pouvoir ?

La charte de l'Internationale disait :

« Les efforts des travailleurs ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

L'abondance, copie des privilèges d'une minorité, peut-elle être celle, si l'on conserve le même mot, qui s'appliquerait à une société entière ?

Si le nombre d'individus importe, compte tenu des ressources, ce qui pèse davantage, ce sont les finalités différentes d'une minorité et d'une société. Pour obtenir ce type d'abondance, la minorité opprime, mais qui une société opprimerait-elle ? Une autre société. N'est-ce pas ce qui se passe ?

Il demeure, et selon toute vraisemblance, que la quête du pouvoir dans la société ne résulte pas de la lutte de chaque individu pour sa survie, de l'antagonisme des intérêts vitaux. Au con-

traire, la naissance du pouvoir qui reste inexplicquée, engendrerait des intérêts digergants au sein du groupe social, par la formation de deux groupes antagonistes, liés dans une relation complexe.

On porte sur la fonction économique et la fonction pouvoir un regard différent, ce qui fait que la société apparaît pensable sans pouvoir, mais pas sans l'économie. Mais en réalité, c'est la nature même de ces fonctions qui est en cause.

Si la réponse au pouvoir (coercitif) se trouve dans le non-pouvoir, la réponse à ce type d'économie ne se trouve pas dans une économie dite socialiste mais dans une non-économie. C'est-à-dire une économie sans autonomie, limitée par l'imbrication de toutes les activités sociales, déterminée par un mode de vie. Le mode de vie englobe

des quantités de données et accorde à chaque élément, qu'il soit individu, société, nature, une place, mais en même temps, par cette combinaison, empêche les effets néfastes d'activités sans contrôle et sans frein, qui après tant de destructions déjà, mettent en péril l'espèce humaine.

Une société égalitaire et libertaire ne peut mesurer sa valeur par un niveau de vie, et, contre tous les optimismes, une économie développée implique l'existence d'une autre technocratie. Puisqu'en même temps que se développe l'économie, l'oppression augmente, ne convient-il pas de se demander si, au-delà des appellations, les deux phénomènes ne sont pas inextricablement liés ?

Groupe Benevento D'Angers

Je travaille depuis bientôt sept ans dans une entreprise du secteur public et nationalisé où l'on répète volontiers qu'avant d'exécuter un ordre, il faut attendre le contordre.

La cause de ce merdier réside principalement, à mon avis, dans le système de promotion individuelle qui met tout le monde en rivalité et sabote le travail d'équipe. D'ailleurs il en résulte aussi que ce sont souvent les plus pervers, les plus avides, les moins sympas et les moins intelligents qui sont promus, jusqu'à ce que conformément au principe de Peter ils arrivent à un poste où ils sont franchement incompetents.

Toutes les boîtes ne sont pas aussi inefficaces que celle que je décris. Je soupçonne d'ailleurs le secteur étatisé de s'amuser à faire la caricature du secteur privé, mais qu'importe...

PROMOCUL ET PROMOCON

A l'heure où la combativité ouvrière semble émoussée dans le secteur privé par la peur du chômage, je rêve que dans le secteur public et nationalisé (où une relative sécurité de l'emploi nous est garantie) on organise des luttes pour obtenir le remplacement de ces promotions individuelles par des promotions collectives.

Il est clair que ce genre de machin serait utilisé par l'autorité comme une carotte (aussi bien que les promotions individuelles). Simplement le truc que je préconise serait une carotte plus efficace que l'autre et récompenserait l'efficacité du travail d'équipe plutôt que les salauds qui réussissent en pillant le travail des

collègues.

J'entends déjà les sarcasmes des révolutionnistes. Je veux aménager le système je fais le jeu de l'Etat au service du Capital... Hélas oui ! Et si j'avais l'impression que l'Etat va bientôt dépérir, je ne m'attarderais pas à ce genre de balivernes.

Malheureusement je vieillis et, abandonnant l'espoir de voir l'Etat s'effondrer avant que j'ai atteint le troisième âge, j'aimerais bien cependant ne pas subir complètement tout ce qui m'arrive dans mon boulot.

Comme d'autre part les syndicats majoritaires sont complètement incapables de donner seulement un peu de corps à leurs propres mots d'ordre, même les plus débiles (exemple : pouvoir d'achat) je ne peux que rêvasser...

J.P. B., La Mûre (Isère)



Missions locales, la pagaille

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste a trouvé au moins un moyen de lutte contre le chômage ; en parler beaucoup, et créer des structures ; cela fait, il est vrai, quelques travailleurs sociaux de plus et quelques chômeurs de moins.

Mais les mots sont impuissants, face aux réalités. Il vient un temps où les gens s'en rendent compte. D'abord, ceux à qui on a fait croire qu'il suffirait de voter à gauche pour que le monde change. Peut-être ne l'ont-ils pas vraiment cru, du moins ont-ils fait semblant. Vient un temps où ils demandent des comptes.

Il y a aussi ceux qui avaient cru à de réelles possibilités de changement et qui s'y sont engagés. Ils ont cru, sans doute, que les appels à la démocratie leur permettraient d'exprimer leur opinion et leur perception des réalités.

André Monjardet avait été engagé comme coordinateur de l'Antenne du quartier Mistral (quartier de cages à lapins de Grenoble : 4 000 habitants, 80 travailleurs sociaux) de la Mission Locale pour l'Emploi des jeunes et des Femmes, une des multiples structures mises en place par le pouvoir pour lutter contre le chômage. Il a commis l'erreur de prendre son travail au sérieux et d'exprimer les critiques et les suggestions que lui inspirait son expérience quotidienne, dans des rapports qui, à ce stade, étaient des documents de travail à diffusion restreinte, destinés aux élus et responsables de la Mission Locale. Il y dénonçait le caractère démagogique et inefficace de celle-ci qui ne pouvait faire autre chose que de proposer à quelques bénéficiaires (de moins en moins nombreux à cause du manque de place), choisis un peu au hasard dans une masse de demandeurs, des stages qualifiés pour la circonstance d'orientation, de qualification, ou d'insertion, dont il constatait le caractère souvent inadapté aux demandes des jeunes. Il proposait de mettre les jeunes qui le demandaient « en situation concrète de travail concret dans le monde du travail réel », en leur proposant de s'insérer, pour un temps déterminé, à des équipes de travailleurs qui accepteraient d'être leurs tuteurs. Il s'agissait donc également d'une démarche dont le sens aurait été différent de celui qui sous-entend la démarche habituelle, qui consiste à faire appel à la bonne volonté et au paternalisme des patrons.

En s'exprimant ainsi, il heurtait de fait la bonne conscience de ceux qui masquaient leur impuissance et leur routine derrière un flot de paroles à prétention sociologique ou pédagogique. A la suite de ce rapport, qui dénonçait l'illusion de la démagogie et des faux-semblants, il se vit simplement licencié par le CA de la Mission Locale de Grenoble, soutenue par l'UD-CFDT, qui en était d'ailleurs partie prenante.

A la suite de ce licenciement, Monjardet ne s'estime plus tenu à la réserve par rapport au CA de la Mission Locale. Il nous a donc fait parvenir le texte de ce rapport, trop long et trop technique pour être publié ici, mais que nous tenons à la disposition de ceux qui voudraient en prendre connaissance. Il nous a aussi fait parvenir le texte de sa lettre ouverte au maire de Grenoble que nous publions ci-après.

Lettre ouverte à Monsieur le Maire de Grenoble

Comme en bien d'autres domaines, il semble aujourd'hui que le fossé aille en s'élargissant entre les déclarations d'intention et les moyens mis en œuvre pour les réaliser, entre les promesses et les réalités, entre le verbe et l'action. Ainsi en est-il des dispositions gouvernementales en matière d'insertion des jeunes dans le monde du travail. Pavées de bonnes intentions, elles ne dégagent aucun moyen véritablement nouveau pour réduire le non-emploi des jeunes. Au mieux elles ne feront que masquer certains effets du chômage pour les moins défavorisés. Au pire, les jeunes les plus marginaux seront une fois de plus floués.

Comme en bien d'autres domaines, le gouvernement n'a pas voulu prendre les moyens de sa politique. Il promet mais ne tient pas.

Tout n'était pas possible tout de suite. Mais lorsque loin de s'engager sur des chemins nouveaux, il s'avère qu'on s'enlise dans les ornières du passé, il faut se rendre à l'évidence. Lorsque l'inflation verbale remplace l'analyse des réalités, il faut dénoncer la démagogie et l'incompétence, à moins que ce ne soit la propagande électorale. Il est facile de se débarrasser d'un gêneur. Il le sera moins de se débarrasser des jeunes chômeurs. Il est vrai que nombre d'entre eux ne votent pas...

J'ai la faiblesse de persister à penser que les solutions proposées dans mes

différents rapports écrits depuis juin 82 à l'adresse des responsables de la Mission Locale grenobloise, jugés tantôt comme un mauvais « discours de travailleur social » par les élus municipaux, tantôt comme un « tissu d'évidences » par ces mêmes élus une fois qu'ils en eurent mesuré le bien fondé, auraient eu néanmoins quelques chances de voir le jour si une volonté politique s'y était employée. Il eut fallu pour ce faire une équipe autrement motivée que celle en place actuellement, composée de bureaucrates incompétents et sans expérience. Les tenants du pouvoir n'apprécient guère qu'un employé payé par eux vienne leur donner des leçons et dénonce les contradictions dans lesquelles ils se débattent.

Est-ce parce qu'ils ont le pouvoir qu'ils pensent avoir la vérité ? Est-ce parce qu'ils « représentent le peuple », comme ils se plaisent à le rappeler qu'ils s'imaginent que le peuple les juge pas ? Mais au fait s'agit-il encore de cela ? S'agit-il vraiment de prendre en compte les problèmes des jeunes sans emploi ? Quand on constate la pagaille administrative créée par la nouvelle superstructure inefficace de la Mission Locale, on en vient à se demander si le but principal de l'opération n'est pas avant tout électoral. Ne s'agit-il pas d'abord de montrer à l'opinion publique qu'on « fait quelque chose » pour nos jeunes ?

Mais qu'il s'agisse d'incompétence ou de démagogie, l'imposture n'en est pas moins flagrante.

J'avais été embauché par les élus grenoblois pour coordonner une équipe d'accueil de jeunes dans un quartier qui est depuis plusieurs années à la fois le point de mire des médias, l'objet d'inquiétude et de sollicitude de la municipalité, et le champ clos où s'affrontent les différentes institutions à caractère social employant quelques 80 salariés, bref le point noir d'une cité rose. Après avoir reçu près de 200 jeunes sans que je puisse leur proposer autre chose que des promesses et des paroles de réconfort depuis 4 mois, je tirais la sonnette d'alarme. Les éventuels « stages » qui devaient normalement être proposés aux jeunes, s'avéraient tellement déconnectés de la réalité du monde du travail d'aujourd'hui et tellement éloignés des vrais besoins des jeunes, qu'il me paraissait évident qu'on allait aggraver et conforter un système d'assistantat qui faisait déjà ses ravages au sein de la population d'un quartier ni pire ni meilleur qu'un autre mais dont une minorité d'habitants (de 200 à 300 personnes sur 4 000) avait appris au fil des ans à connaître et à utiliser tous les rouages.

C'est ainsi qu'on voyait se presser cette population à la fois protégée et redoutée, habituée des services sociaux et rejetée ou ignorée de la société établie, venant exiger des « stages » comme elle avait exigé et obtenu des « animations d'été ».

Dénoncer les dangers de cette politique de ghetto, c'était s'affronter directement aux élus municipaux et à leur conception de « démocratie directe » qui consiste à passer au dessus (ou en dessous) des institutions mises pourtant en place par eux pour prendre des décisions aussi ponctuelles qu'intempestives en fonction de critères occultes et inconnus des responsables de ces institutions qui œuvrent au quotidien sur un terrain familier. Dans cette optique, il est bien évident qu'un travailleur social n'est qu'un pion qu'on déplace ou qu'on mute ou bien encore dont on se débarasse quand on peut le faire facilement sans créer de gros remous, ce qui était mon cas, n'étant lié à aucune de ces institutions avec lesquelles il faut quand même compter et qui ont appris elles aussi à défendre leur place au soleil. Cette indépendance aurait été ma

17-11-1982

**Déclaration de
l'UD-CFDT 38
au CA de la Mission
Locale de Grenoble**

La Mission Locale s'est mise en place voilà cinq mois sur un texte gouvernemental. Dès le départ l'UD s'est déclarée partie prenante de cette opération. Depuis elle n'a pas cessé de militer pour remplir le cadre fixé, notamment par des structures et des moyens adaptés au service d'une politique cohérente.

Le but pour nous CFDT c'est d'être efficaces, c'est-à-dire de répondre concrètement au problème de l'emploi et en particulier de celui des jeunes ; la structure Mission Locale est précisément là pour créer une dynamique sociale aidant à la prise en charge de ce problème.

Nous savons l'étroitesse de la marge de manœuvre et les difficultés de réalisation nous ne sommes pas satisfaits de cela et nous cherchons sans cesse à dépasser l'acquis.

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter que des

salariés de la Mission Locale s'arrogent le droit de dicter une politique contraire à celle définie par le CA et pour laquelle le Bureau est mandaté ; pas plus que nous ne pouvons accepter qu'un responsable de secteur se donne le privilège de parler au nom de tel ou de tel groupe social et se contente de refléter les réalités pour lesquelles précisément son activité a été mise en place pour mettre en œuvre de « réelles » solutions.

La CFDT n'est pas au CA pour recevoir des leçons.

Bien évidemment et nous l'avons déjà dit au Bureau, les problèmes rencontrés sur le terrain par les équipes d'animateurs doivent être examinés avec sérieux.

Nous rappellerons que la Mission Locale n'est pas l'entreprise d'accueil et qu'il s'agit de développer l'action concrète vers le patronat qui possède le verrou réel de l'insertion des jeunes dans les entreprises.

En tout état de cause l'UD-CFDT approuve la politique et les décisions prises jusqu'à ce jour par le Bureau.

L'UD-CFDT

force si les élus municipaux avaient été décidés de faire passer les vrais besoins des jeunes avant des considérations tacticiennes.

Dès lors que je n'acceptais pas de jouer le jeu subtil du double langage entre les différents partenaires, les jeunes, les organismes de formation, les travailleurs sociaux, la population du quartier, les élus municipaux, il était urgent de se séparer de moi.

MONJARDET était payé pour faire miroiter un tas de belles promesses aux jeunes et surtout pour qu'ils se tiennent tranquilles. Il proposait des solutions qui n'allaient pas dans le sens de la facilité, réalistes mais irréalisables et donc utopiques parce que, pour les mettre en œuvre, il eût fallu le courage de s'at-

taquer à trop de scléroses administratives, à trop de bastilles corporatistes, à trop de privilèges et à trop d'électeurs et que le pouvoir n'est pas aux mains du peuple mais aux tenants d'un ordre établi. Après m'avoir fait démissionner de mon poste de directeur de Foyer de Jeunes Travailleurs que j'occupais depuis 11 ans, pour faire régner « cet ordre », leur ordre, les élus grenoblois me rejettent à la rue et au chômage, à 50 ans, avec une famille à charge.

C'est ça le pouvoir socialiste.

« Serait-ce que le cynisme qui colore inévitablement l'exercice du pouvoir s'épanouit immanquablement dans la corruption de l'esprit » écrivait dernièrement Philippe BOUCHERN....

André MONJARDET

abonnement **souscription**

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

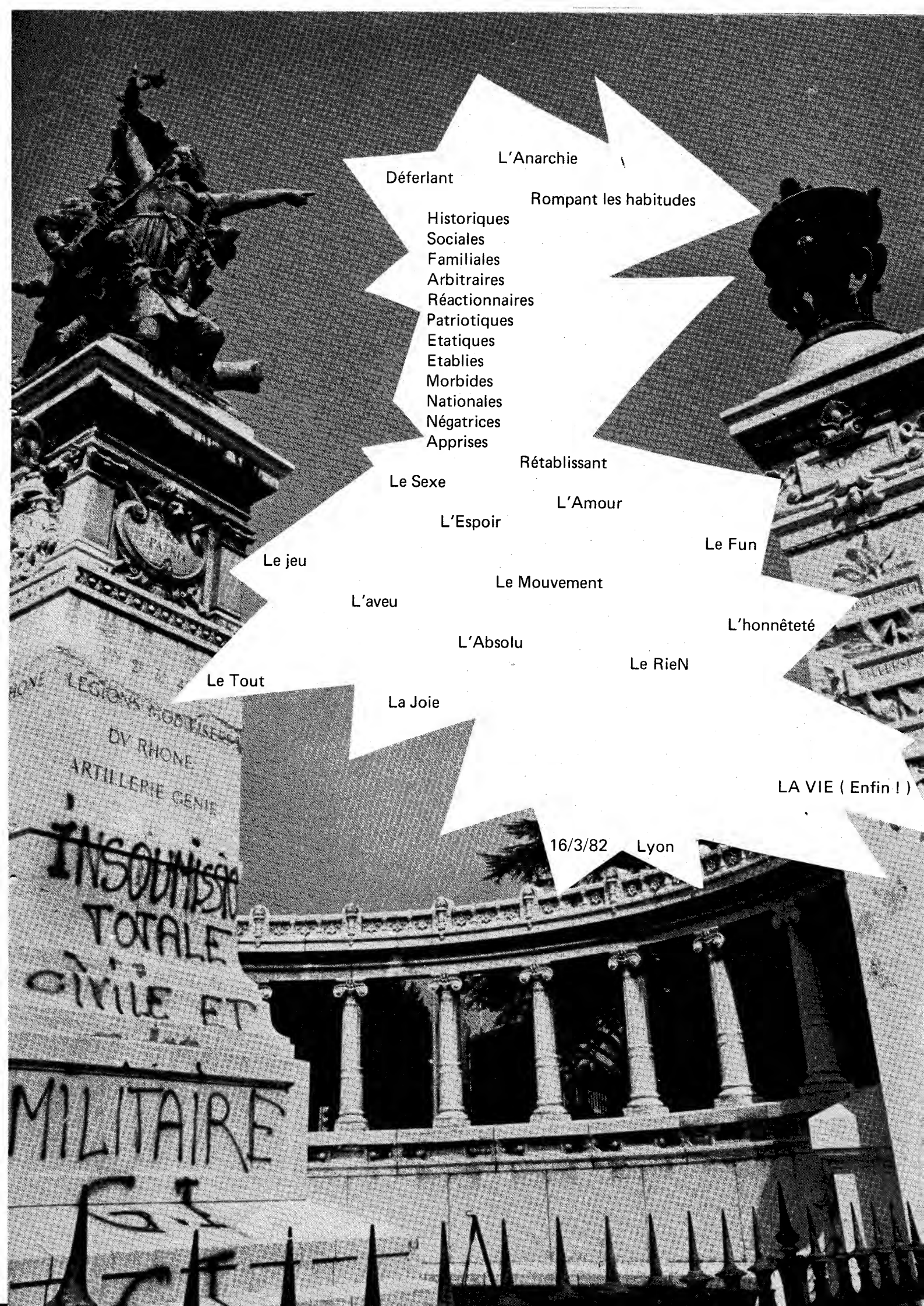
VILLE

PRENOM

Abonnement pour 5 numéros (1 an) : 50 F
Abonnement pour 10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien pour 10 numéros : 130 F et plus
Diffusion militante : abonnement pour 5 exemplaires pendant 5 numéros : 200 F

Chèques à libeller à l'ordre de : IRL CCP 4 150 95 N LYON
et à adresser à : IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON



L'Anarchie

Déferlant

Rompant les habitudes

Historiques
Sociales
Familiales
Arbitraires
Réactionnaires
Patriotiques
Etatiques
Etablies
Morbides
Nationales
Négatrices
Apprises

Rétablissant

Le Sexe

L'Amour

L'Espoir

Le Fun

Le jeu

Le Mouvement

L'aveu

L'honnêteté

L'Absolu

Le Rien

Le Tout

La Joie

LA VIE (Enfin !)

16/3/82

Lyon

LEGION MOBILISÉE
DU RHONE
ARTILLERIE GENIE
~~INSOUMISSIION~~
TOTALE
CIVILE ET
MILITAIRE
62

NOIR & ROUGE

CAHIER D'ETUDES ANARCHISTES

« Noir et Rouge » ! Une référence mais aussi un mythe, si proche et si lointain aux yeux des moins de trente ans... Nous pensions qu'il était temp de raconter, pour que s'éclaire le présent. Nous avons interrogé trois anciens de « N et R ». Ils nous ont restitué l'histoire de la revue en la replaçant dans celle du mouvement anarchiste français, durant les 25 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale.

Parallèlement et sans concertation, une anthologie vient de sortir, coéditée par Acratie et Spartacus (1).

— Comment est né « Noir et Rouge » ?

— Pour comprendre son apparition, il faut rappeler la situation en France, après la Seconde Guerre mondiale. La Fédération Anarchiste renaissait de ses cendres. Elle ne satisfaisait pas les jeunes militants - ouvriers ou employés - qui cherchaient plus à résoudre les problèmes sociaux qu'à perdre leur temps en discussions fumeuses sur l'idée de Révolution. La FA était un regroupement hétérogène : il suffisait de se dire contre l'autorité pour y être accepté. Ainsi cohabitaient les trois tendances « traditionnelles » (individualistes, anarcho-syndicalistes et communistes libertaires), mais également amour-libristes, végétaristes, etc., qui se bouffaient le nez (sic !). De plus, la FA était tenue idéologiquement par quelques leaders. Il y avait généralement dans les groupes, un ancien militant qui avait connu le mouvement avant la guerre et qui disait la bonne parole. Pour nous c'était en contradiction avec les fondements mêmes de l'anarchisme. Peu à peu, un certain nombre de jeunes - et de moins jeunes - ont ressenti le besoin de rendre l'organisation plus cohérente, combattive, et de changer le journal qui n'était qu'un tissu de contradictions. On le vendait à la criée sur le marché ou dans les gares, et on était gênés par son contenu. On voulait donner aux gens une image cohérente du mouvement, sur le plan éthique et politique.

— C'est dans cet état d'esprit que vous êtes allés au congrès de Lille ?

— Oui. Ceux que nous appelions les « vaseux » l'avaient été encore plus que d'habitude, et ils étaient majoritaires. On s'est opposés à eux en soutenant un des roitelets de l'époque, Fontenis. On ignorait qu'il avait créé l'OPB (Organisation Pensée Bataille). Simplement, ses idées nous paraissaient - à nous, jeunes militants ouvriers - présenter une vision plus cohérente et actualisée de l'anarchisme que celle des tenants de Sébastien Faure et des « Douze preuves de l'inexistence de Dieu ». Celles-là - excusez moi - nous faisait très chier.

Fontenis, on l'a suivi parce qu'il était

plus lucide que les autres. Ça a chatouillé son orgueil dans le sens du poil et réveillé ses appetits de leader. On le considérait comme un copain qui en savait plus que nous. Mais objectivement, il a été notre leader. Et il nous a baisés. On a voté pour lui au Congrès sans nous sentir manœuvrés, mais ensuite le noyau clandestin OPB est devenu majoritaire parmi les gens actifs de la FA. Et il a commencé - alors que nous ignorions encore son existence - à exclure des militants. D'abord des individus qu'on n'a pas pleurés : c'était vraiment des emmerdeurs, des roitelets propriétaires de l'anarchisme. Seulement après, ça a tourné à la purge. Même les gens qui le soutenaient ont été touchés, en particulier le groupe Cronstadt, dont au moins un membre appartenait à l'OPB depuis le début ! C'est par lui que nous avons appris l'existence du noyau clandestin. Un certain nombre de groupes se sont solidarisés avec Cronstadt - Saint-Germain-en-Laye, Mâcon, certains copains de Lyon... en quittant l'organisation. Ils ont continué à fonctionner localement. Et puis, très vite, ces groupes et individus ont repris contact entre eux et ont décidé de se rencontrer à Mâcon en 1955. A cette réunion, qui a duré trois jours, un véritable consensus est apparu : on a décidé à l'unanimité de se refédérer. C'est ainsi que sont nés les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire. Ces GAAR ont décidé de publier deux publications, l'une de propagande et d'agitation, l'autre de débat idéologique, qui devait devenir « Noir et Rouge ».

— Comment fonctionnaient les GAAR ?

— Au début, les différents groupes ont continué de fonctionner comme ils l'avaient fait jusque-là en organisant des réunions publiques contradictoires, en collant des affiches, ou distribuant des tracts... Mais, devant le développement très fort de la revue et l'intérêt qu'elle suscitait, cela n'a rapidement plus été possible, « N et R » nous bouffait trop de temps. Les thèmes des articles étaient choisis collectivement, traités individuellement ou par quelques-uns, puis discu-

tés par l'ensemble des copains. Les tâches matérielles étaient entièrement assurées par nous, de façon artisanale. Et on était peu nombreux. Il avait été décidé que la fabrication de la revue serait réalisée par les différents groupes à tour de rôle, mais cela n'a pas été faisable. Alors, les groupes de la région parisienne ont pris en charge l'édition de la revue, permettant ainsi aux copains de Mâcon, Lyon, Genève, de poursuivre leurs activités militantes, en particulier d'aider le FLN pendant la révolution algérienne.

Au départ, la périodicité de « N et R » n'avait pas été fixée. On faisait un numéro ronéotypé (un exemplaire pour chacun) lorsqu'on avait un nombre d'articles suffisant pour en discuter. Plus tard, on a essayé de se tenir à une parution trimestrielle. Très vite, on a ressenti le besoin d'écrire les papiers collectivement, et donc d'en parler auparavant. La ou les personnes les plus intéressées rédigeaient un texte à partir de notes prises durant la discussion. Ce texte était relu par le comité de rédaction, c'est-à-dire l'ensemble des copains de la région parisienne. S'il y avait désaccord sur un article, une nouvelle discussion avait lieu, qui pouvait déboucher sur un remaniement du texte...

Ce mode de fonctionnement n'était pas souple du tout. Mais il était très chouette et très positif, dans la mesure où chacun donnait son avis et où ça marchait bien.

Une autre raison de notre bon fonctionnement est l'amitié qui existait entre nous. Cette donnée peut-être indispensable - surtout au départ - présente des inconvénients : on n'était pas très pressés d'accueillir des gens nouveaux...

— Vous étiez combien ?

— A l'origine, 32 dans toute la France et une quinzaine sur la région parisienne. Quelques copains nous ont rejoints ensuite ; cependant nous n'avions pas une politique de recrutement : étant peu nombreux, nous n'avions pas les moyens de former et d'accueillir des sympathisants. Lorsqu'il y avait une demande de contact, le groupe en discutait. On opérait un tri par l'intermédiaire du courrier, Christian répondait à chaque lettre, mais sans dire systématiquement aux gens de nous rejoindre. Par ailleurs, la période de la guerre d'Algérie ne facilitait peut-être pas une ouverture du groupe...

— Par rapport à la guerre d'Algérie, justement, est-ce que vous aviez une position particulière ?

— D'un point de vue idéologique, la guerre d'Algérie explique en partie la formation des GAAR. Dans le mouvement libertaire, on était les seuls à soutenir la volonté d'indépendance du peuple algérien, même si celle-ci s'exprimait par le biais du nationalisme. La FA, quant à elle, avait une position neutraliste. Elle renvoyait dos à dos les Français qui protégeaient l'Etat et les Algériens qui voulaient en créer un. Objectivement, elle était de ce fait du côté des Français.

Noureddine, lui, qui appartenait au groupe anar d'Alger s'est complètement

impliqué dans le FLN dès le début de la révolution. Il n'a pas eu d'hésitation. « N et R », certains se sont engagés dans la lutte clandestine. Ainsi, les copains de Mâcon, qui avaient un contact à Genève, ont organisé une filière d'évasion et de trafic pour les Algériens. Ils ne reprenaient pas pour autant les mots d'ordre nationalistes ou religieux que le FLN avait adopté pour des raisons essentiellement tactiques.

— Pourquoi et comment ont disparus les GAAR ?

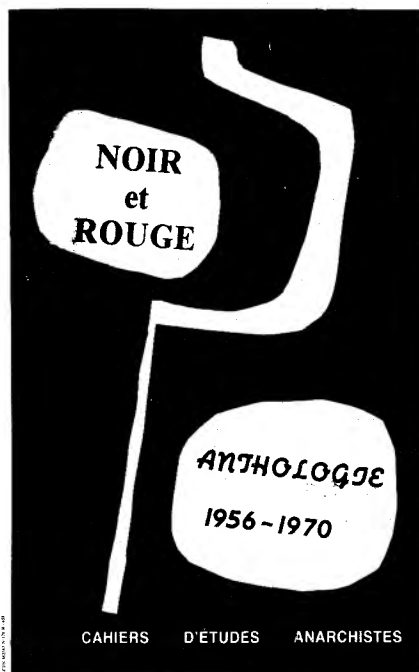
— Quelques militants très actifs ont quitté « N et R » pour rentrer à la FA en 1961. Ils recherchaient une audience et une pratique plus large que celle de « N et R » pour pouvoir faire une critique constructive de l'anarchisme traditionnel. Ils ont formé une tendance organisée, l'UGAC (Union des Groupes Anarchistes Communistes) qui a rassemblé un certain nombre de jeunes communistes libertaires. A partir de ce moment, nous avons annoncé que les GAAR étaient dissous mais que « N et R » continuait de paraître. Ce départ de camarades qui écrivaient beaucoup dans la revue a été durement ressenti ; cependant nous avons tenu le coup...

Par contre, nous n'avons pas survécu à Mai 68. Un peu avant cette période, l'entrée du groupe de Nanterre à « N et R » a cassé l'espèce d'équilibre qui y existait.

Au niveau des idées, d'abord, avec sa conception du « groupe non groupe », c'est-à-dire la volonté de ne pas séparer militants, sympathisants et non-politisés, en formant un groupe le plus ouvert possible. Sur le plan théorique, c'était vachement intéressant, mais à l'opposé de tout ce qu'on avait fait jusque là, avec notre fonctionnement de groupe affinitaire restreint. Par exemple, on avait pour habitude, auparavant, de discuter en réunion tout contact individuel avec un groupe politique, dans la mesure où, indirectement, ce contact (avec la Fédération française du FLN ou des groupes espagnols sémiterroristes) pouvait avoir des incidences sur l'existence de « N et R ». Eh bien ! Avec le groupe non groupe, ce principe disparaissait automatiquement.

De même, il n'y avait plus de lecture collective des textes et certaines personnes refusaient d'écrire parce qu'elles se sentaient complexées. Elles mythifiaient la qualité de la revue. Et puis, au niveau organisationnel, le fort accroissement du groupe a rendu les tâches plus difficiles à réaliser. A trente, on a tenté de fonctionner de façon plus volontariste. On a dit : il faut pratiquer la rotation des tâches. Alors, on a essayé, avec des gens plus ou moins motivés. L'espèce d'auto-discipline qui existait jusque-là s'est trouvée rompue. La remise des papiers ne s'effectuait plus en temps voulu. L'exécution des tâches matérielles restait à l'état de promesses...

Paradoxalement, après 1968, alors qu'au point de vue fric on avait un numéro payé d'avance, qu'on tirait et vendait à 2000 exemplaires (en particulier grâce à un réseau de diffuseurs en pro-



vince), le groupe rédactionnel réel ne comptait plus que deux-trois personnes de la « vieille garde ». On a dit : ça ne peut plus continuer comme ça, on arrête. On en a discuté et on s'est dissous après avoir sorti un numéro expliquant la situation... Ce numéro n'expliquait pas grand chose, en fait, mais il a permis à certaines personnes n'ayant jamais écrit de donner leur point de vue !

— Est-ce que les difficultés de fonctionnement expliquent seules l'arrêt de la revue ?

— Non. Deux événements ont « choqué » la « vieille garde ». D'abord, la sortie du livre de Gaby et Dany, dont la rédaction devait être, et n'a pas été, collective. Et puis, la motion « Noire et Rouge » au Congrès de Carrare, dont nous avons appris l'existence deux mois après...

— Avant de disparaître « N et R » a publié plusieurs numéros en collaboration



avec « Informations Correspondance Ouvrière ». Quelles étaient vos relations avec ce groupe ?

— Un rapprochement avec « ICO » qui rassemblait surtout des marxistes critiques (scission de gauche de « Socialisme ou Barbarie »), s'est opéré progressivement. Les copains d'« ICO » diffusaient notre revue, et nous la leur. Nous avons eu des discussions ensemble et avons organisé des meetings communs en 1968. Nous avons aussi coédité des brochures, comme celle sur « La grève généralisée en France »... Mais nous avons des divergences. En particulier sur la question du syndicalisme. « ICO » était systématiquement anti-syndicaliste et favorable aux conseils ouvriers. Nous, on n'avait pas de dogme. On était pragmatiques. On se situait à un carrefour, acceptant qu'à un endroit la lutte soit menée dans une optique anarcho-syndicaliste et qu'à un autre elle le soit dans une perspective conseilliste. Même, tout en étant anti-syndicalistes, on pouvait sur le terrain s'engager dans la lutte syndicale, dans la mesure où on avait les coudées franches.

— Quelle a été selon vous l'impact de « N et R » sur l'époque ?

— Son « succès » tient un peu à la période creuse que le mouvement révolutionnaire traversait alors. Mais surtout à notre volonté d'aborder et de traiter sérieusement des thèmes tabou, comme le marxisme et l'anarchisme, le nationalisme et les rapports entre l'anarchisme et la franc-maçonnerie. Sans se laisser aveugler, en toute lucidité. Cette attitude nous a valu bien des épithètes calomnieuses. Ainsi, les tenants de l'orthodoxie anarchiste nous ont traité de « marxistes »...

A l'époque, par exemple, toute critique de la révolution espagnole était mal accueillie : dans le mouvement anarchiste, on parlait de la CNT, mais pas tellement de ses réalisations et encore moins de ses erreurs. Nous, nous revendiquions l'expérience espagnole dans ses aspects autogestionnaires. Cependant, dans le même temps, nous formulions certaines critiques vis-à-vis de cette révolution, en nous appuyant sur les essais de Vernon Richard...

Cette approche critique, notre pratique tolérante (nous collaborions sur des points précis - tracts signés ensemble, campagne antimilitariste... - avec la FA par exemple) et nos relations avec « ICO » ont peut-être préfiguré le mouvement du 22 mars. Je dis bien peut-être. En tout cas, un lien existe puisque plusieurs copains de « N et R » y ont participé dès sa création.

Propos recueillis par Vanina et Consort

Note

(1) « Noir et Rouge », anthologie 1956-1970. 286 pages, 65 francs. Editions Acratie, BP 25, 40300 Peyrehorade. Les amis de Spartacus, 5, rue Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie, 75004 Paris.

3



Questions sans réponses

VOILA LE TROISIEME VOLET DE NOTRE DOSSIER SUR LE MOUVEMENT LIBERTAIRE DANS LES ANNEES QUATRE-VINGT. LE RYTHME DES CONTRIBUTIONS S'ESOUFLE UN PEU, LEUR INTERET S'ESTOMPE AUSSI. N'AVONS NOUS PLUS DE CHOSES A DIRE? NON, NOUS NE LE PENSONS PAS. ALORS NOUS CONTINUERONS CERTAINEMENT A PASSER D'AUTRES CONTRIBUTIONS A CE DOSSIER CETTE ANNEE ENCORE. EN ESPERANT QUE NOUS PARLERONS D'AUTRES CHOSES QUE CET ETERNEL DEBAT ENTRE ANARCHISTES ET LIBERTAIRE ENTRE ORGANISATION SPECIFIQUE ET GROUPES « AUTONOMES ». BREF, TOUT ÇA POUR FAIRE AVANCER LE DEBAT SANS SE SCLEROSER.

Proudhon a-t-il quelque chose à faire dans des métropoles comme Lyon ou Paris? L'autogestion est tout à fait viable pour de petites unités. L'est-elle autant pour de grands complexes industriels? Pour un service public?

Mis à part quelques articles ici ou là, dans une revue, aucune réflexion de fond n'a été engagée sur des sujets aussi brûlants que l'urbanisme, l'informatique, la communication, l'université, la recherche, etc... N'est-ce pas grave? La sclérose du mouvement anarchiste ne vient-elle pas du fait que celui-ci n'a jamais pu, ou su, ou voulu renouveler ses idées?

Grosso-modo, l'analyse que nous portons sur le « bilan » des pays du « socialisme réel » met en cause le fondement même de la doctrine marxiste qui portait en elle-même les germes du résultat actuel. Ne faut-il pas se poser la même question sur les échecs répétés des expériences sociales dont tous les ans se réclament peu ou prou? A savoir, ces échecs, (Commune de Paris, Ukraine, Espagne, disparition du syndicalisme révolutionnaire en France, en Argentine, en Espagne) ne sont-ils pas dûs aussi à des insuffisances, des incohérences, voire des inconséquences théoriques?

Je crois qu'il est temps qu'un débat sérieux (qu'est-ce qu'un Trotsko-léniniste-libertaire?), dépassionné, et surtout de longue haleine puisse s'engager autour de toutes ces questions.

L'accouchement douloureux du « bébé » rose offre un terrain où la réceptivité à nos idées pourrait être très grande.

Je dis bien « pourrait »...

Alain S.A., Grenoble

Les analyses développées par les premiers théoriciens de l'anarchisme commencent à avoir des rhumatismes.

Pour bâtir leurs théories, les Proudhon, Bakounine, Kropotkine et autres, se référaient au monde et aux sociétés qui les entouraient, au sein desquelles ils évoluaient, et contre lesquelles ils réagissaient.

Ces sociétés étaient à dominante rurale encore très puissante, à industrialisation sauvage sous le règne de S.M. Machine à Vapeur lère où les conflits sociaux, lorsqu'ils menaçaient d'être durs, étaient réglés par le pouvoir à coups de fusils et de charges de cavaleries.

Aujourd'hui la réalité est celle d'un monde urbain, fait de ZUP, de ZI, de ZAC, etc..., où l'informatique gangrène la société sous le règne tout puissant de

S.M. Ordinateur 1er, où le stylo à bille et la table de négociation ont remplacé le flingue et la cavalerie.

Et pourtant, pour expliquer cette société et pour lui opposer une alternative radicalement différente, nous en sommes restés à une pensée et à des analyses passées et dépassées. Il ne s'agit pas de renier quoi que ce soit; mais n'est-il pas anachronique de raisonner sur 1983 avec un cadre de pensée du siècle dernier? Un anarchisme qui refuserait de se remettre en cause n'aurait plus aucune raison d'exister: sa philosophie profonde repose sur une éternelle remise en question des principes et des dogmes, sur un dépassement perpétuel des connaissances et de la réflexion.

N'est-il pas temps de donner un coup de balai aux idées reçues, aux formules toutes faites, peut-être séduisantes, mais dangereuses parce que simplistes?

Parler de fédéralisme, d'autogestion, c'est très bien, mais quel contenu faut-il mettre dans cela? Le fédéralisme de

Pour l'anarchisme

BIS

La Fédération Anarchiste existe. Aujourd'hui, dans le mouvement libertaire, malgré toutes les critiques et les attaques dont elle fait l'objet sans cesse, la F.A. reste la seule organisation anarchiste nationale.

Etre anti-F.A. est à la mode même dans le mouvement. La F.A. est « dogmatique », « sectaire », « centraliste »... bref, tous les qualificatifs anti-anarchistes s'abattent sur elle, seuls les vrais anarchistes sont en-dehors de celle-ci !. Par contre, tout est parfait chez les autres. Car la F.A. gêne. Elle a développé, depuis quelques années, considérablement son audience. C'est vrai, le

nombre d'adhérents est resté stable, mais est-ce l'essentiel ? La F.A. ne sera jamais une organisation de masse, ce n'est ni son rôle, ni son but. Nous sommes une minorité agissante, le nombre d'adhérents est alors superficiel ; ce qui compte, c'est la qualité du travail militant effectués par ses groupes et ses militants.

Pourtant, il manque deux choses importantes dans le Mouvement Anarchiste, afin que celui-ci s'inscrive profondément dans les réalités quotidiennes des travailleurs.

- Une organisation de masse dans la classe ouvrière, AYANT UN PROGRAMME, respectant les principes organisationnels libertaires (comme L'Union Syndicale Italienne en Italie dans les

années 20, avec son célèbre programme anarchiste rédigé par Malatesta)*. Bien entendu, les circonstances actuelles font qu'il n'est pas possible d'appeler à la création d'une centrale anarcho-syndicaliste. Mais les initiatives prises par nos compagnons italiens doivent nous éclairer et nous montrer le chemin à prendre. En Italie, la création des « comités d'action directe », la parution régulière de la revue « Autogestione » sont des faits révélateurs d'une réelle volonté de dynamiser des pratiques libertaires dans le monde du travail.

- L'autre point important qui manque au M.A., c'est l'absence totale de toute théorisation des problèmes contemporains. Il est navrant de constater qu'aucun texte théorique ne sort actuellement du M.A.. Là-aussi, l'exemple italien est intéressant à suivre. Les activités développées par le Centre Pinelli à Milan, par « Volonta »... sont inexistantes en France. Ce-ci est une grave lacune, car si les idées anarchistes sont absentes dans le domaine de la culture et du savoir, il est impensable de vouloir transformer la société, cette transformation se réalisera notamment, par une prise de conscience collective lente et graduelle (voir la théorie d'E. Reclus sur l'évolution et celle de Malatesta sur le gradualisme).

Il faudrait donc que les groupes/individus fassent des efforts importants dans ce sens en ne perdant pas de vue toutefois, le fait que ceux-ci doivent s'accompagner d'un investissement militant réel et constant dans le monde du travail.

G. militant à la F.A.
(groupe d'AUBENAS)

(*) Le Programme Anarchiste de Malatesta n'a rien à voir avec l'USI, NDLR.

Pourquoi ça va pas ?

Il y a un parallèle entre les événements passés et ceux qu'il nous est donné de côtoyer. Convenons qu'appréhender dans son ensemble la situation d'un événement appartenant au passé tient de la gageure et que cette difficulté se retrouve quand il s'agit de comprendre les circonstances présentes : nous sommes trop éloignés de l'événement passé pour le saisir dans sa réalité, nous sommes (dans) le déroulement de l'événement présent immergés dans son actualité, ce qui limite notre horizon.

Libertaires ou militants d'une organisation anarchiste, nous pouvons difficilement être juges de l'état du mouvement auquel nous nous joignons. Si le mouvement peut être regardé au travers de ses manifestations extérieures, encore ne faudrait-il pas oublier que c'est notre activité qui est la matière de ces manifestations. Nous sommes immergés dans la situation présente du mouvement et, ainsi que nous le reconnaissons au sujet de l'histoire dont la réécriture répond à l'actualité idéologique, nous ne sommes pas à même de connaître l'ampleur de la réalité.

Continuer à rechercher un discours qui saisisse dans sa totalité la réalité du « pourquoi ça va pas dans le mouvement anar » ne satisfait pas à notre interroga-

tion devant cette situation. Notre réalité est d'être le cœur même du malaise, par notre existence, par notre volonté d'existence qui est celle de la rupture face à l'ordre. Et un cœur ne peut cesser de battre parce qu'il désire comprendre la vigueur de son existence ! Le malaise cesserait aussitôt et le comprendre serait le rôle de l'historien. Et nous ne sommes pas des historiens !

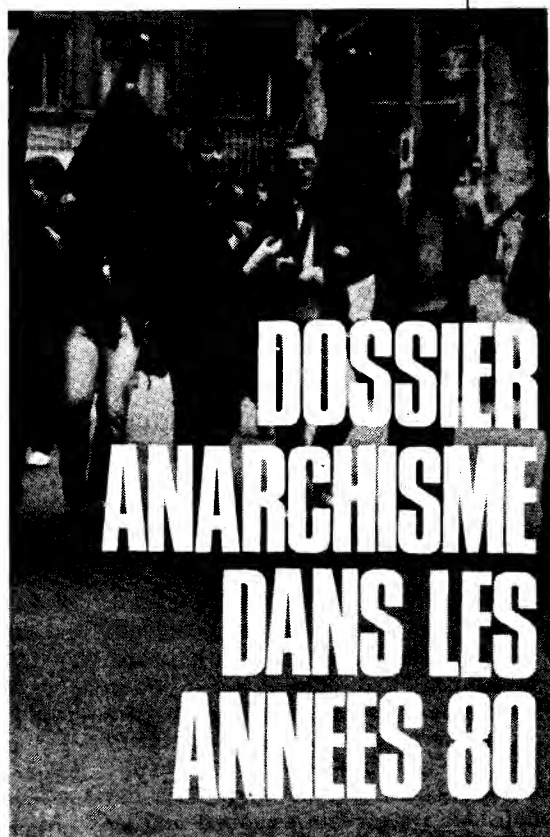
Il y a malaise, conflit ? Alors je dis, heureusement.

Mais j'ajoute que ceux-ci ne seront réels que lorsque nous saurons tenir un discours à leur sujet et que nous les résoudrons lorsque nous en ferons le cœur même de notre virulence contre la misère et l'injustice. Nous ne pouvons être objectifs, c'est-à-dire extérieurs à l'objet de notre activité, puisque nous sommes la concentration de toute la conscience de la misère de de l'injustice qui hantent ce monde, puisque nous sommes... libertaires?... anarchistes?...

Et, pour les endurcis qui veulent connaître la dimension de la situation anarchiste, je ne peux que leur conseiller la lecture des dossiers que les polices entassent sur notre fait : l'histoire nous a enseigné que la flicaille savait mieux à quoi s'en tenir sur les mouvements révolutionnaires que les participants eux-mêmes !

Salut !

(Philippe, ex-militant FA,
sympathisant)



Le salaire de la peur

Nous sommes quelques autonomes parisiens qui avons décidé de prendre la parole.

Depuis près d'un an nous nous sommes engagés aux côtés des anti-nucléaires et des sidérurgistes de Vireux et Chooz. Nous avons participé aux échéances violentes des fins de mois et nous avons vécu des luttes à bien des égards exemplaires.

Nous ne nous sommes jamais posés en spécialistes de la violence, ni en quelconque avant-garde. La seule légitimité de la violence est celle des luttes et la direction politique en appartient à ceux qui la font quotidiennement.

Alors qu'aujourd'hui la presse tend à réduire les événements de la Pointe à la présence d'éléments incontrôlés venus seulement pour casser, nous voulons dire que Chooz et Vireux sont pour nous des moments d'intelligence. Quant à ceux dont le point de vue se limite à la barre de fer, il ne suffit pas qu'ils se proclament « autonomes » pour que nous nous sentions une identité commune avec eux.

A Chooz les anti-nucléaires n'ont pas eu longtemps à attendre pour tirer le bilan de la gestion socialiste. Le dégel du site montrait clairement à ceux qui nourrissaient encore des illusions le caractère impératif et non négociable du programme nucléaire pour l'Etat français. Nous pensons en effet que ce programme est un axe de la restructuration capitaliste qui comme tel ne saurait, du point de vue de l'Etat être remis en cause. C'est contre un moment de la restructuration capitaliste que se battent les anti-nucléaires de Chooz.

Mais dans les Ardennes comme ailleurs, l'implantation des nucléaires ne saurait être un acte isolé. Le projet de restructuration est une attaque globale portée contre la région entière. Le Nucléaire dans la pointe signifie aussi la fermeture de la Chiers. C'est ce que les ouvriers ont compris quand ils disent : « nucléaire égal désert ».

En s'opposant au projet de l'Etat présenté par Sacilor les sidérurgistes remettent directement en cause la notion capitaliste de rentabilité. Eux aussi s'attaquent à un moment du processus de

restructuration (fermeture d'usine, création d'une zone de réserve de main d'œuvre) comme le font les anti-nucléaires pour la pointe avancée de l'innovation. (Mise en œuvre industrielle d'une nouvelle technologie, le nucléaire).

Nous pensons que la restructuration est ici le fil conducteur, le lien objectif qui mène des luttes de Vireux à Chooz. Ces luttes ont pour cadre logique le territoire ardennais puisque c'est contre cet ensemble reconnu et définit comme tel que s'organise l'attaque du capital. Lorsque l'Etat quadrille militairement avec ses flics et ses blindés le territoire il le reconnaît comme cadre de la lutte. Dès lors les luttes Ardennaises, comme luttes sur le territoire, sont des luttes qui sortent de l'usine. C'est ce que montrent les sidérurgistes lorsqu'ils vont de ville en ville attaquer les succursales de l'Etat et les représentants du patronat.

C'est ici que la rencontre avec les anti-nucléaires devient possible : à travers le cadre commun de lutte, expression de ce qui les relie objectivement. C'est ici qu'elle prend toute sa charge éminemment subversive, avec reconnaissance de la restructuration comme axe du combat, avec l'affirmation de l'unité du territoire.

Que cette rencontre se soit faite sur des échéances violentes ne peut être un hasard. La violence comme moment toujours occulté de la lutte de classe devient, lorsqu'elle ressurgit, un moment de possibles ruptures avec les anciens cadres et les anciennes divisions.

Dans leur riposte à l'offensive capitaliste nous pensons que les sidérurgistes nous ont donné une belle leçon d'intelligence ouvrière. En rompant le cadre syndical traditionnel, en refusant le mécanisme normal des négociations, ils ont retourné à leur profit, pour leur propre usage, le cadre complexe des institutions édifié pour contrôler les luttes : celui des syndicats. Ce n'est pas à notre sens une petite chose que d'avoir imposé l'intersyndicale, désavouée par toutes les directions syndicales nationales, comme seul partenaire dans les négociations. Et ce n'est pas une mince victoire que d'avoir obtenu un an de salaire garanti après la fermeture de l'usine. Le Capital est déjà prêt à payer cher pour Vireux, mais les sidérurgistes ont montré qu'ils voulaient plus.

Quant aux anti-nucléaires de Chooz,

en usant sciemment de la violence, ils ont entrepris de faire payer à l'Etat ce qu'il ne veut rendre à aucun prix : le coût de l'affrontement. Et aujourd'hui dans les Ardennes le coût du projet de centrale se grève du prix de la répression et de tout ce qu'il faudra bien céder pour faire taire l'opposition. Et il n'est pas à notre sens d'autres moyens de faire reculer l'initiative capitaliste que d'en faire monter le prix, que de la contraindre à se hausser au tarif le plus fort.

Et de fait le Capital ne paiera jamais assez cher pour Vireux et Chooz.

Nous ne faisons pourtant aucune illusion sur la situation dans les Ardennes. Nous connaissons les limites de la rencontre entre sidérurgistes et anti-nucléaires et nous savons combien l'ennemi est habile à diviser. Mais nous pensons que l'affirmation en actes, dans la lutte, des intérêts communs est la seule voie possible.

Et maintenant contre ceux qui voudraient voir un essoufflement et un tassement des luttes, nous pensons qu'elles ont un avenir. L'attaque capitaliste contre les Ardennes ne s'accommodera pas d'une seule Chiers. Aujourd'hui la Chiers, demain une, deux, dix autres usines devront fermer. C'est donc la capacité qu'aura la lutte de la Chiers à circuler qui sera déterminante. De sa faculté à pouvoir s'imposer comme un modèle dans toute une région touchée par la « crise » dépendra son sort, sa véritable ampleur et le poids de ses acquis. Mais ce n'est pas tout. A un autre niveau, la crise généralisée de la sidérurgie, la situation en Lorraine où le souvenir des luttes de 1979 est encore vif, crée les conditions pour un véritable mouvement qui dépasse les limites actuelles de la situation Ardennaise.

Quant aux luttes anti-nucléaires, alors que le mouvement a quasiment disparu de la scène sociale nationale, il est plus important que jamais qu'un site se soit remis à lutter, et à lutter durement.

Seule la reprise des luttes de sites à l'exemple de Chooz peut permettre la reconstitution d'un mouvement anti-nucléaire, qui parte de situations, de luttes réelles et spécifiques à même de lui donner tout son poids, toute sa richesse.

Paris, novembre 1982

Encore une bavure

La population de Pavlovsk (région de Léningrad) se monte à environ 10 milles habitants, employés pour la plupart, ainsi que ceux des villages environnants, dans des usines d'industrie lourde. Ces dernières années, plusieurs grèves ont eu lieu dans quelques usines. Ces grèves étaient spontanées, sans aucune organisation préalable. Ceux qui y ont participé n'ont pas essayé jusqu'ici de faire connaître les détails de ces actions. Ces grèves avaient toujours un caractère économique et débouchèrent en fin de compte sur des satisfactions partielles. Elles étaient suivies par des mesures des autorités locales afin de repérer et persécuter les grévistes les plus actifs.

Par ailleurs, le pouvoir des autorités locales avait été jusqu'ici assez faible parmi les ouvriers. C'est pour cette raison qu'elles ont décidé récemment de le raffermir et d'effrayer les ouvriers.

L'une des méthodes utilisées pour « raffermir le pouvoir » est illustrée par le fait suivant : le 2 juillet 1981, deux jeunes ouvriers de l'usine mécanique de Pavlovsk, Igor Tsapourine et Vladimir Bébikhov, revenaient en autobus le soir chez eux, lorsqu'ils furent abordés par un inconnu en civil, lequel leur demanda de l'« inviter » à goûter la bouteille de vodka qu'ils avaient avec eux. Au terminus de l'autobus, devant l'insistance de l'inconnu, les deux jeunes ouvriers durent déboucher la dite bouteille et en offrir une lampée à l'inconnu. C'est alors que celui-ci déclina son identité : inspecteur-enquêteur de la milice de la ville, un certain Martémianov, qui se montra très « offusqué » du peu de courtoisie à son égard des deux jeunes ouvriers. Il appela immédiatement un car de miliciens. Un groupe de cinq miliciens survint peu après et s'en prit aux deux jeunes qui n'avaient pas eu le temps de s'éloigner. Les deux jeunes furent jetés à terre, puis battus à coups de pied. Les passants s'attroupèrent. L'un des deux jeunes, Tsapourine, perdit connaissance. Une femme qui assistait à la scène, tenant un enfant par la main, tenta de s'interposer, ce qui provoqua la réaction d'un des miliciens : il sortit un revolver de sa poche et, en visant l'enfant, dit à la femme : « fous le camp, sinon je l'allonge ». Pendant ce temps, les autres miliciens jetèrent les deux jeunes ouvriers dans leur car tout en continuant à les battre. Le passage à tabac se poursuivit encore dans le local muni-

cipal de la milice, au point que les deux jeunes perdirent connaissance. La nuit, Bébikhov revint à lui pour entendre dire l'inspecteur Martémianov : « il faut les déshabiller, j'aime les cogner quand ils sont à poil ». Bébikhov tenta alors en vain de s'enfuir par la porte de la cellule laissée ouverte un instant. Ivan Tsapourine ne fut libéré que 15 jours plus tard. Tout ce qui s'était passé fut bientôt largement connu par tous les ouvriers de l'usine où travaillaient les deux jeunes. On apprit également que la milice avait porté plainte contre les deux jeunes pour « rébellion contre les autorités ». Le président du comité d'usine, le camarade Bytchkov, héros du travail socialiste, s'adressa au comité du parti de la ville pour obtenir justice, mais on lui répondit que « tout se passait comme il fallait » et on lui conseilla de ne pas se mêler à l'affaire, s'il ne voulait pas avoir à son tour des « ennuis ».

Le procès eut lieu le 5 novembre. Devant le tribunal même, Tsapourine fut menacé par les miliciens afin de ne pas accuser la milice, sinon on le « descendrait ». Bébikhov avait été arrêté pendant trois jours, durant lesquels on avait exercé le même chantage contre lui. Le procès se tint dans une salle se trouvant au sous-sol du tribunal municipal.

Les accusés étaient assistés de deux avocats commis d'office. Beaucoup d'ouvriers de leur usine furent également présents. Des témoins cités par la défense accusèrent la milice de sadisme et témoignèrent que Martémianov et le milicien qui avait menacé la femme et son enfant de son revolver étaient alors visiblement ivres. Durant la séance du

tribunal, des cris fusèrent dans la salle : « Salauds !... fascistes !... », adressés aux miliciens. L'avocat de la défense exigea que les miliciens en cause soient immédiatement déférés sur le banc des accusés et que les deux jeunes ouvriers soient, eux, immédiatement libérés. Ensuite l'avocat exprima son scepticisme sur les fondements de l'accusation qui avaient donné lieu au procès. Des cris dans la salle l'interrompirent à cet instant : « le juge a dû obéir à un ordre venu de là-haut », « on vous fera la peau, gestapistes ! ».

Sur ce, le juge Yastrébov exigea l'évacuation de la salle. L'assistance ne broncha pas. Tsapourine, apparemment très effrayé, répondit aux questions par monosyllabes à voix très basse. Bébikhov, quant à lui, répondit fermement, à voix haute, en accusant la milice d'avoir fabriqué de toutes pièces l'accusation. Grâce à son énergique intervention et aux réactions du public, les deux accusés ne furent condamnés qu'à de faibles peines avec sursis : Tsapourine, deux ans, et Bébikhov trois ans d'emprisonnement. A la suite du procès, la mère de Bébikhov tomba malade et dû subir une grave opération d'occlusion intestinale. Son état de santé reste toujours incertain à ce jour. Durant ces événements, deux équipes, soit 500 ouvriers, déclanchèrent une grève à l'usine d'autobus Jdanov, pour protester contre le comportement de la milice.

(Traduit du russe par A.S.)

Samizdat publié par La Pensée Russe de novembre 82.

L'ANARCHISME DANS LES PAYS DE L'EST

Si de nombreux samizdats sont parus et paraissent en URSS, peu d'entre eux font allusion à l'anarchisme et aux anarchistes ou les citent. Jusqu'à présent, à notre connaissance, aucun n'était consacré exclusivement à ce sujet. Nous venons d'obtenir un texte intitulé « Nestor Makhno et la question juive » et publié en samizdat à Moscou en juin 82. L'auteur, V. Litvinov, démontre en 20 pages de texte serré que Makhno et le mouvement makhnoviste sont calomniés lorsqu'on les accuse d'antisémitisme et d'avoir fait des pogroms.

Il démonte tout d'abord les mécanismes de la propagande soviétique et les raisons de ces calomnies (le projet social réellement révolutionnaire des makhnovistes et leur opposition au bolchévisme), puis il décrit au travers de la vie de Nestor Makhno le mouvement anarcho-communiste en Ukraine de 1905 à 1921 et ses rapports étroits avec la communauté juive. Il cite de nombreux faits précis infirmant ces accusations d'antisémitisme, et il donne en passant de nombreux renseignements sur le véritable visage du mouvement makhnoviste.

Pour donner un bon aperçu de l'esprit de ce samizdat, il suffit d'en citer quelques lignes : « La véritable histoire du mouvement anarcho-communiste en Ukraine du Sud est étroitement liée au nom de Makhno et au mouvement pour l'émancipation juive. Par conséquent, elle n'a strictement rien à voir avec les récits calomnieux qui prolifèrent dans l'historiographie d'Etat contemporaine. Pour cette raison, le travail de recherche sur l'histoire de l'anarcho-communisme devrait commencer avant tout par supprimer les effets de ces calomnies qui entourent le nom de Makhno et par rétablir les faits historiques dans leur authenticité. »

Une édition en français de ce texte important est prévue, et nous espérons qu'elle paraîtra le plus rapidement possible.

Communiqué d'IZTOK, revue libertaire sur les pays de l'Est, le 20/1/83

L'AUTOGESTION, LES ENFANTS ET JANUSZ KORCZAK

Il pourrait sembler plus judicieux d'évoquer Paul Robin et son disciple direct, aussi anarchiste, Francisco Ferrer Guardia, dont l'École moderne a immortalisé le nom en Espagne et dans les deux Amériques. Je pense, cependant, que Korczak mérite qu'on le présente puisqu'il est pratiquement inconnu des pédagogues, et même des libertaires, ce qui est un paradoxe.

Plutôt que de présenter mes connaissances bien imprécises, j'ai préféré faire un interview d'Henri Favel-Fajwcowicz - et de sa femme Louise - qui connut Korczak en Pologne, et le côtoya dans le ghetto de Varsovie. Les inexactitudes qui pourraient apparaître me sont entièrement imputables, car il a fallu condenser une information riche en quelques feuilles.

« En Pologne avant la guerre, je lisais régulièrement une revue qui s'appelait la Petite Revue, à laquelle les enfants, les adultes, pouvaient collaborer. J'avais envoyé des lettres dont deux furent publiées. Et je connaissais donc Korczak, comme tous les jeunes de ma génération et même leurs parents. Ma mère écoutait ses causeries à la radio. Il donnait des conseils aux parents. Il savait parler d'une façon tellement émouvante qu'il a fait verser des larmes à ma mère.

C'était une figure très importante, en partie soutenue par le gouvernement. Et à la radio, il ne voulait pas qu'on sache que c'était lui, et se faisait appeler le « vieux docteur ».

Son nom véritable était Henri Goldsmit. Son pseudonyme lui vient d'un concours littéraire où les candidats devaient avoir un nom d'emprunt. Il s'inspira du titre d'un roman polonais. Il naquit en 1896 ou 1897 dans une famille bourgeoise. Son père était un Juif assimilé, non pratiquant, et sa mère était chrétienne. Son père exerçait comme avocat, et avait présenté une réforme du code civil sur le sort des enfants. Il aimait amener son fils voir des familles pauvres. Sa mère, par contre, se désespérait de voir son fils jouer indifféremment avec des enfants pauvres ou riches.

Son père devint fou et fut plusieurs fois enfermé avant de mourir à l'asile. Sa famille s'appauvrit et Korczak connut une extrême misère, avant de pouvoir finir ses études de médecine.

Comme les Polonais de la zone russe, Korczak participa à la guerre sino-japonaise de 1905, comme médecin en Sibérie et en Ukraine. Il s'occupa d'enfants pauvres à Kiev et à Karkhov. Il fit également la Première Guerre mondiale. Il devint pacifiste et il écrivit mé-

me que plus que par les horreurs de deux guerres, il était révolté par un père alcoolique brutalisant un enfant.

Il était à la fois médecin, pédagogue et publiciste. Pour lui, les enfants étaient une classe sociale exploitée qu'il fallait protéger. Et Korczak consacra une grande partie de ses efforts à s'occuper des enfants pauvres. Tout en se sentant patriote polonais et proche du socialisme, il n'adhéra à aucun parti. Il considérait qu'il y avait du bon dans toutes les idéologies. De même que les ouvriers ont le drapeau rouge symbole du sang versé, les enfants ont le drapeau vert, symbole de la nature.

Korczak fonda deux orphelinats, un juif et un autre catholique (la loi polonaise interdisait le « mélange » de confessions différentes) qui existèrent de 1930 à 1942. Avec l'obligation faite aux Juifs de Varsovie de résider dans le ghet-

to, Korczak transféra l'orphelinat juif, en refusant la possibilité de se cacher que lui offraient des polonais chrétiens. Dans le ghetto, il n'hésita pas à protester auprès de la Kommandantur contre la réquisition d'un sac de pommes de terre destiné aux orphelins, et il le fit, en omettant de porter l'étoile bleue (qui était la couleur imposée en Pologne). Il fut brutalement traité.

Au moment de l'expédition des Juifs dans les camps d'exterminations, les Allemands proposèrent à Korczak de les servir comme médecin (ils en manquaient). Mais il refusa, tout en sachant son sort: Il monta avec les enfants dans les wagons à bestiaux, en portant le drapeau vert.



La pédagogie de Korczak a été influencée par Freinet, qu'il rencontra, et



taires, ou privations de sorties en groupe. Korczak lui-même passa au tribunal pour avoir descendu un escalier sur la rampe. Il fut acquitté parce que c'était la première fois. Chaque orphelinat avait de 100 à 200 enfants entre 3-4 ans et 14 ans.

Korczak, très frappé par la mort de son père fou, refusa de se marier et d'avoir des enfants, pour ne pas risquer de mettre au monde des anormaux. Il se consacra d'une manière exceptionnelle, exagérée, aux enfants pauvres. Dans les années trente, il exerçait à la fois comme médecin et directeur (concrètement) de deux orphelinats, il animait une garderie, il donnait des cours à l'École d'Instituteurs de Varsovie, il participait à la Petite Gazette, il faisait des causeries à la radio ; et il ne manquait pas d'écrire

chaque jour, sur un plan littéraire, à propos des enfants.

Il disait : il est très difficile d'être enfant ; et il est encore plus difficile d'être enfant de pauvres ; mais le plus difficile est d'être enfant pauvre et juif) cité dans L'Adieu aux enfants).

La Petite Revue était hebdomadaire et on la trouvait dans toutes les grandes villes de Pologne. On pouvait y écrire contre les parents, les enseignants, les adultes, et même les institutions comme l'armée. C'était révolutionnaire. La revue fonctionnait avec une rédaction formée d'adultes et d'enfants qui avaient les mêmes droits.

A 14 ans, j'avais envoyé une lettre, qui fut publiée, pour protester contre un professeur de latin qui appliquait des sévices corporels aux élèves indisciplinés et insultait ceux qui avaient de mauvaises notes. J'avais signé de mon nom et tous les élèves du lycée le savaient. Mais la conduite du professeur - qui était certainement au courant de la publication - ne changea absolument pas.

Korczak a été d'abord revendiqué par la Pologne des communistes qui l'ont

présenté comme un chrétien qui accompagna des enfants juifs jusqu'à la chambre à gaz. Les milieux juifs, qui jusqu'alors avaient dédaigné Korczak parce que non religieux, protestèrent vivement et s'intéressèrent à lui.

Les rapports de Korczak au judaïsme sont marqués par son indifférence envers la religion et son allergie au yiddish et à l'hébreu. Mais Korczak alla une première fois en Palestine dans les années 20 et en revint avec une impression mitigée. Il y retourna en 1939 et fut très intéressé par les kibboutzim, au point de songer à s'y installer, mais le sort des enfants des orphelinats en Pologne, était plus important pour lui.

En 1979, l'UNESCO décréta l'année internationale de l'enfance, année Korczak. Il existe de nombreuses publications et études en Pologne, en Allemagne de l'Ouest, aux Etats Unis et en Israël. Mais les applications pratiques semblent peu nombreuses, sauf sans doute en Israël ».

Personnellement, comme intervieweur je tire les conclusions suivantes : Korczak a eu un rôle novateur en utilisant l'autogestion comme pivot pédagogique aussi bien pour les tâches intellectuelles que manuelles et peu attrayan-

tes. Il ne s'est pas enfermé dans le cadre scolaire, il s'est adressé à la Pologne entière par ses causeries radiophoniques et la Petite Revue. Korczak a démontré l'importance de l'autogestion au niveau des enfants. Le fait que l'influence de Korczak soit confinée dans les livres et pratiquement pas appliquée démontre une fois de plus que l'autogestion généralisée est une idée dangereuse pour les institutions hiérarchiques. Korczak montre aussi qu'être seulement pédagogue n'est pas suffisant : il faut être aussi médecin et publiciste, ou travailler avec des spécialistes de ces domaines. C'est, enfin, un exemple de plus qu'un individu décidé, capable et doué d'esprit pratique, peut déclencher un renouveau pédagogique, comme ce fut le cas pour Francisco Ferrer Guardia.

Frank Mintz

Bibliographie :

Sur Korczak : Alain Buhler, L'Adieu aux enfants.

De Korczak : L'Enfant du salon, le Roi Matias I, l'Economie des vacances, Comment élever un enfant, le Droit de l'enfant.

(Article extrait de la revue Autogestion n.11 sur l'autogestion pédagogique).

LA GRYFFE LIBRAIRIE LIBERTAIRE

Née en mars 78 du désir et du besoin d'individus (libertaires et sympathisants), la librairie La Gryffe fonctionne sous la forme d'une association Loi 1901 (à but non lucratif).

Ses objectifs :

- avoir sur Lyon un lieu où l'on puisse trouver des livres, revues, brochures, journaux que l'on trouvait rarement ou très difficilement à Lyon auparavant.

- mettre en place une gestion collective qui associe tous les membres de l'association au fonctionnement et aux orientations de la librairie.

Les membres de l'association participent aux tâches pratiques : aménagement des locaux, organisation des débats et expositions, choix et achats de livres, comptabilité...

Si l'un d'entre nous assure la continuité du fonctionnement, les autres membres de l'association tiennent à tour de rôle et en fonction de leur possibilité, la librairie ouverte toute la semaine. Par une participation financière constante (une cotisation mensuelle variant selon les possibilités de chacun) ils garantissent les orientations militantes de la librairie : choix de livres « non-rentables » commercialement, possibilité d'un fonctionnement et d'une gestion non tenue d'obéir strictement aux contraintes de la rentabilité marchande.

Une assemblée générale des membres de l'association a lieu tous les quinze jours pour permettre de faire le point et de prendre les grandes et petites décisions (orientation de la librairie, choix de livres et des revues, projet d'aménagement, etc...).

De part ses objectifs et l'engagement personnel de ses membres, la librairie se veut partie prenante de l'ensemble des courants et expériences du mouvement anti-autoritaire actuel : luttes ouvrières anti-capitalistes, mouvement des femmes, des homosexuels, des insoumis, des objecteurs, des écologistes, des immigrés, associations de consommateurs, de producteurs, etc... Elle est partie prenante de toutes les pratiques que nous appelons « libertaires » parce qu'autonomes, en rupture avec les appareils politiques et idéologiques récupérateurs de gauche comme de droite : action directe, refus de la politique politicienne, critique de l'Etat et de toutes les formes de pouvoir, autogestion, remise en cause des rapports autoritaires dans la vie quotidienne (famille, rapports homme-femme, adulte-enfant...).

Dans cette perspective, la librairie se veut un instrument pour le développement sur Lyon d'un mouvement anti-autoritaire le plus large possible, un lieu de discussions, d'élaboration d'idées, de pratiques, d'échanges individuels et collectifs.

Le « passage » dans la librairie, le centre de documentation, la salle de lecture, les expositions et les débats, ouverts à tous et où chacun peut s'exprimer librement, devraient permettre aux personnes isolées ou appartenant à des regroupements qui s'ignorent, de se rencontrer et éventuellement d'agir concrètement sur le terrain qui les intéresse.

Ces objectifs découlent :

- des conceptions de ceux qui la font fonctionner : ne pas s'instaurer en guide politique et idéologique, permettre aux gens qui subissent le système social actuel, de réfléchir, de se rencontrer et d'agir par eux-mêmes.

- du mode de gestion que nous essayons de mettre en place : un fonctionnement collectif le plus libertaire possible.

Toute suggestion sera la bienvenue.

LIBRAIRIE LA GRYFFE, 5 RUE SEBASTIEN GRYPHE 69007 LYON - METRO SAXE-GAMBETTA

Ouverte du lundi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures

La CNT existe je l'ai rencontré



Il est presque naturel pour les anarchistes et les libertaires, pour ceux qui étudient la révolution (et la guerre civile) de 1936 en Espagne, ainsi que pour tous ceux/celles qui travaillent dans le monde de la production et qui dans les syndicats essaient d'avoir une pratique anti-autoritaire, de s'occuper de près de la CNT (Confederación Nacional del Trabajo, section espagnole de l'A.I.T. : Association Internationale des Travailleurs).

Comme tous ceux que j'ai cités ci-dessus, j'ai suivi avec enthousiasme le processus de démocratisation de l'Espagne post-franquiste. Oui, avec enthousiasme au début, surtout si l'on pense aux manifestations telles que les Journées Libertaires de Barcelone en juin 1977 où quelques centaines de milliers de personnes participèrent, journée qui furent la plus grande fête libertaire de ces dernières années. Malheureusement je n'ai pas pu y aller et j'ai vécu l'événement à travers les journaux (même « Le Monde » en parla en quelques lignes) et ensuite par ce que m'ont raconté les camarades qui y ont assisté. Cette fois, j'ai pu finalement me rendre

au 6ème Congrès que tenait la CNT, avec le même enthousiasme qu'alors, atténué tout de même par le désenchantement qu'a vécu l'Espagne après l'emballement dès débuts de la démocratie et à cause du manque d'information intéressantes depuis longtemps.

DESENCANTO

En effet, les problèmes internes à tous les partis politiques et les syndicats, mais aussi aux groupes alternatifs dans la presse et la culture en général, l'instauration d'un régime démocratique duquel on attendait beaucoup, mais qui en réalité n'a pas changé grand chose ont créé dans l'esprit des gens une certaine acceptation apathique de la démocratie « qui est toutefois préférable à la dictature ». Même si la majorité électorale comme en France préfère la gauche, celle-ci pourra-t-elle résoudre la crise ? Et comment ? Nul ne le sait, même pas Felipe Gonzales qui, dans sa première interview télévisée du 21-01-83 a dit qu'il faut s'attendre pour 83 à une année difficile car « la crise est mondiale ! »

L'euphorie post-franquiste qui a éclaté comme une fleur de mai au beau milieu des années 70 s'est trouvée face à une complexité de problèmes et à un manque de forces capables de proposer

des alternatives praticables et réelles, même dans cette Espagne où pourtant a existé et existe une tradition anarcho-syndicaliste, une organisation syndicale, la CNT, laquelle a su dans les années 36-39 mettre en pratique, parfois partiellement, mais aussi « totalement », le communisme libertaire qui semble encore aujourd'hui une utopie.

LA CNT

Le désenchantement, ressenti ces dernières années en Espagne par les gens vis-à-vis des partis politiques, des syndicats et du régime démocratique a touché même la CNT. Des chiffres peuvent nous en donner une idée quantitative :

des 401 522 travailleurs/leuses qui adhèrent à la CNT depuis sa dernière légalisation seulement 41 075 paient leur cotisation aux fédérations régionales, et, parmi eux 10 974 au comité national. En réalité, beaucoup de jeunes, mais pas seulement ceux-là, qui s'étaient rapprochés de la CNT, la structure la plus organique du mouvement libertaire et révolutionnaire en Espagne, l'ont quittée. Peut-être n'a-t-elle pas correspondu à ceux qui étaient leurs besoins, ou bien ces jeunes et moins jeunes poussés par l'euphorie et l'enthousiasme des premiers jours de la démocratie pensaient qu'il aurait été facile

de mener à bien un processus radical de changement social.

Il n'en a pas été ainsi. Et, même si la CNT a commis des erreurs, par exemple, si elle n'a pas su actualiser l'esprit de 36 à ce que sont les hommes et les femmes, et les structures économiques et politiques de la fin des années 70, et 80, je ne crois pas que ce soit seulement pour cette raison qu'elle n'a pas pu représenter l'alternative possible. Certes, il y a même eu une scission, un très grave problème idéologico-organisateur qui a éclaté au grand jour au cours du 5ème Congrès de 1979 à Madrid, et ce problème est encore présent.

Mais, ceci ne suffit pas non plus à expliquer la situation actuelle de la CNT et du Mouvement Libertaire, car la diminution des forces militantes, des luttes sociales, d'un mouvement culturel actif, n'est pas comme je l'ai déjà dit, un problème qui touche seulement la CNT et le ML. C'est un problème aigu et profond qui se retrouve dans toutes les activités culturelles et politiques en Espagne.

QUAND LA PRESSE NE PRESSE PAS

Des journaux comme « Ajo Blanco » (revue à mi chemin entre le vieil et le nouvel « Actuel », mais plus liée au mouvement anti-autoritaire) qui atteignait un tirage de 100 000 exemplaires, ont disparu, ainsi que « El Viejo Topo », journal théorique de la gauche indépendante-auto-gestionnaire-radical, qui eut lui aussi un énorme succès, et des revues génériquement de gauche comme « Triunfo », « Cuadernos por el dialogo », etc.

Il n'existe plus de journaux alternatifs, ou du moins, on n'en trouve pas dans les kiosques sauf « In/dolencia » (3 numéros publiés jusqu'ici - janvier 83 -) proche de la mouvance autonome radicale, à l'italienne où travaille un journaliste qui a déjà participé à « Ajo Blanco » et à « Solidaridad Obrera ». Ce dernier périodique, quinzomadaire, organe de la CNT de Catalogne a tiré jusqu'à 15 000 exemplaires.

C'était l'époque où les rédacteurs faisaient un effort pour qu'il soit graphiquement correct et ouvert à une sensibilité politique et culturelle plus large que la CNT. Aujourd'hui après moult problèmes au sein de la rédaction et vis-à-vis de la CNT, il a vu son tirage baisser à 4 500 exemplaires. Toujours pour ce qui concerne la presse libertaire, il faut signaler la disparition en juin 82 de « Bicicleta », revue libertaire, parmi les meilleures publiées en Espagne ces dernières années. Autre décès plus ancien : celui de « Askatasuna » qui paraissait au pays basque, proche du mouvement « Hery Batasuna » qui a pourtant une influence considérable en Euskadi.

Dans d'autres secteurs aussi, il y a eu cette grande dépression. Des trois librairies ouvertes à Barcelone après la mort de Franco, toutes proches du mouvement libertaire, aucune n'a tenu. Les « Ateneos Libertarios », toujours à Barcelone, étaient une douzaine. Maintenant, ils sont « trois ou quatre », comme l'explique un des interviewés dans ce même numéro d'IRL.

Parmi les nouveautés, seulement trois radios libres réalisées par des libertaires

mais qui ne sont le porte-voix d'aucune organisation.

LE FUTUR EST ABSENT

La CNT qui regroupe quelques dizaines de milliers d'adhérents, est la seule organisation révolutionnaire de tendance libertaire à avoir une certaine base sociale, même si pour l'instant on peut difficilement hypothéquer sur son futur.

Certes, il existe une extrême gauche, comme la LCR espagnole avec ses 1 500 adhérents qui a envoyé un message fraternel au Congrès, ainsi que d'autres groupes et petits partis marxistes-léninistes, mais de ceux-ci, « le monde gorge ».

Ce vide politique et le manque d'activité des mouvements alternatifs n'est pas seulement mon opinion personnelle, mais aussi celle d'une féministe, que j'ai rencontrée lors de la semaine culturelle libertaire organisée aussi par la CNT parallèlement au Congrès, qui pourtant énonçait beaucoup de critiques envers la CNT « organisation pour laquelle elle ressent certaines affinités et attachements affectifs (1) ». A une question que je lui posais concernant les autres activités intéressantes à Barcelone en dehors de la CNT elle ne me répondit rien ou presque rien.

LES INTERVIEWS

Je suis allé en Espagne pour essayer de comprendre la situation et les problèmes du mouvement anarcho-sindicaliste et libertaire dans ce pays. Malheureusement pour des motifs divers, en une semaine et en suivant à la fois le Congrès et la semaine culturelle, je n'ai pas réussi à faire un panorama complet et détaillé de la CNT et de tout ce qui peut nous intéresser en tant qu'anarchistes ou syndicalistes anti-autoritaires. Les interviews qui suivront ne se prétendent donc pas exhaustives. Elles sont le fruit de rencontres avec des militants/tes « connus », ou des militants/tes qu'il m'a plu d'interviewer après avoir écouté leurs interventions au congrès, et d'autres rencontrés par hasard pendant cette semaine « libertaire ».

Je ne vais pas faire l'énumération des choses qui m'ont rendu la tâche difficile, mais je veux tout de même souligner que du fait que je n'ai pas d'expérience syndicale, je n'ai peut-être pas posé les questions qu'il fallait.

DE LA DEMOCRATIE DIRECTE

L'enjeu le plus important du 6ème congrès de la CNT peut se résumer en une seule question : est-ce que la CNT doit se présenter aux élections des conseils d'entreprise ou pas ? En effet la législation actuelle indique que le conseil d'entreprise est l'organe intermédiaire entre les ouvriers, les syndicats et les patrons. Or, même si généralement, à l'intérieur de la CNT tous sont pour le renforcement des assemblées et des élections syndicales et contre l'existence des conseils d'entreprise, cer-

tains syndicats sont tactiquement d'accord (voire le cas du syndicat CNT des transports de Barcelone : la section du métro s'est présentée à ces conseils d'entreprise et a eu la majorité des voix).

Ceux qui sont d'accord, et parmi eux l'ex-secrétaire national Buendia, affirment que si la CNT ne participe pas à ces élections, elle sera toujours plus marginalisée et, qu'à court terme, elle perdra toute son influence potentielle. Tandis que ceux qui sont d'accord disent qu'en acceptant la pratique électoraliste de la délégation, la CNT ne fera rien d'autre que suivre les traces des autres syndicats liés aux partis politiques et à l'Etat-patron. Selon ces derniers, s'il y a quelque chose à faire, c'est développer la pratique de l'action directe. Sur ce problème important, les congressistes ne sont pas parvenus à un accord. Après une discussion de 24 heures d'affilées, plus liée à la structure de l'organisation elle-même, dans le but de voter les autres points à l'ordre du jour, il a été décidé que ce point sera reporté à un congrès extraordinaire qui se tiendra fin avril.

Pour terminer, je pense nécessaire de préciser que ce que j'ai vu pendant le congrès m'a paru une application de la démocratie directe, chose facile à énoncer mais beaucoup plus difficile à pratiquer, surtout quand on travaille dans une « organisation de masse ».

La parole pouvait être demandée à la tribune du congrès (nommée par le congrès en question et fonctionnant par roulement) par n'importe lequel des mille représentants des 261 syndicats présents. Cette pratique de la démocratie directe à l'intérieur de la CNT me semble être une des choses les plus importantes à retenir de ce congrès. Certes, il faudrait donner encore beaucoup d'exemples et l'expliquer davantage, mais cela serait trop long et pour cela j'aurais dû passer plus de temps en Espagne. Bref, ce sont les congressistes eux-mêmes qui ont nommé les orateurs pour le meeting de clôture, auquel ont assisté 2 500 - 3 000 personnes.

J'espère que les interviews publiées dans ce numéro apporteront quand même des éléments qui aideront à la compréhension de la problématique de la CNT et du ML espagnol qui représentent une composante des années 80.

Mimmo

Nota Bene : La plus grande partie des interviews qui suivent, je les ai réalisés avec Paolo Finzi rédacteur de « A » rivista anarchica de Milan.

(1) Anecdote : Elle aurait eu deux oncles en plus s'ils n'avaient pas décédé pendant la guerre civile et la révolution espagnole de 36, l'un dans le camp des militaires golpistes, l'autre dans l'autre camp.

1 • Cristobal

Cristobal Valles, 23 ans, habite et travaille dans la banlieue de Barcelone dans une entreprise métallurgique; il milite depuis le 28 juillet 1977 au sein de la CNT.

Es-tu fils d'anarchiste ?

J'avais un grand père qui était à la CNT et qui a participé au congrès de 1931, comme délégué des chemins de fer de Barcelone.

Quand j'ai commencé à militer, en 1976, j'étais dans le seul syndicat existant des Commissions Ouvrières (Commissions Obreras). Lorsqu'éclata la grève de la construction en 1977, avant la légalisation des partis politiques, j'y ai participé car mon entreprise travaillait pour la construction. Les CCOO lancèrent une grève pour la semaine sainte (Pâques), semaine fériée, ce qui nous a paru un peu bizarre. La grève fut une réussite mais, à la fin de la semaine, les CCOO décidèrent d'arrêter la grève. Le mouvement alors s'arrêta, mais nous nous rendîmes compte que c'était une manœuvre du PCE pour monter à la bourgeoisie qu'il avait la capacité de mobiliser les travailleurs. Le résultat fut qu'un mois et demi après, le PSUC (Parti Communiste Catalan) était légalisé.

Depuis, je suis entré à la CNT et je suis un des fondateurs du syndicat du métal, lequel est affilié à la fédération locale de St Coloma qui est la seule fédération ayant pu imposer les 35 heures dans une entreprise.

Comment en êtes-vous arrivés là ?

Après une profonde étude de la législation du travail.

Fin 1979, peu de temps avant le Vème congrès, un groupe de travailleuses qui avaient abandonné les CCOO entrèrent dans la CNT. Celles-ci appartenaient à une entreprise de nettoyage de collèges. Quand elles arrivèrent à la CNT, elles ne connaissaient rien de notre pratique syndicale, étant habituées à celle des CCOO. Il nous a fallu beaucoup de temps pour leur faire comprendre qu'elles ne devaient pas participer aux élections syndicales et qu'il était nécessaire de s'organiser au sein d'une section syndicale spécifique (CNT).

Après un travail d'organisation et de formation, elles acquerrèrent une pratique syndicale par laquelle elles réussirent à faire reconnaître légalement par l'entreprise leur section syndicale.

Avec la possibilité de négocier ?

Oui, sur les problèmes internes à l'entreprise. Même si elles ont boycotté en 1980 les élections du CE, elles participent avec lui, en temps que section syndicale, aux diverses négociations.

Finalement, l'initiative de la CNT d'arriver au 35 heures après une étude de la législation du travail, une lutte et une mobilisation qui ont abouti à une grève importante, cette initiative a porté ses fruits. La Limasa (S.A.) est la seule entreprise espagnole qui fonctionne sur 35 heures et cela depuis deux ans.

Combien êtes-vous d'affiliés à St Coloma ?

200 travailleurs qui adhèrent au syndicat «Oficios varios» (groupe de petits syndicats de différentes branches) et à celui du métal. C'est pour une question pratique que nous avons limité à deux le nombre des syndicats, mais nous avons une section reconnue par la mairie (éclairage public), une section d'éboueurs qui a lancé une grève pour le 21 janvier, etc...

Que penses-tu de la participation du syndicat du métro aux élections syndicales de Barcelone ?

Elle est très positive.

Penses-tu que ton syndicat devrait se présenter à ces élections ? Et la CNT ?

Oui ! Je pense qu'il y a beaucoup de syndicats qui font de cette question une question de principe ; ils se trompent, c'est une question de tactique. Nous pouvons participer à ces élections, même si la législation conditionne les CE, par exemple au niveau du secret profes-

sionnel, par leur non-révocabilité, etc... Même si ces aspects nous semblent négatifs, nous pensons que si nous arrivons à être majoritaire dans un CE, nous pouvons faire en sorte qu'il soit révocable et qu'il fonctionne en accord avec l'assemblée des travailleurs.

Qu'attends-tu de ce congrès ?

Qu'il soit flexible et nous permette au moins une marge d'intervention pour pouvoir acquérir une pratique syndicale même s'il existe dans la CNT (comme l'ont dit les journaux) un secteur «immobiliste» qui voudrait que les syndicats ne bougent pas et deviennent une espèce de fédération anarchiste.

Moi, je ne fais pas vraiment de distinction entre syndicalistes et anarchistes mais nous sommes une organisation de masse et nous devons amener la classe ouvrière à participer aux syndicats, pas forcément dans leur forme anarchiste.

2 • Lola

Lola Fernandez (27 ans), fait partie de la CNT depuis presque 7 ans. Elle milite dans le syndicat de la santé qui comprend 85 personnes à Malaga.

Avant, je suis passée par un mouvement marxiste autonome mais anti-autoritaire qui existait dans ma ville. Puis je suis entrée à la CNT.

Dans ma ville, outre une section dans un hôpital dépendant de l'administration provinciale (contrôlée par le PSOE), il y avait une section à la Sécurité Sociale et une aux Pompes Funèbres. Celle-ci est l'unique représentant du secteur. Elle a réussi à faire abolir le Comité d'Entreprise et fait fonctionner la section syndicale.

Qu'espérez-vous de ce congrès ?

Nous sommes venus avec beaucoup d'espoir car, du Vème congrès jusqu'à maintenant, on a vu comment les syndicats de la santé ont disparus petit à petit du pays. En ce moment, il existe des conditions objectives favorables à un développement de l'anarcho-syndicalisme dans ce pays.

Nous sommes venus à ce congrès avec de petites propositions alternatives aux conceptions en vigueur jusqu'à maintenant. Par exemple, par rapport aux élections syndicales, nous pensons qu'à aucun moment elles ne doivent servir à élire un organe de décision-exécution, mais simplement de coordination des diverses sections syndicales.

Nous sommes donc pour un renforcement des sections syndicales et pour exiger du gouvernement une loi qui élargisse les droits syndicaux et permette un développement des sections. Mais nous sommes prêts à accepter ce que le congrès décidera, que ce soit en accord avec nos propositions ou pas.

Tu n'es pas contre l'expérience des compagnons du métro qui se sont présentés et ont emporté ces élections ?

Nous sommes en contact tous les jours avec les travailleurs dans les entreprises et nous connaissons l'angoisse, la peur, l'impossibilité d'intervenir que quelques compagnons peuvent avoir rencontrées dans leur entreprise, comme ceux du métro. Dans ce sens, nous sommes pour créer une alternative qui permette aux compagnons qui se trouvent dans ces situations de ne pas être obligés de se présenter aux élections.

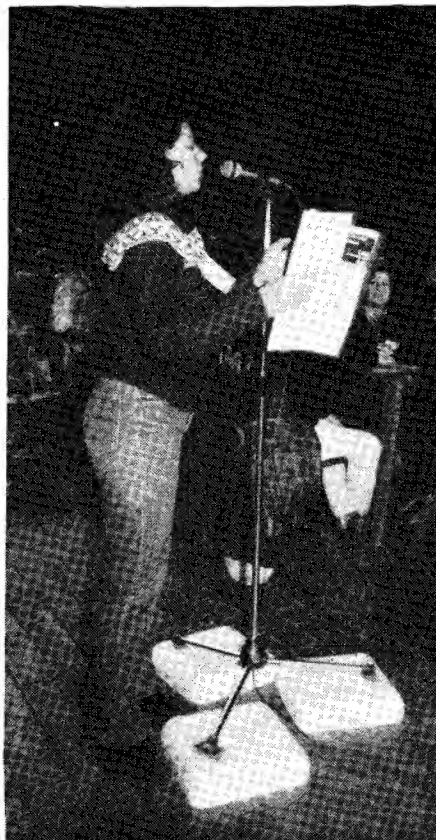
Combien y a-t'il d'affiliés aujourd'hui à Malaga ?

Un peu plus de 200. Et ils sont organisés en quatre syndicats : Transports, Retraités, «Oficios varios» et Santé. Dans ma ville (500 000 habitants) le nombre de chômeurs est énorme et les conditions sont très difficiles.

La branche la plus importante est l'hôtellerie, qui se trouve dans une condition très dure car, s'il fut un secteur favorisé par le tourisme la crise actuelle l'a complètement déséquilibré.

Et pour le futur ?

Il dépendra de ce que nous, les anarcho-syndicalistes, serons capables de faire dans le monde du travail pour que nos idées se développent.





3 • Juan

A Gomez Casas, 61 ans, adhère à la CNT depuis 1936 (il avait alors 15 ans), actuellement militant au Syndicat du Livre à Madrid, nous avons posé la question : quelles sont les particularités de ce VIème Congrès ?

Ses perspectives sont un peu plus sombres dans le sens où se sont manifestées diverses tendances. Une certaine tendance anarcho-syndicaliste «classique» qui désire réaliser un travail effectif, réel et efficace immédiatement dans la société actuelle, en considérant les nombreuses et complexes difficultés que l'on connaît aujourd'hui. Toutefois, nous ne savons pas ce que peut définir cette tendance ; peut-être le désir normal d'implanter la CNT dans le monde du travail, désir de tous les militants de l'organisation, logiquement, ou le désir d'aller plus loin.

Un autre tendance «possibiliste», le possibilisme étant simplement ce qui se manifeste face au possible. Mais le possible est une chose complexe et qu'est-ce que le possible ? Il peut être simplement l'immédiat, le présent, ce que déjà réalisent les autres : ce possibilisme est, d'une certaine manière, un réformisme qui couve.

Il y a aussi le problème important des élections syndicales. Certains militants pensent que si la CNT n'y participe pas, elle sera marginalisée par rapport à la réalité espagnole. Qu'en penses-tu ?

Oui, je le sais ! C'est ce à quoi je voulais venir. Lors de ce congrès, la participation aux élections a été écartée car ces Comités d'Entrepris servent à la co-gestion du système et nous voulons participer à aucune co-gestion. Nous voulons gérer la société du futur, s'il est possible de la réaliser un jour. Le problème est que les compagnons (*possibilistes* ? *NDLR*) pensent que, manquant d'autres formes de rassemblements syndicaux, les élections syndicales rendent possibles et établissent une proportionnalité en vertu de laquelle nous pourrions avoir accès aux conventions collectives...

Cela est un problème difficile et complexe, mais, entre autres choses, nous sommes contre toute forme d'élection syndicale car, dès l'année 1977, nous pensions qu'elles signifiaient transposer dans le monde du travail ce que nous rencontrons dans la société actuelle et dans le monde politique. C'est-à-dire un processus d'inter-médiation des travailleurs où l'action directe des travailleurs est écartée. Si nous y regardons de près, cela signifie une remise en cause fondamentale de ce qu'est la tactique, laquelle doit être cohérente avec les principes et les fins. Nous ne pouvons pas revendiquer une tactique qui pourrait nous amener au réformisme.

Ce congrès a décidé de marquer une pause jusqu'à avril (c'est-à-dire jusqu'au nouveau congrès extraordinaire). Pendant ce temps, il se créera certainement en Espagne des situations politiques pour le moment inconnues.

Certains compagnons voudraient d'ores et déjà prendre des décisions concrètes, mais cela serait du futurisme un peu périlleux car, si l'on prend des positions concrètes en relation avec la situation des travailleurs, par la suite, la situation politique pourra se révéler non homologable, car elle ne coïncidera pas forcément avec les décisions prises ; en conséquence, celles-ci ne serviront à rien. C'est pour cela que le congrès a décidé de marquer une pause de trois mois, pendant lesquels il faudra examiner la situation politique et économique du pays. Lors de ce prochain congrès, nous déciderons si, après avoir écarté les élections syndicales pour le CE, qui est un organisme du capitalisme, nous trouvons de nouvelles formules pour renforcer les élections syndicales et les assemblées et si nous acceptons une technique, qui pourrait être une élection de n'importe quel type qui déciderait du rôle ou du secteur que nous occuperions.

Est-ce que la CNT est aujourd'hui une force syndicale active face à une situation sociale qui n'est pas, en général, combattive ?

La CNT n'est pas aujourd'hui celle de 36 ni des années antérieures ; c'est une force réduite

de beaucoup. Il y a environ 40 000 affiliés dont 10 000 cotisent au Comité National mais ses capacités et potentialités révolutionnaires sont aujourd'hui les mêmes.

La CNT a participé dernièrement à plusieurs conflits (Gijón, Andalousie...). Dans ces conflits, elle a maintenu une position active face à celles, réformistes, des autres syndicats (UGT, CCOO) qui considèrent que ces formes d'action spontanées, qui les débordent sur la gauche, sont périlleuses.

Ainsi, nous avons suivi avec étonnement et intérêt le débordement des syndicats par les travailleurs dans de nombreuses villes européennes, et plus particulièrement italiennes. Il me semble qu'indépendamment de ce que peut faire la CNT, là où elle est implantée, il faudra suivre avec attention ce type de situation. Il faut développer aujourd'hui comme dans le futur, ces mouvements spontanés qui ne se laissent pas gouverner et intégrer par les systèmes. En effet, ces manifestations sont, en des moments précis, des manifestations anarchistes, libertaires inconscientes.

Je voudrais ajouter que pendant ce VIème congrès, il s'est manifesté une chose très importante : l'apparition d'une génération de nouveaux et jeunes militants très compétents et préparés, qui jouera un rôle important dans l'avenir immédiat.

Au niveau culturel, nous nous étonnons du manque d'une activité spécifique de la CNT et de l'ensemble du ML, et nous nous demandons pourquoi les tentatives au niveau de la presse («Historia Libertaria», «Bicicleta», «Adarga») ont échoué.

Les problèmes sont surtout d'ordre économique et, pour cette raison, il a été difficile de maintenir avec continuité une importante divulgation.

L'Espagne a été, dans le passé, le pays ayant le plus de revues théoriques et de périodiques anarchistes.

Ce congrès a décidé de développer la fondation libertaire «Anselmo Lorenzo», fondation culturelle qui utilisera l'énorme quantité de documents qu'elle possède sur la guerre civile, ainsi que des archives concernant l'histoire du ML. Cette fondation pourra être un centre de rayonnement culturel imposant, à Madrid et peut-être aussi à Barcelone.

Enfin, la CNT peut avoir une importance extraordinaire dans le monde culturel, simplement en développant ses idées-forces que nous devons diriger vers le cœur de la cité, vers les centres de travail et pratiquement partout. ■

4 • Jose

José G. Rua (59 ans), entré en 1969 dans le syndicat d'enseignants qui a été touché par la scission de 1979 et qui, depuis, est devenue la section du syndicat d'«Oficios Varios» de Grenada.

Il nous a expliqué tout d'abord la situation actuelle en Andalousie.

Les problèmes de l'Andalousie ont une caractéristique propre dans le contexte général espagnol car, par certains aspects, elle appartient à ce qu'on peut appeler le Tiers Monde ibérique. En effet, l'industrialisation est à peine développée et la structure de la campagne, par ses cultures (olives, coton, raisins, etc...) produit une forme de «journalisme» spécial qui n'existe pas dans d'autres régions d'Espagne. De plus, la propriété est à 50 % entre les mains de gros propriétaires fonciers. Ces conditions ont transformé le peuple andalou en un peuple migrant par essence, qui est soumis en cette période de crise générale à une double forme de chômage. C'est cette crise qui a forcé ces andalous, émigrés dans d'autres régions et pays industrialisés, à revenir dans les campagnes. Ils viennent donc doubler les chômeurs de la région.

Dans cette région, la CNT a une majorité d'affiliés parmi les paysans, c'est une tradition historique. Est-ce qu'il y a des problèmes particuliers, de transport par exemple, à cause de la non-concentration des gens à la campagne ?

L'organisation ne souffre pas de la distribution de la masse humaine car l'Andalousie, à cause des structures des grandes propriétés foncières, n'est pas partagée en petits villages. Et généralement, les gens vivent dans des villes d'une certaine densité.

Dans la tradition, pour ainsi dire, depuis les années 20-30, mais nous pouvons aussi remonter aux luttes paysannes des années 60 de l'autre siècle, le problème est de modifier les deux choses dont on a parlé plus haut : la grande propriété foncière et la rationalisation de l'exploitation de la terre.

Or, la CNT, traditionnellement et concrètement en Andalousie, a toujours été pour la collectivisation de la terre. Il n'y a pas eu ici une tradition où l'on parlait d'une réforme bourgeoise de division de la terre entre petits propriétaires sinon que, en général, plus de 90 % des luttes se sont menées dans le but de les collectiviser. Ceci reste toujours notre tactique et notre proposition. Ceci ne pourrait pas être autrement !

Outre les problèmes de la survivance de la paysannerie, il y a les problèmes d'organisations.

Les problèmes andalous étant absorbés parfaitement par les principes anarcho-syndicalistes, la CNT autrefois était complètement enracinée dans la réalité socio-économique de la région. Cela explique le fait que, dans les années 20, avant la guerre civile, les affiliés étaient 200 000 sur une population de 27 millions qui vivaient en Espagne. La CNT avait un poids spécifique important.

Et aujourd'hui ?

Aujourd'hui, l'implantation du syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire ou cénétiste, est en train de renaitre. Mais il faut faire face à des inconvénients moyens par rapport à l'époque de sa fondation originale. Et cela à cause des moyens de répression de l'Etat qui sont plus puissants qu'alors et beaucoup plus raffinés. Ajoutons à cela la confusion créée par un grand nombre de partis, par l'existence publique d'une multitude de faux prophètes qui prennent le drapeau de l'anarcho-syndicalisme

tout en pratiquant des tactiques qui lui sont contraires.

Tout cela a contribué à ce que la CNT en Andalousie, dans les campagnes, attend la construction de syndicats. Néanmoins, un certain nombre d'entre eux ont une réelle implantation et, dans certains endroits, nous pouvons dire que, même si ces affiliés ne sont pas nombreux, la CNT a un prestige et jouit d'une grande sympathie auprès de nombreux paysans. Ainsi, elle a pu mener des actions à caractère revendicatif seule, sans le concours d'autres organisations. Et même lorsqu'il y a eu la participation d'autres organisations par moment, la CNT a porté seule le poids de la lutte. Voir par exemple la grève de Domnech qui a duré plus de deux mois en 1982 et celle de Verdeo menée à 95 % par la CNT.

Celles-ci sont des preuves éclatantes de nos possibilités. Mais il faut continuer à se battre contre des obstacles plus importants que par le passé.

Quelle est ton opinion sur le problème des élections syndicales ?

Mon opinion, et celle de mon syndicat, celle que nous allons défendre pendant ce congrès, est que le moment est extrêmement propice pour nous.

Actuellement, les syndicats collaborationnistes (CCOO, UGT) ont perdu leur prestige face à la classe ouvrière car ils l'ont trahie.

La CNT ces dernières années, en dénonçant ce syndicalisme «officiel» a gagné un certain prestige qu'il faut maintenant capitaliser pour installer des sections syndicales dans les entreprises. Enfin, je pense, comme mon syndicat, qu'il ne faut pas participer aux élections syn-

dicales même si elles sont modifiées (voir la possibilité qu'à travers ces élections on n'élise plus des individus pour le Comité d'Entreprise mais les syndicats afin que ce soit la section elle-même qui choisisse la personne à envoyer au Comité. Dans ce cas, les élections mèneraient à la constitution de CE qui serait une coordination de syndicats, chose qui ressemblerait beaucoup dans la pratique à ce qu'aujourd'hui représentent les CE).

Non seulement les syndicats «officiels» ont perdu la confiance des travailleurs, mais aussi les CE. La CNT, en y participant, pourrait perdre à son tour ce prestige acquis.

En outre, la participation aux élections pourrait, dans la pratique, nous conduire à la remorque de ce syndicalisme «officiel». Ce serait à deux pas de notre transformation en syndicat d'entreprise et bureaucratique.

Et enfin, en acceptant le principe de délégation, nous minerions le principe fondamental de l'action directe.

Pourtant, je pense que si le VIème congrès décide de participer à ces élections, cela sera un mauvais choix pour la CNT et l'expérience nous le démontrera.

Tu es professeur universitaire. Des compagnons étrangers pensent qu'il manque aujourd'hui dans la CNT un nouveau travail culturel et que, ces dernières années, on n'a pas vu ses possibles développements. Pourquoi ?

Je pense qu'on a toujours vu la CNT comme une organisation anarcho-syndicaliste liée au travail quotidien et l'action concrète de tous les jours. La CNT aujourd'hui se trouve avec de faibles moyens humains et économiques qui, s'ils ne rendent pas possible un développement culturel sérieux, l'ont pour le moins limité jusqu'à maintenant.

Une grande partie des hommes qui pourraient se dédier non seulement mais principalement à ce travail théorique, sont pris par la nécessité d'installer la CNT à la base et construire les syndicats. Ajoutons à cela les difficultés économiques pour payer les loyers des locaux où elle pratique son travail social et, tout aussi naturellement, pour financer les tentatives de travail culturel qui pourraient se développer.

5 • Carmen

Nous avons demandé à Carmen Diaz Mayo, 38 ans, appartenant au syndicat «Oficios varios», section santé de Barcelone, entrée à la CNT en novembre 1977 et directrice depuis mai 1982 de «Solidaridad obrera» (organe de la CNT de Catalogne), quelle était sa position sur le débat du congrès concernant la crise de la presse.

Vu le manque d'argent et de militantisme, il a été proposé de centraliser la presse fédérale en un ou deux périodiques parmi les plus importants, et que tous collaborent à ce ou ces journaux en supprimant les divers bulletins des sections, fédérations locales, régionales, etc... Ces deux journaux pourraient être «CNT» et «Solidaridad Obrera». Certains ont même demandé qu'un des deux disparaisse, ce qui m'a beaucoup surpris. Naturellement, je ne suis pas d'accord pour supprimer la «Soli», cela me paraît une position centralisatrice et autoritaire incompatible avec le fédéralisme de la CNT. De plus, le problème de la «Soli» est un problème inhérent à la région catalane.

«S.O.» est né en 1907, il est l'organe d'expression du syndicat révolutionnaire le plus ancien du pays. Aujourd'hui, il tire à 4600

exemplaires et il s'en vend 400-500 dans les kiosques de Barcelone. Même si les ventes ne sont pas importantes, tous le connaissent (pendant la guerre civile, «S.O.» était quotidien et tirait à 350 000 exemplaires).

Nous pensons que la suppression d'un journal n'est pas grave seulement parce qu'il s'agit de «S.O.» ; il en serait de même pour un petit bulletin sans tradition publié dans un village des Asturies. Celui-ci peut avoir une importance réelle pour les compagnons du village. Supprimer la presse horizontale nous paraît un comportement autoritaire. Tu le vois autrement ?

Je pense la même chose. L'anarchisme a toujours eu une énorme quantité de moyens d'expression.

Je crois qu'il est vrai que les compagnons n'ont pas forcément un intérêt direct à développer un organe central mais qu'ils en ont un à faire vivre un bulletin local qui ne coûte pas cher et que eux-mêmes diffusent.

Y-a-t'il des femmes au Comité National ? La directrice de la CNT est une femme, apparemment il n'y a pas de problèmes de rapports hommes-femmes ?

Lorsque j'ai vu l'affiche du VIème congrès,

j'ai pensé qu'il s'agissait d'une affiche machiste. Il y a eu des femmes libertaires réputées à la CNT, et pourtant, pour cette affiche, ils ont représenté en fond Anselmo Lorenzo, ce qui est très bien, mais pourquoi avoir mis encore un homme en premier plan ?

Malheureusement, la CNT ne vit pas en vase clos mais dans une organisation sociale qui, par définition est machiste.

De toute façon, le problème des femmes est propre à elles. Ce sont elles qui doivent collaborer, et elles le peuvent. Ce sont elles qui doivent, dans l'organisation, atteindre le même niveau que les hommes (on commence à voir des signatures de femmes, non seulement dans la «Soli» ou «CNT», mais aussi dans des bulletins locaux).

Quelle est l'influence que tu exerces en tant que militante anarcho-syndicaliste sur ton lieu de travail ?

Dans mon hôpital, il y avait une section syndicale CNT, mais, après le Vème congrès, alors que se posèrent les mêmes problèmes qu'aujourd'hui par rapport aux élections syndicales, cette section s'est dissoute. Ce qu'il en restait a créé un collectif autonome de travailleurs qui s'est présenté une fois aux élections syndicales, mais pas aux dernières de 1980, car l'expérience vécue à l'intérieur du CE a été complètement négative.

Trois personnes qui travaillent avec moi adhèrent à la CNT. Notre influence est néanmoins importante non seulement par le fait que nous appartenions à une organisation, mais aussi par notre façon d'être : je suis chef de service et j'établis des rapports anti-autoritaires avec mes auxiliaires. Dans ce groupe, il n'y a pas une tête pensante, mais nous formons une équipe. Cette façon de travailler est très remarquable.

6 • Magdalena

Après une expérience dans la jeunesse socialiste, Magdalena Fernandez a adhéré à la CNT (syndicat des banques Madrid). Aujourd'hui elle est la directrice du mensuel «CNT» (organe de la CONFEDERATION NATIONAL DEL TRABAJO) qui tire 15 000 exemplaires.

Elle nous parle tout d'abord du journal.

Actuellement il se situe entre deux lignes, celle plus proche d'un bulletin interne pour l'organisation et l'autre qui voudrait aller plus loin.

Les rédacteurs actuels seraient pour une ouverture et pour que le journal soit plus proche des problèmes de la classe ouvrière en général.

En réalité la structure actuelle, limitée aux membres de l'organisation (une directrice, un administrateur, un photographe et sept rédacteurs) ne nous permet pas d'atteindre cet objectif.

Quelles sont les perspectives de la CNT

Je suis optimiste, toujours si le congrès marque une ligne d'intervention progressiste par rapport à celle qu'il a menée jusqu'à présent.

La CNT ne peut pas se réduire à un groupe marginal. Même si elle est très active par rapport à sa marginalité. Nous ne pouvons pas nous réduire à un groupe fort idéologiquement mais complètement émarginé... Sans abandonner le discours sur notre objectif, le communisme libertaire, nous devons à court terme faire face aux problèmes actuels de la classe ouvrière. Il faut parler des C.E., de la représentativité dans les assemblées d'entreprise, etc..

Moi je pense qu'il faut participer aux élections syndicales, car aujourd'hui on est réduit à un noyau de personnes et loin de toute problématique syndicale. Non seulement les autres syndicats nous boycottent, mais aussi la classe ouvrière nous a laissés de côté. La CNT doit se demander comment avoir une présence réelle dans les entreprises et pouvoir négocier les revendications de la classe ouvrière. (Elle nous a parlé aussi de la situation culturelle et des grandes possibilités qui sont offertes à la CNT et au M.L.). Beaucoup d'intellectuels, parmi les plus connus en Espagne se disent anarchistes. Même s'ils n'adhèrent pas à la CNT, grâce à eux la culture libertaire reste vivante.

Combien d'affiliés il y a à Madrid ?

Peut-être sept cent.

Fédérica Montseny, dans une des conférences (Les femmes et les luttes sociales) or-

ganisée par la CNT dans le cadre de la semaine culturelle libertaire qui a eu beaucoup de succès a dit : « En tant que femme je n'ai jamais eu de problèmes dans la CNT. Et toi ? »

Depuis trois ans, je travaille dans la CNT et je n'ai pas eu de problème ni au syndicat ni à la rédaction. Mais il faut dire que tant dans la société espagnole que dans la CNT existe le machisme. Il faut que les compagnons le reconnaissent même s'ils font tout le possible pour qu'il ne se manifeste pas et pour surmonter toute une série de « pièges » tendus par l'éducation aux hommes comme aux femmes.

Il y en a qui nient le machisme ?

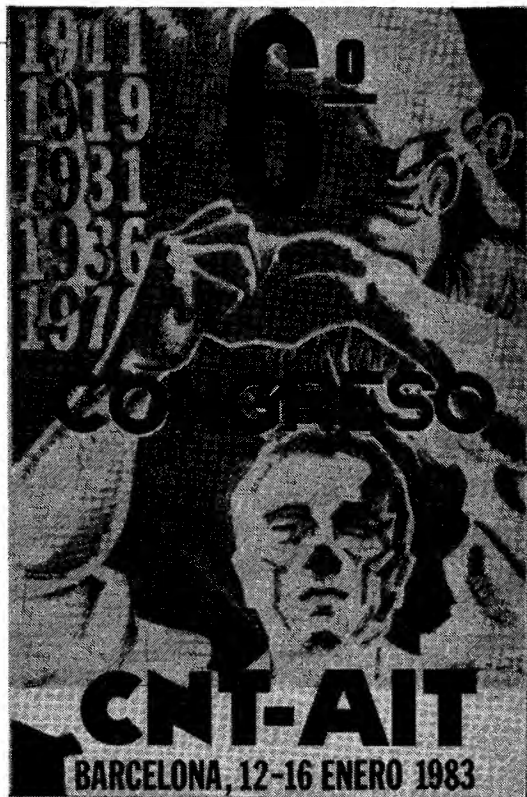
Oui, ce que nous a imposé l'éducation, ne se manifeste pas de la même manière. Par exemple, je suis la seule fille qui travaille à la rédaction, et bien, pas un seul de mes compagnons ne dignement prendre le balai, il faut que ce soit moi à le faire, et quand je vois la table pleine de papiers, de cendres, il faut que je la nettoie.

Pourquoi ça ne leur arrive pas de le faire ?

Parce que chez eux, ils ne le font pas, c'est simple.

Tu as protesté, et qu'ont-ils répondu ?

« Tu as raison », mais ils continuent de la même façon. Dans la CNT comme dans le reste du pays le problème de la femme est le



même. Elle n'est pas entrée dans la société avec toute sa force, et depuis toujours elle est reliée à un second rôle, à tous les niveaux. Dans l'organisation il y a très peu de femmes et parmi elles, il y en a peu qui désirent occuper des charges car elles, outre à être militantes, sont « mamas de casas » (chefs de familles) et naturellement ne peuvent pas dédier le même temps pour l'organisation que leurs compagnons. Ceux-ci peuvent pendant des heures « faire la révolution » parce qu'il y a une femme à la maison qui leurs prépare la bouffe, qui lave le linge, qui s'occupe des enfants, etc...

Dans l'Organisation la femme ne peut que jouer un second rôle, car elle ne peut pas tout faire, et ça à cause du manque de participation des hommes aux tâches domestiques.

Tu vis avec quelqu'un ?

Maintenant, non, plus !

Elle nous dit encore des choses sur les possibilités futures de l'anarchisme « En Espagne elles sont plus évidentes qu'ailleurs... mais en Europe il y a des mouvements (écologique par exemple) qui s'approchent de l'anarcho-syndicalismeL'anarcho-syndicalisme a comme but une société libertaire, comme l'anarchisme sauf qu'il est lié à une forme d'organisation syndicale. En Espagne cette forme c'est la CNT ».



7 • Yael

Aael, 29 ans, née en Tunisie de parents italiens, a vécu longtemps en France, avant de partir pour Israël où elle a travaillé dans des kibboutz qu'elle a quittés pour aller finalement s'installer en Espagne où elle vit depuis six ans. Elle pense y pouvoir mieux lutter pour son idéal : le communisme libertaire.

Elle est actuellement au chômage et peut donc tenir des permanences syndicales, s'occuper de la bibliothèque, suivre les réunions et participer à la rédaction du bulletin syndical : « El textil libertario » de Barcelone, syndicat auquel elle adhère depuis deux ans.

Un jour après la fin du congrès, je l'ai rencontrée dans son local syndical, où se trouve la bibliothèque, une grande salle qui sert de lieu de réunions, de librairie, de bureau... on y trouve aussi des salles techniques avec ronéos, machines à écrire, machine offset double format avec banc de reproduction, etc.. Le tout bien rangé.

Je lui ai demandé de me parler un peu de la situation des syndicats CNT à Barcelone, et quels étaient les plus représentatifs. (elle m'a répondu en français).

A Barcelone et en Catalogne il y a trois syndicats importants. Le plus important est le syndicat de la métallurgie avec cinq ou six mille affiliés actuellement, et si je me fonde sur les votes dont il disposait au congrès, il a environ 2 000 cotisants. Le deuxième par ordre d'importance est celui des transports qui doit regrouper environ 2 000 affiliés dont six ou sept cent cotisants, et le troisième, celui du textile, avec à peu près les mêmes chiffres que le syndicat des transports.

Ces syndicats ont-ils une réelle influence ?

Ça, c'est le gros problème. En fait, le nombre d'affiliés ou de cotisants n'a pas grand chose à voir avec la présence réelle sur les lieux de travail.

Personnellement, je peux te parler du syndicat du textile. Je pense qu'il n'a pas une très très forte présence actuellement, présence qui a d'ailleurs diminué ces quelques dernières années. En tous cas, parmi les syndicats les plus importants : métallurgie, transports, il faudrait considérer chaque secteur en particulier, car, parler du métro (où la CNT a remporté la majorité des voix lors des dernières élections syndicales NDLR) n'est pas la même chose que parler des camionneurs.

Dans le textile, je pense que notre implantation bien qu'importante, n'a pas une très grande répercussion, d'une part sur les conventions collectives car nous n'y participons pas, et d'autre part sur les comités d'entreprise, car dans l'ensemble, mises à part quelques exceptions, nous n'en faisons pas partie.

Nous pensons que la seule solution pour la CNT, est que ses militants fassent partie de leurs comités d'entreprise en tant qu'individus.

Cependant, et cela depuis un an, nous avons noté une forte présence du syndicat textile dans les usines, lequel a essayé d'appliquer les accords du cinquième congrès, à savoir, des principes généraux sur l'action directe.

Nous avons essayé d'empêcher les suppressions d'emplois dans le textile, car tu sais que c'est un des secteurs les plus en crise, et un

des plus anciens. La crise s'accroît de plus en plus, et il n'est pas un jour sans qu'une entreprise de textile ne soit en cessation de paiement, réduction de personnel, etc... Notre principal problème est donc de maintenir les emplois, et nous essayons de rendre les travailleurs conscients de la priorité de cette lutte.

Dans notre syndicat, il y a énormément de chômeurs, entre 30 et 40 % des affiliés. cette lutte que nous menons à l'air d'être bien comprise.

Avez-vous mené des luttes particulières dernièrement ?

Je ne sais pas si tu as entendu parler de la lutte de Mir-Miro. C'est une entreprise assez importante dans la région, elle ne dépend pas du textile de Barcelone, mais ses travailleurs nous ont demandé de les aider, ce que nous avons fait dans la mesure de nos possibilités.

Il y a eu, à ce propos, une grosse mobilisation, non seulement au niveau de l'usine en question, mais aussi au niveau de la ville où elle est implantée et, par la suite, de toute la région du Baixès. Une grande marche a été organisée, qui regroupait tous les travailleurs et les syndicats UGT-USO, les petits partis, la CNT naturellement, et les CCOO qui ont adhéré au dernier moment, pour ne pas rester en marge, avec l'intention évidente de récupérer le mouvement, ce à quoi ils n'ont pas réussi.

De toute façon, cela a représenté une nouvelle forme de contestation/action intéressante, qui s'est étendue ensuite à d'autres secteurs. Ces marches ont eu pour but de sensibiliser les populations des villes qu'elles traversaient pour aboutir à Barcelone, devant la délégation du travail ou la Generalitat (gouvernement de Catalogne NDLR). L'important n'était pas tellement d'aller discuter avec la Generalitat ou la délégation du travail, mais de s'arrêter dans tous les villages traversés en faisant en sorte que la population comprenne les problèmes soulevés, et qu'elle soit sensibilisée non seulement aux problèmes d'une usine en particulier, mais aussi, du chômage en général.

La marche de Mir-Miro a duré une semaine et a été satisfaisante.

Si vous ne voulez pas perdre des emplois dans le textile, tout en admettant l'existence de la crise, je me demande comment vous pensez résoudre cette crise ?

Nous ne savons pas comment la résoudre, de toute façon, cela n'est pas à nous de la résoudre, et de fait, nous ne devrions pas la résoudre, notre intérêt étant que tout le système dégingole.

Qu'il y ait de plus en plus de chômage ?

(Rires !) Non. Au niveau du principe, tu ne devrais pas résoudre la crise ou la pseudo-crise du capitalisme en tant que travailleur, car même s'il y a en effet des facteurs de crise, il y a aussi des tentatives de profit qui prennent pour prétexte la crise réelle, pour s'enrichir en créant d'autres entreprises plus rentables. On voit par exemple dans notre secteur, une quantité d'usines qui affichent des suspensions de paiement, alors qu'en réalité elles fonctionnent bien ; on sait qu'elles reçoivent des commandes, et qu'elles ne sont pas au fond du gouffre. La suspension de paiement, c'est très pratique : tu arrêtes de payer,

tu mets entre parenthèses les contrats de travail, et pendant trois ou six mois, les travailleurs sont payés par la sécurité sociale. Le patron s'épargne donc la charge de payer les ouvriers, et, après cet expédient, ou il y a un licenciement massif, ou bien les activités reprennent soit à temps complet, soit à temps partiel, et souvent, elles ne reprennent pas du tout.

Le grand nombre d'affiliés du syndicat du textile est-il dû à la crise qui motive les luttes revendicatives, ou est-il dû à d'autres facteurs ?

Je ne crois pas que cela soit dû en premier lieu au fait qu'il y ait beaucoup de problèmes, car l'industrie du textile est en crise depuis très longtemps, ce qui jusqu'ici n'avait pas entraîné une augmentation d'affiliés.

Peut-être n'avons-nous pas été capables jusqu'ici de présenter une alternative réelle aux problèmes des travailleurs, le fait est que le nombre d'adhérents s'est accru lorsque nous avons commencé à agir. Par exemple, quand il y a suspension de paiement, il faut voir précisément si la cause en est réelle ou non, auquel cas nous nous devons de faire le maximum pour démasquer la supercherie, et rencherir tant que le problème n'est pas réglé.

Quelles seraient alors les alternatives ?

Il s'agirait de faire fonctionner nos mêmes usines, bien que dans le contexte actuel, ce serait faire le jeu du capitalisme, c'est-à-dire prendre la place des patrons pour faire comme eux. Pour pallier cela, il faudrait faire en sorte que les ouvriers continuent à gagner leur vie, non par le biais d'un fonctionnement dirigé par des critères de profit (produire pour obtenir des bénéfices) ; mais essayer de produire en fonction des nécessités réelles de la population, et non du marché capitaliste.

Cela est-il possible ?

Je crois que cela n'est pas possible au niveau de seulement une ou deux usines, car on doit compter d'une part avec la matière première, il faut qu'il y ait d'autres usines qui produisent, par exemple du fil, et qui le vendent évidemment, mais là, on s'exposerait à un boycott du patronat. D'autre part, il faudrait trouver des clients, et il est évident que le boycott se ferait aussi à ce niveau là.

Je crois qu'il faut considérer le problème à l'échelle de l'industrie toute entière, ou du moins par rapport à un nombre suffisant d'usines, pour pouvoir échafauder un processus global. Evidemment, pour le moment cela n'est pas possible. Est-ce que ça le sera dans l'avenir, si la crise continue et si nous arrivons à faire fonctionner les usines réputées non rentables par le patronat, c'est un défi que nous nous lançons.

Tu m'as dit que vous voudriez créer des emplois. Comment ?

Nous voudrions essayer d'une part de maintenir les emplois existants, et d'autre part, si réellement l'usine fonctionne, en créer. Si l'on ne fonctionne pas avec les critères de rentabilité des patrons, on peut essayer de créer des postes là où les patrons accumulent des bénéfices. Nous essayons aussi de rendre le travailleur conscient du fait que si l'on fait des heures supplémentaires, on empêche la création de postes. C'est un problème de solidarité de celui qui a un travail, par rapport à celui qui n'en a pas.

Quel poste avais-tu ?

Je travaillais dans le service administratif d'une entreprise de textile.

Peux-tu me dire quel sorte de travail exerce la majorité des adhérents de la CNT textile de Barcelone ?

La majorité travaille aux machines : en usine, dans la confection, et quelques uns dans l'administration.

Comment fonctionne le syndicat ?

Comme tous les syndicats de la CNT. Dans la CNT, le syndicat est la base et l'organe souverain. Ici nous fonctionnons par assemblée générale de tous les affiliés.

**UN SOLO MEDIO:
ACCION DIRECTA**



Combien de personnes participent-elles à cette assemblée ?

(Rires !) Cela dépend des fois. Il y a des périodes grasses de grande participation, et des périodes maigres, à savoir un dixième des affiliés.

D'autre part, il y a l'assemblée des délégués d'usine, qui normalement devrait avoir lieu tous les mardis, en fait, elle n'est pas régulière, quelques fois il y a des réunions trois fois par jour ou deux fois par semaine, et quelques fois il n'y en a pas d'une semaine ou deux car nous n'en ressentons pas la nécessité. Au départ, nous avons établi des règles, à savoir que l'assemblée générale se tiendrait tous les premiers samedis du mois, et l'assemblée des délégués, tous les mardis. Mais en fait, elle se tient selon les besoins. Ici au textile, nous ne sommes pas très formels. Dernièrement, par exemple, nombre d'assemblées se sont déroulées dans une usine en faillite, au lieu du syndicat, on y a rencontré les travailleurs et analysé les problèmes existants.

Tu as des charges particulières au syndicat ?

Je fais partie de la « junta » du syndicat. Cette « junta » est formée de diverses commissions : trésorerie, organisation, conseil, propagande, juridique. Normalement, nous nous occupons chacun d'un secrétariat, mais en fait, là aussi, il y a pas mal de mouvements. Le copain trésorier est toujours le même, par contre, si le copain juriste n'est pas là, ceux qui s'y trouvent essaient de répondre aux problèmes des gens. Nous essayons d'acquiescer le plus de connaissances possibles dans ce domaine là, ainsi que dans celui de l'organisation.

C'est moi qui suis chargée de la presse et de la propagande, je m'occupe du bulletin, j'épluche la presse, collecte des articles traitant des problèmes juridiques, du travail en général, ou du textile en particulier.

De toute manière, tout est organisé de façon à ce que tout le monde puisse s'occuper des dossiers et participer un peu à tout.

Est-ce que votre syndicat s'occupe d'autres problèmes que de ceux du travail, par exemple des activités de quartiers, des manifestations pacifistes, écologistes, etc.. ?

Nous n'avons pas d'incidence sur le quartier, pour une raison simple : il n'y a que le local qui s'y trouve, la plupart des affiliés n'y habite pas. Beaucoup sont affiliés au textile de Barcelone, tout en vivant en dehors de la ville, car leurs usines se trouvent aux limites de la municipalité. Ils habitent à St. Colomna ou ailleurs, et viennent ici parce qu'il y a le syndicat, mais ils ne connaissent pas forcément le quartier.

C'est un peu le problème qui se pose dans tous les syndicats de branche qui réunissent des gens vivant un peu partout et qui ne viennent à Barcelone que pour travailler. Il est possible qu'en dehors de cela ils aient des activités plus sociales ou de quartier dans la municipalité où ils vivent, mais à l'intérieur du syndicat de l'industrie, on s'occupe principalement de questions industrielles.

Nous essayons tout de même d'avoir des activités culturelles, il nous est par exemple arrivé de faire des conférences.

Sur quoi ?

Un tas de choses plus ou moins liées à la formation, c'est-à-dire des conférences sur les idées anarchistes, l'histoire du mouvement, les problèmes du travail en général, (par exemple la situation économique), les problèmes d'accords syndicats-gouvernement, car par cet exemple nous nous disons contre les accords, mais beaucoup de copains et copines ne savent en fait pas tellement bien ce que c'est. Il faut donc faire en sorte de bien comprendre ces problèmes pour pouvoir en parler en connaissance de cause et exposer clairement dans les usines les positions de la CNT.

Y-a-t-il beaucoup de femmes dans ce syndicat ?

Au niveau des affiliés, oui, car l'industrie textile emploie beaucoup de femmes, mais au niveau des militantes moins, et pour ce qui est des militants de base, c'est-à-dire des gens qui

sont présents tous les jours au syndicat, encore bien moins : 2, 3 ou 4, pas plus.

Le syndicat est-il ouvert tous les jours ?

Oui, tous les jours durant 6 heures, nous essayons aussi de le maintenir ouvert le samedi, c'est une règle d'or avec laquelle on ne veut pas transiger.

Vous n'avez jamais posé le problème des femmes, lors de vos conférences, par exemple ?

Non, nous n'avons jamais abordé ce problème en conférence, mais nous nous le posons tous les jours à travers nos discussions, quand il se pose un problème concret ce qui arrive souvent à l'heure actuelle car du fait du nombre croissant de nos activités, nous sommes plus souvent présents au syndicat ou dans les usines, ou ailleurs que dans notre foyer, et comme en général les compagnes des militants ne sont pas à la CNT.....

De plus, souvent les copains ne les tiennent pas au courant de ce qui se passe au syndicat, et ne les invitent pas à y participer. C'est une situation absolument traditionnelle qui entraîne des problèmes de famille à force d'absences répétées la nuit, le samedi ou le dimanche. Les femmes n'acceptent pas très bien cette situation que les copains ne comprennent pas et l'on se retrouve maintenant avec dix cas de divorces, des disputes, etc....

Récemment nous avons commencé à en discuter, et essayé de faire comprendre aux unes et aux autres qu'il n'était plus possible de fonctionner en marginalisant les compagnes. Ceci dit, nous ne discutons jamais des problèmes des femmes sur un plan idéologique, mais toujours sur un plan pratique.

L'interview continue mais nous nous arrêtons là pour ce numéro, la suite au prochain traitera :

- de la non participation au congrès du syndicat du textile, des observations de Yael sur la semaine culturelle qui s'est tenue en parallèle au congrès.
- de l'opinion de Yael sur l'anarcho-syndicalisme.
- etc...

8 • Emilio

Emilio, 20 ans, employé de bureau actuellement au chômage, fait partie d'un «Ateneo Libertario» à Barcelone, «La Verne»; il est aussi membre d'une radio libre, la «Veu Impertinente», créée depuis environ cinq mois.

Comment es-tu venu aux idées libertaires ?

Comme quasiment tout le monde à l'époque où il y avait de nombreuses luttes et mouvements collectifs qui allaient du trotskysme au marxisme-léninisme, etc... A l'époque, je m'intéressais beaucoup à la politique et aux organisations et je me suis rapproché du Mouvement Libertaire lorsque l'exploit démocratique était en baisse. Je me posais alors la question de savoir si je m'engageais dans un syndicat ou dans un Ateneo. Finalement j'ai choisi ce dernier car je pense qu'il est plus positif de mener des luttes de quartier que militer au sein d'une organisation syndicale.

Quelles sont les activités de l'Ateneo Verne-ra ?

Actuellement, il est dans une phase de restructuration. Après cinq ans de travail dans le quartier, nous sommes arrivés à la conclusion que ce que l'on faisait ne servait à rien ou à très peu. Aujourd'hui, nous sommes dans une période de réflexion pour essayer de faire sortir de l'Ateneo quelque chose de plus positif ou, finalement, changer de stratégie.

La radio est-elle le porte-voix de l'Ateneo ?

Non. Par cette radio, nous avons voulu créer un moyen de communication entre toutes les personnes qui habitent le quartier. Si les membres en sont libertaires, elle n'est pas spécifiquement libertaire, mais ouverte à tous, réceptrice et émettrice.

Quelle est la situation des radios libres ?

Dans l'Etat espagnol, il y a deux tendances : celle de Barcelone qui a créé les radios de quartier et celles du reste de l'Espagne qui ont pour but de couvrir les villes entières ; peut-être parce que Barcelone est immense et que l'idée de quartier est donc plus présente pour les habitants.

Comment cela se passe-t-il au niveau légal ?

Ici, à Barcelone, la licence est donnée par la Generalitat (gouvernement catalan) qui n'est pas socialiste mais de droite.

Des 485 demandes, 2 seulement ont été acceptées ; les autres, dont nous-mêmes, sont fatiguées de demander une fréquence légale car nous voulons que tout le monde puisse accéder à ce moyen de communication et d'expression très important.

Quelle est la réalité du ML à Barcelone ?

Il a beaucoup baissé. Par exemple, sur les 12 Ateneos qui existaient il y a trois ans, seulement 3 ou 4 fonctionnent aujourd'hui. Les participants se sont «brûlés», ont abandonné peu à peu car ils n'ont pas trouvé d'alternatives. La plupart des gens qui mènent une bataille anti-nucléaire sont libertaires ou très proches du ML et, parmi eux, se trouvent d'anciens militants des Ateneos. Dans ce mouvement, outre les anti-autoritaires et les écologistes, il y a aussi un certain nombre d'indépendantistes catalans.

A quoi pourrait te servir la CNT ?

Elle pourrait me servir comme à n'importe quel travailleur. Actuellement, la CNT suit des positions anciennes et dogmatiques ; je ne dis pas qu'elles sont mauvaises, mais elles ne sont pas valables aujourd'hui. Ce que demande le travailleur, c'est qu'on le défende face au patronat, aux conventions collectives pour une amélioration économique. Si les syndicats ne servent pas

à ça, je pense que les gens n'adhèrent pas.

Y a-t'il une possibilité que le ML remonte la pente ?

J'ai discuté avec beaucoup de gens qui ont participé aux activités du ML. Ils espèrent beaucoup de ce congrès. Selon les décisions qui

seront prises, ces gens retourneront ou pas à la CNT et on pourra alors essayer de lancer des alternatives. Selon moi, il faut être moins puriste, laisser de côté les dogmes et ouvrir les portes à des gens anti-autoritaires, anti-militaristes, écologistes, etc... qui ont un but proche du nôtre. Par exemple, les manifestations anti-militaristes sont toujours plus nombreuses ; il faut y participer et ne pas aller partout toujours seul en tant que libertaire.

De toute façon, le socialisme étant au pouvoir, les gens finiront bien par s'apercevoir que rien, ou presque rien, ne change. Le problème est que c'est le capitalisme qui crée cette situation de crise et qu'il faut en terminer.

J'ai l'espoir que le ML espagnol, européen et mondial pourra avec les anti-autoritaires proposer des alternatives aux gens.

L'autre CNT

Miguelancel Fernis, 22 ans, militant de la CNT-Rénovada de Valence a assisté au meeting de clôture du VIe congrès de la CNT historique pour voir si celle-ci adoptait une ligne progressiste par rapport au Ve congrès. Il avait aussi l'espoir que la CNT historique reconnaisse ses erreurs d'il y a trois ans, et ouvre ses portes à une possible réunification («à la bonne») sans vainqueur ni vaincu avec l'autre CNT. Rappelons que les 2 CNT sont le résultat d'une scission qui eut lieu lors du Ve Congrès de Madrid en 1979. Nous avons demandé à Miguelancel de nous indiquer les différences qu'il y a entre ces 2 CNT.

Il y a peut-être 3 raisons pour lesquelles la CNT-Rénovada a abandonné la CNT Historique :

- 1- le caractère dogmatique de certains postulats que la CNT-Rénovada a abandonné, pour un retour au syndicalisme révolutionnaire de ses origines. Pour contester les positions rigides de la CNT Historique, la CNT Rénovada a pratiquement abandonné le langage et le symbolisme anarcho-sindicaliste pour se rapprocher d'une pratique syndicaliste qui reflète plus la réalité que vivent les travailleurs.
- 2- les élections syndicales furent la cause principale de la scission d'il y a deux ans. La CNT-Rénovada pense que la participation à l'élection des C.E. ne doit pas être une finalité. Elle doit être un instrument pour être présent dans les centres de travail et ne pas perdre la confiance des travailleurs.
- 3- A la CNT-Rénovada comme à la CNT-Historique, se retrouvent les tendances extrêmes : celle plus syndicaliste et celle plus libertaire. Mais à la CNT-Rénovada, il existe d'autres secteurs de travailleurs qui n'ont pas un passé précisément libertaire, ceux-ci viennent de syndicats disparus, d'Autonomie ouvrière, etc...

Que penses-tu alors de ce qu'ont dit les orateurs par rapport à la scission ?

Je n'ai pas tout entendu mais je déplore que la CNT qui veut rencontrer un écho parmi les travailleurs attaque d'une façon fantasmagorique l'autre CNT, qui dans le fond lutte et fait partie du même projet (voir les faux chiffres du nombre d'affiliés, donnés dans le dernier numéro du mensuel «CNT»).

Mais il me semble qu'ils ont fait un appel à la scission pour qu'ils réintègrent la CNT (historique).

Moi j'ai lu des propositions faites au congrès par le syndicat de l'enseignement et de la santé de Valence, et elles me paraissent trop paternalistes. Mais il n'y a pas vraiment d'analyse sur le pourquoi et le comment de la scission, et il est impossible de penser que les gens peuvent se réconcilier tant que les données des problèmes graves ne seront pas

clairs, de plus ce VIe congrès n'a pas encore défini une ligne précise sur les C.E.

Quelle est la situation actuelle de la scission ?

La scission est présente dans quelques régions où la CNT ne l'est pas comme aux Canaries et aux Asturies. Ailleurs, elle a à peu près les mêmes forces comme dans la région de Valence. La différence est peut-être que la CNT-Rénovada a plus une représentativité dans les usines et ateliers, tandis que l'autre semble avoir plus de militants qui descendent dans la rue, et une série d'activités publiques qui ont un certain écho dans la presse.

En plus de ton adhésion à la CNT-R., tu participes à la rédaction de «Maliërba». Peux-tu brièvement nous parler de ce journal.

«Maliërba» est né de la nécessité de créer une presse de contre-information et alternative à Valence, le projet parti d'un «Ateneo libertario» (groupe libertaire ayant de nombreuses activités sociales et politiques au sein des quartiers) se veut organe d'expression de personnes anti-autoritaires et de coordination de groupes libertaires.

Il y a deux ans avec la chute des N.L., il a fallu s'ouvrir à des secteurs qui ne sont pas spécifiquement libertaires mais ont des choses en commun avec cette idéologie. Actuellement, nous travaillons avec des groupes alternatifs et nous essayons de donner à ce journal une ligne et une cohérence libertaire plus proche du projet de départ.

Maliërba tire à combien d'exemplaires ?

Pour l'instant, 2000, mais nous voudrions relancer la diffusion dans d'autres villes et en imprimer 5000 exemplaires. Le journal est fait à Valence, mais nous recevons des articles de toute la région.

Quel est le panorama de la presse alternative en Espagne ?

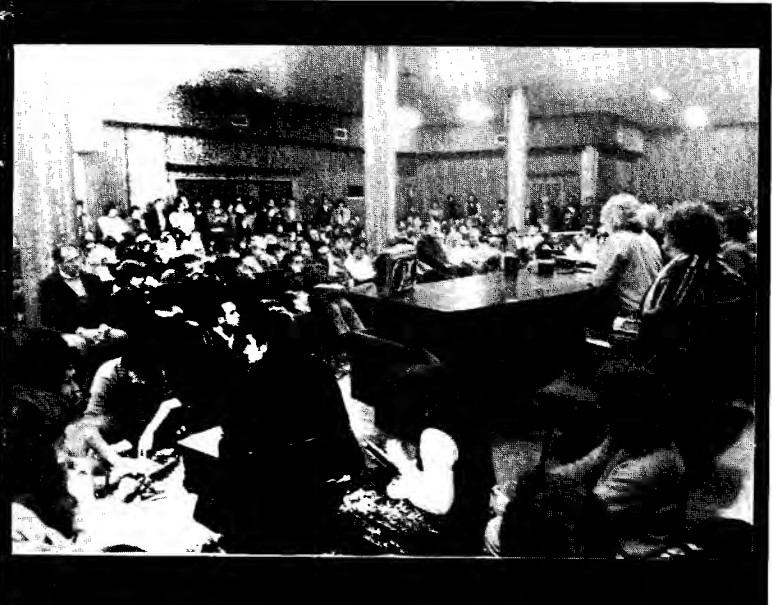
La presse alternative et libertaire se laisse désirer depuis des années. Nous espérons qu'en collaboration avec des journaux écologistes et anti-militaristes nous arriverons à la renforcer.

Qu'existe-t-il d'autre à Valence ?

Outre deux «Ateneos» il y a un groupe écologiste et une radio libertaire («Clara»). Dans certains quartiers, il y a des groupes proches des idées libertaires en plus des deux CNT qui ont toutes deux des activités sociales et culturelles....

Dernière question, tu milites au sein du syndicat de l'enseignement de la CNT-R. Combien êtes-vous d'adhérents ?

Une vingtaine, comme la CNT-H. Actuellement nous faisons des projets ensemble (les 2 CNT) en vue de réaliser une coopérative d'enseignement et de pédagogie libertaire.



MEDECIN A NICE
COLLOMB A LYON
LA PHALLOCRATIE EST AU RENDEZ-VOUS
ELECTORAL...

La Fanny à Lyon,
Une tradition populaire pour les joueurs de boules:
quand un joueur ne marque aucun point, il est puni, il
embrasse les fesses de Fanny.

Vieille tradition populaire me direz-vous?

Mais une fois de plus, tradition phallocrate et la vue
d'une paire de fesses féminine, les jupes relevées, la
posture bien humiliante va faire fuser les rires gras.

Et puis nous sommes en période électorale, Collomb,
le maire actuel s'est cru obligé pour son prestige
personnel et pour flatter les boulistes lyonnais, milieu
bien réac, de ressortir cette vieillerie. Il lance donc un
concours aux artistes de la région, l'œuvre choisie
trônera en place publique. Après délibération du jury,
le gagnant du concours est une gagnante (d'après les
journalistes cela devrait taire les protestations
féministes).

Le jeudi 3 pourtant, nous volons la maquette de la
statue gagnante dans la salle de la mairie du 4ème
arrondissement où était exposé le projet. A la place,
nous laissons le symbole ci-contre accompagné du texte
ci-joint. Les réactions?... Aucune dans la presse
régionale qui avait consacré de nombreux articles d'un
goût douteux à la fanny. Et Libé? Pas un mot non plus,
même dans son super reportage à sensation sur les deux
Collomb et Noir... Aucun communiqué n'est passé.
Des femmes sont intervenues par une lettre de
protestation (femmes syndiquées), d'autres voulaient
agir, nous avons choisi ce type d'action mais nous étions
toutes d'accord pour dénoncer cette provocation.
Une manière de rappeler que nous pouvons toujours
réagir à toute utilisation publicitaire de la femme,
même et surtout électorale.

♀ A bon entendeur salut...
+ Des femmes libertaires

*Ne vous battez plus...
c'est nous qui l'avons récupérée!!!*

*Un symbole de plus de démagogie et de phallocratie que
nous vous avons enlevé avec grand plaisir!*

*Dans cette période électorale, ressortir une tradition
paillardes et, par là, utiliser l'image galvaudée d'une
femme pour illustrer l'expression « prendre une
déculotté », il fallait y penser...*

*Il est vrai que dans cette bonne ville de Lyon, la
« tradition grivoise » est un bon outil publicitaire pour
les politiciens de droite comme de gauche. Et aucun de
ces messieurs, dames n'a remis en cause la signification
phallocrate de la fanny.*

*Si vous voulez tant faire parler de vous, si la débauche
d'affiches, de tracts luxueux et de brochures coûteuses
ne vous suffit pas...*

*Allez donc montrer votre cul (élection oblige) mais,
S.V.P., laissez le nôtre tranquille!!!*

Ne vous battez plus...

Nous avons choisi un autre symbole... ♀

